

Le 07 avril 2026

PAR COURRIEL

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

La présente constitue notre réponse à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 13 février 2026 et pour laquelle nous vous avons transmis un accusé de réception le 16 février 2026. Votre demande est ainsi libellée :

« Par la présente, en vertu de la Loi sur l'accès, j'aimerais obtenir copie des revues de presse et des rapports de veille médiatique produits pour la Caisse les 19, 20 et 21 juin 2023. »

Dans une correspondance transmise le 20 mars 2026, nous vous avons informé du fait que nous avons transmis au tiers qui avait fourni des renseignements visés par votre demande un avis dans le but d'obtenir ses observations relativement à l'application des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès.

Le processus de consultation du tiers est maintenant complété et nous sommes en mesure de vous transmettre ci-après notre décision.

Le tiers nous a informés qu'il n'avait pas d'objection à ce que les documents que vous avez demandés vous soient transmis. Dans les circonstances, il nous fait plaisir de vous communiquer les revues de presse et rapports de veille médiatique demandés.

En terminant, pour votre information, nous vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1) :

« 135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veillez agréer, [REDACTED], mes salutations distinguées.

[REDACTED]

Claude Mikhail
Directeur principal, Droit administratif et
Responsable de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

p.j.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Revue de presse / Media Coverage Report 2023/06/19

*Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.*

Caisse de dépôt et placement du Québec - CORPO

[La CDPQ poursuit son ménage chez Azure en Inde](#)

La Presse+ - 2023/06/17 - PAGE: AFFAIRES 16

[OPINION - Ce qui motive les employés de la CDPQ](#)

La Presse+ - 2023/06/19 - PAGE: AFFAIRES 10

[Funding Is Drying Up for AI-Run Vertical Farms](#)

Bloomberg (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

[University of Montreal set to launch ESG institute](#)

The Globe and Mail (+ web) - 2023/06/19 - PAGE: B1, B3

[OPINION - Le REM, notre voisin exemplaire](#)

La Presse+ (+ web) - 2023/06/18 - PAGE: CONTEXTE 5

[Un incendie sous le REM a perturbé la circulation](#)

La Presse+ - 2023/06/17 - PAGE: ACTUALITÉS 24

[Un incendie sous le REM perturbe la circulation](#)

La Presse (web) - 2023/06/18 - PAGE: N/A

[Un poids lourd s'enflamme sous un viaduc du REM à Montréal](#)

Noovo Info (web) (aussi paru dans iHeartRadio (web)) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

[Structural concerns for REM after truck fire scorches underside of railway](#)

CTV News (web) (aussi paru dans iHeartRadio (web)) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

[Montreal crash leads to traffic woes for Friday morning commuters on Highway 15](#)

Global News (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

[Truck goes up in flames on Highway 15, causes road closures](#)

CityNews (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

[Champlain Bridge lanes re-open after truck fire causes rush hour chaos](#)

Montreal Gazette (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

L'utilité d'un TGV: «un débat des années 70», estime le grand patron d'Alstom

Le Journal de Montréal (web) (aussi paru dans Le Journal de Québec (web)) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

CDPQ pares 0.89% stake in Piramal Pharma for Rs 100 crore

Moneycontrol (web) (aussi paru dans BQ Prime (web), Business Standard (web) et autres) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

Stocks that will see action today: June 19, 2023

The Hindu BusinessLine (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Bulk deals: Bajaj Finance sells 2.25 lakh shares in Landmark Cars, DSP MF buys ₹250 crore stake in IIFL Finance

Mint (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

Buzzing Stocks: Dr Reddy's, Kalyan Jewellers, PNB Housing, Axiscades Tech, others in focus

Moneycontrol (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Bulk Deals: Quant MF buys 2.15% in IKIO Lighting, Canada-based pension fund sells nearly Rs 100 crore shares in Piramal Pharma

Moneycontrol (web) - 2023/06/17 - PAGE: N/A

Stocks To Watch: Adani Enterprises, Axis Bank, Castrol India, Trident

BQ Prime (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Grapevine: KKR, CDPQ Eye Road Asset; JBM Auto Leads Race For SML Isuzu

VCCircle (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

Macquarie leads chase to buy big stake in EnergyAustralia

The Australian Financial Review (web) - 2023/06/18 - PAGE: N/A

Keolis souffle le monopole à la RATP

Le nouvel Economiste (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Ivanhoé Cambridge - CORPO**Faux rebond**

Business Immo (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

De l'espace à l'expérience: comment SGM redéfinit la notion de lieu

Grenier aux nouvelles (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Otéra Capital**Harvard set to break ground on research campus**

The Boston Globe (+ web) - 2023/06/19 - PAGE: D1, D3

Radio-Télévision

Sommaire

Radio-Télévision - 2023/06/16 - PAGE: N/A

La CDPQ poursuit son ménage chez Azure en Inde

Julien Arsenault

La **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)** envoie un deuxième Québécois au conseil d'administration d'Azure Power Global, producteur indien d'énergie solaire dans lequel l'institution a injecté environ 600 millions CAN. Il s'agit de Richard Payette, qui a notamment dirigé les activités québécoises de Manuvie entre 2016 et 2020. Azure est malmenée depuis l'été dernier à la Bourse de New York en raison d'irrégularités entourant ses contrôles internes. La CDPQ a vu la valeur de son placement dégringoler à environ 75 millions. On ignore toujours les résultats de l'enquête interne chez Azure, qui a déjà prévenu les investisseurs qu'elle pourrait manquer de fonds pour s'acquitter de ses obligations financières.

[Lien vers La Presse+](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

OPINION - Ce qui motive les employés de la CDPQ

Bernard Morency

Ancien premier vice-président (2007-2016) à la Caisse de dépôt et placement du Québec

La lecture du rapport du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal et les nombreux commentaires des derniers jours m'ont ramené à mes années passées à la direction de la **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)**. J'y ai agi à titre de premier vice-président, déposants, stratégie et chef des opérations, de décembre 2007 à 2016.

La philosophie de gestion qui nous animait tournait autour de trois grandes questions :

1. Nous acquittons-nous bien de notre mandat à deux volets : permettre aux déposants de payer les prestations promises dans le cadre financier qui est le leur et contribuer au développement économique du Québec ?

2. Nos stratégies respectent-elles les divers mandats que nous donnent nos déposants et ajoutons-nous de la valeur par rapport à une gestion indicielle ou passive ?

3. Pouvons-nous faire mieux ?

L'étude donne une réponse claire aux deux premières questions. Cette réponse est oui. Le mandat de la CDPQ est

unique. Elle est la seule organisation parmi les huit citées dans l'étude qui a un mandat à deux volets.

Ne sous-estimons pas le défi. Je me réjouis qu'une étude conduite par des experts indépendants, malgré ses critiques, conclue non seulement que la CDPQ s'acquitte bien de son mandat, mais aussi que les rendements qu'elle a obtenus pour ses déposants lui ont permis de verser des milliards de prestations chaque mois aux Québécois et d'améliorer sa situation financière.

La réponse de l'étude à la troisième question est également : oui, on peut faire mieux ! C'est exactement la philosophie qui m'animait lorsque j'étais à la CDPQ.

Nous regardions attentivement ce que nos pairs canadiens et mondiaux faisaient bien et n'hésitions pas à leur emprunter leurs bonnes idées. Nous le faisons dans le respect de notre mandat et de la tolérance aux risques de nos déposants et en collaboration avec eux.

Il faut toutefois être prudent avec certaines des comparaisons de l'étude. Par exemple, la démographie du Québec est différente de celle du reste du Canada. Investissement RPC peut donc courir plus de risques que la Caisse-RRQ, ce qui explique une partie de l'écart de performance. Il faut féliciter Investissement RPC pour son rendement, mais ne devrait-on pas le questionner sur le faible pourcentage de ses investissements au Canada en comparaison à ceux de la Caisse-RRQ ?

L'étude souligne aussi la rigueur des indices et la transparence de la reddition de comptes.

Il n'y a pas de recette magique pour l'établissement des indices, surtout pour les placements privés, l'immobilier et l'infrastructure. C'est un exercice que nous prenons très au sérieux et que nous soumettons au regard du conseil d'administration, de nos déposants et des médias.

Nous recherchions un juste équilibre entre le rendement, la prise de risque et l'impact de nos investissements. La quête du rendement n'est pas la seule motivation.

Pour ce qui est de la transparence, nous nous demandions continuellement comment mieux expliquer nos stratégies et nos rendements. Cela étant dit, pour parler en termes de placement, je dirais que la reddition de comptes de la CPDQ se classe facilement dans le premier quartile !

Les Québécois doivent continuer d'être exigeants envers les dirigeants de la CDPQ. Mais ils peuvent aussi être fiers de cette grande institution et être assurés que ses employés sont compétents et cherchent à bien investir l'argent qu'ils leur confient.

[Lien vers La Presse+](#)

[retour à la table des matières](#)

Funding Is Drying Up for AI-Run Vertical Farms

Amelia Pollard

Welcome to The Brink. I'm Amelia Pollard, a reporter in New York, where I've been reporting on the struggles of vertical farms. We also have stories on Quebec's public pension fund shying away from office properties and drug maker Mallinckrodt. Follow this link to subscribe. Send us feedback and tips at apollard18@bloomberg.net or Tweet/DM to [@ameliajpollard](https://twitter.com/ameliajpollard).

Vertical Drop

The pitch for vertical farming had all the promise of a modern venture capital dream: a new way to grow crops that would use robots and artificial intelligence to conserve water, combat food insecurity and save the environment.

But after firms poured billions of dollars into these startups, pushing valuations into the stratosphere, the industry is now facing a harsh new reality: funding is drying up, profits remain elusive, and creditors are circling. AeroFarms last week became the latest, most high-profile example of the challenges facing the business, filing for bankruptcy after building a massive new facility in Virginia that drained its cash, according to court papers.

AeroFarms' bankruptcy came on the heels of lettuce grower Kalera also filing for court protection in April, and a notice of default for publicly traded AppHarvest a month later, according to a regulatory filing.

“We really were in a hype cycle,” said Vonnie Estes, vice president of innovation for the International Fresh Produce Association. “There was a lot of money that rushed in without really understanding that this is actually just farming.”

Industry experts still say that indoor farming is a crucial piece of agriculture's future, especially as climate change spurs more destructive wildfires and floods. Nonetheless, the ability of vertical farms to carve out meaningful market share on a national scale could be years away, they note.

For a while, valuations were soaring. Companies like Kentucky-based AppHarvest saw their valuations surge well into the billions. In 2021, AeroFarms, an early vertical-farming pioneer based in Newark, New Jersey, had plans to go public through a blank-check merger that had an equity value around \$1.2 billion.

But as interest rates began to climb, investors started to scrutinize profitability in a way they hadn't for years. Last year more than \$1 billion was raised for vertical farming, according to Adam Bergman, the global head of AgTech investment banking at Citigroup. This year, that figure is under \$100 million, he said.

“Capital flows went from being more readily available to less readily available,” Guy Blanchard, president and chief financial officer of AeroFarms, said in an interview this week. Video conferencing in from the company’s Newark facility, he said AeroFarms is focusing the company’s resources on building its microgreens business, which is expected to be profitable by the end of this year.

Investors had previously viewed vertical farms as a “limitless frontier of innovation,” he said. “But now, it’s ‘show me a profitable business.’ They’re more interested in good old businesses that are going to make money.”

High Alert

- A group of SBB bondholders including Anchorage, Blackrock, Carmignac, Man Group and Polus have hired PJT Partners to counter the efforts of rival creditors that claim the company is at risk of default.

- A Hong Kong court ruled that Tsinghua Unigroup breached a payment support agreement tied to dollar bonds, marking a key victory for creditors in a broader legal dispute over a practice long used by Chinese firms to raise debt.

- Dress-shoes maker Rockport filed for bankruptcy for the second time in five years. The company blamed current troubles on a back-to-work sales surge that didn’t happen as the Covid-19 pandemic waned, and it’s now looking for a buyer. It owes lenders about \$100 million, including \$61 million that comes due in August.

- Billionaire Xavier Niel and two partners made a formal approach for ailing French grocer Casino Guichard-Perrachon, offering ?300 million as part of a broader ?1.1 billion equity injection that would also include an “adaptation of Casino’s existing debt to its capacities.”

By the Numbers

The head of Canada’s second-largest public pension fund manager has pivoted away from office real estate and retail space just in time to avoid the worst of a “bloodbath,” Mathieu Dion reports.

Charles Emond, appointed as **CEO of Caisse de dépôt et placement du Québec** in 2020, has since reduced the fund’s mix in real estate investment focusing in logistics, while shying away from tougher sectors. The fund manages C\$402 billion (\$302 billion) in assets, about 12% of which is in real estate.

“There’s going to be a bloodbath in some areas, for sure,” Emond said during an interview with Bloomberg News about lower-quality buildings. Owners of modern, higher-end office properties such as CDPQ will be fine, but they’ll have to contend with tenants wanting less space, Emond said.

One Question

Reshmi Basu spoke with Scott Greenberg, global chair of the business restructuring and reorganization practice at Gibson Dunn & Crutcher in New York, who advises on some of the

most high-profile bankruptcy cases in the US from Serta Simmons Bedding to Endo Pharmaceutical.

Where will the rate shock hit next?

Near-dated maturities (2024 or 2025) that can't find a private credit solution will continue to look to their existing lenders for self help, either in the form of new capital, maturity extensions or a combination of both. In the absence of sponsors being willing to put money in to delever to help facilitate a roll of the stack, the number of change of control transactions — in or out of court — will continue to increase as we've seen through the uptick in large chapter 11 filings this year.

For the longer-dated capital stacks where the company is facing headwinds, sponsors will continue to have the option to explore more liability-management focused transactions to bring in incremental liquidity as needed and wait for the markets to return. I don't think the LME (liability management exercise) transactions are going anywhere any time soon as we've seen through several new transactions launched in recent months. Punchline: expect more filings and more LMEs we head in to the back half of 2023 and 2024.

The Latest on... Mallinckrodt

The collapse of a \$1.7 billion opioid settlement is highlighting the downside of using bankruptcy to resolve thousands of lawsuits en masse, Jonathan Randles writes.

Drug maker Mallinckrodt has struggled after striking the deal that got it out of Chapter 11 last year and will likely delay a \$200 million installment payment it owes opioid victims by the end of the day. The company has already skipped an interest payment on two of its bonds and may file another bankruptcy to restructure its debt and renegotiate the opioid settlement.

Hospitals, counties, tribes and individual families who've lost siblings and children to overdoses have little recourse because of how bankruptcy law prioritizes how companies repay debt. Mallinckrodt's obligations to victims are unsecured, ranking the payments behind lenders who have greater leverage because their loans and bonds are secured by liens on assets. Lawyers for victims have said they could take legal action, but any lawsuit would be paused indefinitely if Mallinckrodt goes back into bankruptcy.

Similar dynamics have played out in bankruptcies involving mass claims of sexual abuse, environmental pollution and defective products. The harms are different but the problem for victims is the same: liens put company lenders — usually hedge funds or other major Wall Street players — in the driver's seat in Chapter 11.

More from The Terminal and Bloomberg Law

- Brookfield's Schoeller Working With Houlihan to Tackle Debt
- Atalian Bondholders Hire Law Firm Weil Ahead of Refinancing

- ILAP Bondholders Hire Rothschild, Cleary Ahead of Debt Talks
- HK Court Approves Withdrawal of Wind-Up Case Against Sunac China
- Sunac Says Holders of 87% of Existing Debt Accede to RSA

Thank you for reading The Brink, Bloomberg's twice-weekly newsletter on corporate crisis and distressed debt. Contact the author of today's issue via email at apollard18@bloomberg.net or Tweet/DM to [@ameliapollard](https://twitter.com/ameliapollard).

Get Bloomberg newsletters in your inbox

- Deals for the latest news and analysis, from IPOs to startup investing, exclusively for Bloomberg subscribers
- Economics Daily for what the changing landscape means for policy makers, investors and you
- Supply Lines for daily insights into supply chains and globe trade
- Work Shift for exclusive insight and data on the future of work
- Crypto for an essential read on the crypto universe, delivered straight to your inbox twice a week

And sign up for more Bloomberg newsletters at [Bloomberg.com](https://www.bloomberg.com).

— With assistance by Jonathan Randles, Mathieu Dion and Reshmi Basu

[Lien vers Bloomberg](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

University of Montreal set to launch ESG institute

James Bradshaw

The University of Montreal is creating a new multidisciplinary research hub to study a broad range of environmental, social and governance issues with donations from Canadian private-equity executive Michael Penner and the Bank of Nova Scotia.

The university is announcing Monday that it will establish the Michael D. Penner Institute for ESG Issues. The institute aims to draw expertise from a wide array of academic disciplines to study pressing challenges for the business sector, and bring academic rigour to an increasingly fierce debate about companies' responsibilities to act on issues such as climate change and diversity.

The institute will be funded at the outset by a foundational gift from Mr. Penner, a Canadian private-equity executive who is chairman of Partners Group (Canada) and operating partner at Swiss-based Partners Group AG. A former chair of the board of Hydro-Québec, he is also currently a director at Bank of Nova Scotia.

An advisory committee led by two high-powered Canadian executives will steer the institute: **Charles Emond, the chief executive of the Caisse de dépôt et placement du Québec**, and Laurentian Bank CEO Rania Llewellyn will be co-chairs.

And Isabelle Martin, a professor in U of M's School of Industrial Relations, will lead the institute.

Scotiabank is donating an additional \$1.5-million to create the Sustainable Development Innovation Observatory within the Penner Institute, to spur research and training on innovations in sustainable development.

Neither Mr. Penner nor the university would disclose the amount of his donation, though he described it as significant enough to establish the institute and ensure its viability over the near and medium term. The university will look to raise more donations, and has had expressions of interest from individuals and institutions, he said.

The burgeoning field of ESG has spawned a growing number of experts, standard-setting bodies and alliances, but also devoted critics. Advocates of ESG have framed it as an existential challenge for businesses as well as a moral imperative, while detractors have dismissed it as activist overreach and a distraction from a traditional focus on shareholders that has helped companies create new wealth.

To date, the rush to address ESG has been “a bit of a Wild West,” Mr. Penner said in an interview. “Everybody was a self-professed expert.”

In that context, he said there is a pressing need for more thoughtful, thorough and reliable information to underpin debates between ESG's advocates and its naysayers.

“At this juncture, at this crossroads we’re at, it’s more important than ever to first of all have the thought leadership that a university can bring, and the academic rigour,” he said. “ESG, if it’s not handled properly, risks being characterized as wokeism or as a distraction to running the business, and that’s a very serious risk.”

Researchers at the institute will delve into issues such as the climate transition, labour, corruption, human rights and the treatment of Indigenous communities. And they will be drawn from across disciplines that include law, business, engineering, industrial relations, philosophy, sociology, mathematics, artificial intelligence, political science and economics.

“I think ESG needs to start becoming a reflex within organizations, where every thought process is intuitive,” Mr. Penner said.

Mr. Penner said he chose the University of Montreal because, after sitting down with rector Daniel Jutras, he concluded the U of M had the right ecosystem of academic talent to conduct the research and amplify its conclusions. By basing that work in Quebec, he hopes to help build bridges between the province’s business community and the rest of Canada.

“The university community is well equipped to decompartmentalize and disseminate knowledge,” Mr. Jutras said in a statement. Researchers who will be involved from the university, its HEC Montréal business school and Polytechnique Montréal engineering school “have the expertise to develop it into a far-reaching interdisciplinary project.”

[Lien vers The Globe and Mail](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

OPINION - Le REM, notre voisin exemplaire

Vincent Brousseau-Pouliot

Le REM n'a pas encore transporté son premier passager que, déjà, une question importante se pose : fait-il trop de bruit ?

Des résidants de Griffintown, de Pointe-Saint-Charles et de l'île des Sœurs se plaignent du bruit du nouveau **Réseau express métropolitain (REM)**, propriété de la **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)**, qui fait des tests sans passagers depuis des semaines.

La Caisse dit vouloir être un « voisin exemplaire ». « On est là pour les 100 prochaines années. L'un de nos principes, c'est d'être un voisin exemplaire, un voisin qui crée de la valeur et non des désagréments aux riverains », dit Harout Chitilian, vice-président aux affaires corporatives de **CPDQ Infra**, filiale de la Caisse qui est propriétaire majoritaire du REM.

On salue cette intention du REM d'être un « voisin exemplaire ».

Le problème, c'est que tout le monde n'a pas la même définition de « voisin exemplaire ».

Pour l'instant, CDPQ Infra, qui fait des tests de bruit à la suite des plaintes des résidants, s'engage uniquement à apporter des mesures correctives si le bruit du REM dépasse le seuil

permis par la réglementation provinciale sur le bruit qui s'applique au REM (les décrets provinciaux du REM).

Bref, la Caisse s'engage à respecter la loi, point. À notre avis, c'est très loin d'être suffisant.

Un « voisin exemplaire » ne fait pas que respecter la loi. Il fait des efforts supplémentaires pour réduire le bruit dans les quartiers qu'il dessert. Surtout que le décret sur le bruit qui s'applique au REM n'est pas particulièrement sévère¹. Que le bruit est un enjeu de santé publique (voir capsule). Et que le bruit ambiant dans Griffintown est déjà légèrement supérieur à la recommandation de l'OMS de 55 décibels (dB) le jour.

Il y a plusieurs façons de réduire le bruit du REM : ajouter des murs antibruit, faire de l'entretien supplémentaire, ajouter des pièces en caoutchouc ou de l'huile supplémentaire sur les rails². Le coût de ces ajustements sera minime sur un projet d'au moins 6,9 milliards. Et les bénéfices énormes pour la qualité de vie des Montréalais et des Longueuillois.

À quel point le REM est-il bruyant ? On a tenté de répondre de façon approximative à la question, en allant mesurer le bruit près du REM au bassin Peel mercredi dernier en fin d'après-midi avec une application mobile. À deux endroits au bassin Peel dans Griffintown, l'un avec un mur antibruit (au coin des rues Peel et Smith), l'autre sans mur antibruit (à côté de la piste cyclable près du pont Wellington).

Notre petite expérience ne vaut certainement pas les tests professionnels que la CDPQ Infra est en train de faire³ et a

promis de rendre publics, mais ça donne une petite idée.

Sans mur antibruit près du pont Wellington, le bruit passe en moyenne de 56 dB (bruit ambiant sans le REM) à 77,5 dB lors du passage du REM pendant 36 secondes, selon nos mesures. Il s'agit d'une hausse de 21,5 dB.

Pour donner une idée, près du pont Wellington, le REM était plus bruyant (bruit maximal de 80 dB, y compris le bruit ambiant) que les trains de VIA Rail (75 dB) et d'exo (76 dB). Et le REM passera beaucoup plus souvent – une fois toutes les trois minutes et demie aux heures de pointe.

Au deuxième endroit, celui avec un mur antibruit (au coin des rues Peel et Smith), la différence est importante : le bruit passe en moyenne de 58 dB (bruit ambiant) à 66,5 dB au passage du REM. C'est une hausse de 8,5 dB. Le bruit maximal atteint par le REM est alors de 69 dB.

Sans surprise, le REM est beaucoup moins bruyant avec un mur antibruit. Sauf qu'il y a des murs antibruit sur seulement 0,9 km des 16 km de la première phase du REM entre la Rive-Sud et la gare Centrale (celle qui doit être inaugurée cet été).

La réglementation provinciale sur le bruit qui s'applique au REM n'est pas très sévère. En gros, on calcule la hausse moyenne de bruit sur une période de 24 heures, et on permet au REM d'ajouter un nombre de décibels (moyenne sur 24 heures) variant selon le niveau de bruit ambiant (plus le bruit ambiant est élevé, moins on permet d'ajouter des décibels).

Selon nos estimations (qui sont à titre indicatif), au bassin Peel, le REM respecterait dans les deux cas amplement la réglementation provinciale, qui lui permet de hausser le bruit de 4 dB sur une moyenne de 24 heures. (Avec nos mesures, on arrive à une hausse de 2,1 dB sans mur antibruit et une hausse de 0,5 dB avec mur antibruit, sur une moyenne de 24 heures⁴.)

On revient toutefois au postulat de base : faire le minimum exigé par la réglementation provinciale ne fait pas de vous un « voisin exemplaire ». Surtout quand la réglementation n'est pas particulièrement exigeante.

À première vue, le mur antibruit semble une solution particulièrement efficace. CDPQ Infra doit envisager d'y recourir de façon très importante. C'est plus important d'être un « voisin exemplaire » que d'offrir une belle vue à ses usagers, qui auront le nez sur leur téléphone ou leur livre de toute façon ! (Combien coûte chaque kilomètre de mur antibruit ? CDPQ Infra n'est pas en mesure de répondre à cette question.)

On attend avec impatience les résultats des tests officiels (et fiables) de CDPQ Infra, qui devra être d'une transparence exemplaire dans ce dossier.

Tout le monde pousserait un soupir de soulagement si le **grand patron de la Caisse de dépôt, Charles Emond**, s'engageait haut et fort, dès maintenant, à ce que CDPQ Infra réduise au maximum le bruit du REM. Pas que CDPQ Infra se contente de faire le minimum requis par la loi.

On souhaite tous que le REM soit un grand succès. Pour que ce soit le cas, le REM devra aussi être un voisin exemplaire.

LE BRUIT, UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un milieu de vie trop bruyant a des « effets néfastes sur le bien-être et la santé des individus »⁵, notamment sur la perturbation du sommeil et les maladies cardiovasculaires. L'OMS recommande un bruit moyen quotidien inférieur à 55 dB en milieu urbain. De façon générale, une hausse du bruit sur une courte période (p. ex. : 80 dB sur 30 s) comme avec un système de transport collectif n'est pas nocive pour la santé si la moyenne quotidienne de bruit reste sous la recommandation de 55 dB, selon la Direction régionale de santé publique de Montréal, qui attend les résultats des tests sonores du REM pour se prononcer spécifiquement sur le cas du REM.

ÉCHELLE DU NIVEAU DE BRUIT

- 0 dB : seuil de l'audition
- 20 dB : sensation de grand calme
- 40 dB : lieu paisible
- 60 dB : conversation normale
- 80 dB : conversation difficile, sensation de fort bruit

- 100 dB : niveau supportable pour une courte période (p. ex. : une perceuse)
- 120 dB : niveau insoutenable (p. ex. : une ambulance)
- 140 dB : niveau insupportable (p. ex. : décollage d'un avion à moins de 50 m)

Source : CDPQ Infra

1. Ça ne veut pas dire que la réglementation est plus sévère ailleurs au Canada. À Ottawa, le bruit avec le train léger O-Train ne peut pas dépasser 80 dB en tout temps. Sans mur antibruit, le bruit maximal du REM dans Griffintown a atteint un maximum de 80 dB pendant quelques secondes, selon notre estimation.
2. Il s'agit des suggestions de l'expert Pierre Barrieau, de l'Université de Montréal, dans le cadre d'un article rédigé par notre collègue Henri Ouellette-Vézina.
3. La réglementation qui s'applique au REM ne l'oblige pas à faire ces tests ce printemps avant la mise en service, mais la Caisse a décidé d'être proactive, et c'est tant mieux.
4. Nous sommes arrivés à ces estimations en calculant que le REM passerait toutes les trois minutes et demie durant les heures de pointe, toutes les sept minutes durant les autres périodes de la journée, et ne passerait pas durant quatre jours par année.

5. Rapport Le bruit et la santé de la Direction de santé publique de Montréal, publié en 2017.

[Lien vers La Presse](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Un incendie sous le REM a perturbé la circulation

Henri Ouellette-Vézina et Philippe Teisceira-Lessard

L'incendie d'un camion semi-remorque, survenu tôt vendredi sous un viaduc du **Réseau express métropolitain (REM)**, a fortement perturbé l'heure de pointe matinale sur la Rive-Sud. La Sûreté du Québec (SQ) rapporte avoir été appelée à se rendre sur les lieux pour un camion semi-remorque qui avait pris feu. Aucune personne n'a toutefois été blessée, le conducteur s'en sortant indemne. « Il n'y aurait pas non plus de matières dangereuses impliquées à première vue », a indiqué l'agent Stéphane Tremblay, porte-parole de la SQ. Plusieurs pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) ont été envoyés sur place. Le véhicule a complètement brûlé. Les voies fermées ont pu rouvrir une fois le nettoyage de la chaussée et les inspections sur la structure du REM achevés. Au passage de La Presse, vendredi matin, des ingénieurs scrutaient de près la structure du rail du REM touchée par l'incendie. Selon nos informations, le viaduc n'aurait pas subi de dommages matériels importants.

[Lien vers La Presse+](#)

[retour à la table des matières](#)

Un incendie sous le REM perturbe la circulation

Henri Ouellette-Vézina

L'incendie d'un camion semi-remorque, survenu tôt vendredi sous un viaduc du **Réseau express métropolitain (REM)**, a fortement perturbé l'heure de pointe matinale sur la Rive-Sud. Une portion de l'autoroute 15 Nord a été fermée pendant plusieurs heures à la sortie du pont Samuel-De Champlain, avant de rouvrir peu avant midi.

La Sûreté du Québec (SQ) rapporte avoir été appelée à se rendre sur les lieux vers 1 h 45, vendredi, pour un camion semi-remorque qui était en feu. Aucune personne n'a toutefois été blessée, le conducteur s'en étant sorti indemne. « Il n'y aurait pas non plus de matières dangereuses impliquées à première vue », a indiqué l'agent Stéphane Tremblay, porte-parole de la SQ.

Plusieurs pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) ont été envoyés sur place. Le véhicule a été complètement brûlé. Toutes les voies ont donc été fermées sur le tronçon de l'autoroute 15 Nord entre les axes Bonaventure et Gaétan-Laberge. Un détour a été organisé par l'autoroute Bonaventure.

Ces voies ont finalement été rouvertes vers 11 h 45, le nettoyage de la chaussée et les inspections sur la structure du REM ayant été achevés. N'empêche, cette fermeture a

fortement entravé l'un des accès principaux au pont Samuel-De Champlain. Toutes les autres traverses entre la Rive-Sud et Montréal, à savoir les ponts Jacques-Cartier et Victoria ainsi que le tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, étaient aussi sans surprise très entravées en début de journée. La bretelle d'accès à L'Île-des-Sœurs pour l'A15 Nord est quant à elle demeurée fermée en après-midi.

Le cabinet de la ministre des Transports, Geneviève Guilbault, a d'ailleurs indiqué avoir fait prolonger l'horaire de pointe au pont Victoria. Les deux travées sont ainsi demeurées en direction Montréal jusqu'en début d'après-midi, vendredi, pour aider à apaiser la circulation.

Tests sur la structure

Au passage de La Presse, vendredi matin, des ingénieurs scrutaient de près la structure du rail du REM touchée par l'incendie. Selon nos informations, le viaduc n'aurait pas subi de dommages matériels importants, mais on ne souhaite prendre aucun risque avec la tenue d'une inspection technique.

« L'inspection visait à confirmer, dans un premier temps, le rétablissement de la circulation autoroutière. Dans un second, si les tests du REM peuvent se poursuivre entre L'Île-des-Sœurs et la gare Centrale. Entre-temps, toutes les activités de tests sont maintenues entre la station Brossard et la station Île-des-Sœurs », a expliqué une porte-parole de **CDPQ Infra**, Emmanuelle Rouillard-Moreau.

En après-midi, l'organisation a fait valoir que ses experts « poursuivent leurs vérifications systématiques au niveau des voies », mais que « les activités de tests se poursuivent normalement entre les stations sur la Rive-Sud ».

Mardi soir, des pompiers et ambulanciers avaient aussi été observés sur le pont Samuel-De Champlain, tout près des rails du REM. Il s'agissait toutefois d'une « simulation d'urgence » faisant partie des tests actuels.

« Les simulations d'urgence font partie intégrante de la phase de tests en vue de la mise en service du REM sur la Rive-Sud. Ces exercices permettent aux équipes d'opération et services d'urgence de faire efficacement face aux situations imprévues et de s'assurer que le REM est prêt à faire face à toutes sortes de situations », avait alors précisé Mme Rouillard-Moreau.

Tout cela survient alors que l'ultime étape préalable à l'inauguration du REM tarde à commencer : quatre semaines après le report du lancement du service, confirmé en mai, la « marche à blanc » n'avait toujours pas débuté en début de semaine. Par « marche à blanc », on entend la phase finale de tests qui devrait durer « environ un mois », correspond à une exploitation normale du réseau, mais sans passagers.

Avec Philippe Teisceira-Lessard

[Lien vers La Presse](#)

[retour à la table des matières](#)

2023/06/16

Noovo Info (web) (aussi paru
dans iHeartRadio (web))

PAGE: N/A

Un poids lourd s'enflamme sous un viaduc du REM à Montréal

Étienne Phénix

L'heure de pointe matinale a été difficile ce vendredi à Montréal en raison d'un incendie majeur à la sortie du pont Champlain à Montréal durant la nuit.

Un camion-remorque a pris feu vers 1h45 à la sortie du pont, à l'Île-des-Soeurs entraînant la fermeture de l'autoroute 15 Nord entre Bonaventure et Gaétan-Laberge. Il aura fallu trois heures aux pompiers de Montréal pour éteindre les flammes très intenses. Toutes les voies de l'autoroute 15 Nord ont finalement rouvertes peu avant midi.

Le poids lourd s'est enflammé sous un viaduc du Réseau express métropolitain ce qui a fait craindre le pire pour la structure d'acier et de béton. Par mesure préventive, la circulation automobile avait été déviée vers l'autoroute Bonaventure.

«On invite les automobilistes à vérifier le 511 avant de se déplacer pour éviter d'être dans le trafic. Les structures seront vérifiées avant que la circulation soit ouverte à la population», a indiqué l'agente Catherine Bernard de la Sûreté du Québec.

Aucune matière dangereuse n'est en cause, selon la Sûreté du Québec. Les autorités n'étaient toutefois pas en mesure de préciser ce que transportait le camion. Le chauffeur n'a pas été blessé. Son véhicule aurait pris feu en raison d'une défectuosité mécanique.

Pas de problème pour le REM

L'incendie majeur n'a pas empêché la poursuite des tests du REM avant sa mise en service officielle. Les trains vides circulent toujours entre Brossard et la station de l'Île-des-Soeurs. La portion vers la gare centrale de Montréal demeure fermée jusqu'à la fin de l'inspection de la structure pour savoir si elle a été endommagée précise **CDPQ Infra**, propriétaire-exploitant du **Réseau express métropolitain**.

Curieuse coïncidence, pas plus tard que mercredi soir, les pompiers de Montréal ont mené une simulation d'urgence en cas de problèmes avec le REM, non loin de l'endroit où s'est produit l'incendie.

[Lien vers Noovo Info](#)

[Lien vers iHeartRadio](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/16

CTV News (web) (aussi paru
dans iHeartRadio (web))

PAGE: N/A

Structural concerns for REM after truck fire scorches underside of railway

Olivia O'Malley, Lillian Roy

There are concerns about the structural integrity of Montreal's new light rail line (**REM**) after a truck caught fire on Highway 15 Friday, forcing a partial closure for almost 10 hours.

The fire started around 2 a.m. under the REM railway near the Champlain Bridge exit and burned for three hours, with 30 firefighters called in to battle the blaze.

Provincial police (SQ) said an electrical malfunction in the truck likely caused the fire.

The truck was not carrying hazardous materials, and the driver was not injured.

A tow truck, a crane and a digger were brought in for the massive cleanup operation to remove the destroyed vehicle and the scorched debris scattered on the highway.

Highway 15 North was closed between the Bonaventure Expressway and Gaétan Laberge Boulevard and has since reopened.

The closure lasted nearly 10 hours, causing a rough morning rush hour for commuters trying to get over the Champlain Bridge.

REM engineers spent the morning assessing the damage "to determine whether REM tests can continue between Nuns' Island and Gare Centrale station," reads a statement from developer **CDPQ-Infra**. "In the meantime, all test activities will continue between Brossard and Nuns' Island stations."

While initially scheduled to open this spring, officials said in May that the first portion of the REM launch had been postponed until summer.

The light rail will connect downtown Montreal with the South Shore, the West Island and the Trudeau International Airport.

[Lien vers CTV News](#)

[Lien vers iHeartRadio](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Montreal crash leads to traffic woes for Friday morning commuters on Highway 15

Elizabeth Zogalis

It was quite the scene on Highway 15 Friday morning just before 2 a.m., where a heavy truck caught fire under the **REM** train track. The flames were so intense they could be spotted from miles away.

Highway 15 north was closed between the Bonaventure Expressway and Gaétan-Laberge Boulevard until early Friday afternoon, causing major delays for motorists heading into the city. Part of the brand new REM track was scorched.

Inspectors spent the day assessing the damage to the light-rail network.

“Our experts are continuing their verification of the tracks. Test activities are continuing as usual between stations on the South Shore,” reads a statement to Global News from the developer **CDPQ Infra**.

Meanwhile, this weekend marks one of the busiest in Montreal with the Formula One Canadian Grand Prix taking place at Parc Jean-Drapeau. City officials are urging motorists to leave their cars at home.

“You don’t want to take your car if you’re going to the Grand Prix,” said city spokesperson Phillipe Sabourin.

“My best piece of advice is to take public transit during the weekend,” he added.

Mayor Valérie Plante agreed, saying public transit is the ‘best option’ this weekend.

“I think it’s such a great way to travel and then you can enjoy the night as much as you want and the day as well,” said Plante.

“I know some people will have to use their car but if you don’t need it, use the metro,” she added.

The city has also taken steps to ensure there are no major detours caused by construction this weekend by coordinating with Transports Québec.

“No hinderances are allowed, no closures are allowed on strategic routes,” said MTQ spokesperson Sarah Bensadoun.

“We are talking about the Highway 20 corridor near the Dorval airport, route 136, Viger – Ville Marie tunnel,” she added.

This also includes Highway 15 from Mirabel, the 40 at Décarie and all bridges from the south shore including the LaFontaine tunnel. Transit users are also encouraged to buy tickets early and make sure their Opus card is filled to avoid long lineups.

Nearly 100,000 people are expected to visit the Circuit Gilles Villeneuve every day this weekend.

[Lien vers Global News](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Truck goes up in flames on Highway 15, causes road closures

Tina Tenneriello

A semi-trailer truck went up in flames at the Champlain bridge exit in the Nun's Island sector overnight.

The Montreal fire department was alerted to the blaze around 2 a.m. The heavy vehicle was located on Highway 15 Northbound, parked under the **REM** overpass.

The flames could be seen for several kilometers and the truck is a completely loss.

The fire started in the truck, but the cause is still unknown.

No one was injured.

Highway 15 Northbound was closed between Bonaventure and Gaétan-Laberge until Friday afternoon as officials inspected the REM tracks following the fire. Traffic was forced off Highway 15 Northbound to the Bonaventure autoroute. There were no affects on traffic heading Southbound on Highway 15.

“The aim of the inspection is to confirm, firstly, that motorway traffic can be resumed. Secondly, to determine whether REM tests can continue between Nuns' Island and Gare Centrale

station. In the meantime, all test activities will continue between Brossard and Nuns' Island stations," said Emmanuelle Rouillard-Moreau, spokesperson for REM developer **CDPQ-Infra**, in an email Friday morning.

The inspection and tests continued Friday afternoon, after traffic resumed.

[Lien vers CityNews](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Champlain Bridge lanes re-open after truck fire causes rush hour chaos

Traffic on the Samuel-De Champlain Bridge has started to flow again after slowing to a crawl early Friday morning when a tractor trailer caught fire under a section of the **REM** commuter rail line near the span, causing part of northbound Highway 15 to close.

The fire broke out at about 1 a.m. on Highway 15 northbound just below the elevated rail line. No injuries were reported in the incident, but authorities had to close the highway between the Bonaventure Expressway and Gaétan Laberge Blvd. in order to allow transport officials to inspect the overpass, which was scorched black by the fire.

The shutdown forced northbound traffic on the span onto the Bonaventure Expressway and, in doing so, created a mammoth bottleneck on the Samuel-De Champlain Bridge that stretched past Taschereau Blvd. in Brossard.

The spillover of traffic was quickly felt on the Jacques-Cartier Bridge, and transport authorities announced that the inbound Montreal lane of the Victoria Bridge will be maintained until further notice to alleviate traffic on the Champlain.

[Lien vers Montreal Gazette](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/16

Le Journal de Montréal (web)
(aussi paru dans Le Journal
de Québec (web))

PAGE: N/A

L'utilité d'un TGV: «un débat des années 70», estime le grand patron d'Alstom

Martin Jolicoeur

Le président et chef de la direction d'Alstom pour les Amériques persiste et signe: le débat entourant l'utilité pour un pays de se doter d'un train à grande vitesse (TGV) en est un des années 1970.

Questionné jeudi à l'occasion d'un événement du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), Michael Keroullé a admis s'étonner de voir encore les Canadiens hésiter entre l'option du TGV et celle du TGF (train à grande fréquence).

«C'est un débat qui ne se fait plus ailleurs. Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir de TGV sur son territoire. On compte 10 000 kilomètres de rails à grande vitesse en Europe. Et je ne vous parle pas de l'Asie; où l'on parle de centaines de milliers de kilomètres rien qu'en Chine...»

Le grand patron d'Alstom, dont la **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)** est aujourd'hui le plus important actionnaire – avec une participation de 17,5% –, rappelle que le corridor ferroviaire Québec-Toronto, visé par un

tel train, regroupe déjà 18 millions de personnes, soit la moitié de la population canadienne.

Le contexte ne saurait être plus propice, à son avis, à l'adoption de l'option du TGV par le gouvernement canadien. «On ne se sent pas seuls, au contraire. [...] Nous, on est très, très optimistes et assez persuadés que la grande vitesse, c'est ce qui aura le plus de sens économiquement.»

«C'est la vitesse qui amène le succès [que le train soit préféré par les automobilistes]. Pas la fréquence, mais bien la vitesse. Et puis, poursuit-il, on peut très bien s'offrir à la fois de la vitesse, et de la fréquence. Ça, c'est quelque chose qu'on ne dit pas suffisamment.»

Le REM: encore «quelques semaines»

Malgré les reports successifs de sa mise en service, le PDG d'Alstom assure que les systèmes du **Réseau express métropolitain (REM)** dans la région de Montréal ne connaissent aucun problème spécifique.

«Tout fonctionne très bien. On est juste extrêmement prudents, a répondu au Journal M. Kéroullé, en marge de sa conférence. On veut que ce lancement soit un lancement qui soit sans aucun événement. On veut que ce soit un succès dès le premier jour. C'est très important pour nous, c'est très important pour la Caisse.»

Il y a quelques jours, La Presse révélait que quatre semaines après avoir annoncé un nouveau report de mise en service,

CDPQ Infra, filiale de la Caisse de dépôt, n'avait toujours pas entamé l'ultime étape de «marche à blanc». Cette dernière consiste à contre-vérifier – sur plusieurs semaines – l'ensemble des systèmes avant la mise en service officielle.

«Quelques semaines de retard, ce n'est pas agréable. Mais ça vaut mieux qu'un lancement raté», a répondu M. Keroullé. Outre les tests des systèmes, Alstom s'affairerait actuellement à la qualification des employés qui seront chargés de l'exploitation et de la maintenance du REM.

«C'est un système très compliqué, une infrastructure toute nouvelle. Il y a énormément de besoins autour de ça qu'il faut bien maîtriser. [...] On a besoin de gagner en maturité. [...] Le fait d'essayer d'aller plus vite que ce qu'on peut vraiment serait plus risqué. Et on n'est pas prêts à prendre ces risques-là.»

Et c'est ainsi, «qu'en accord avec la CDPQ, on a décidé de prendre le temps nécessaire pour arriver au bon niveau de maturité à la fois du système et des opérateurs», a-t-il dit, espérant que le premier tronçon de 18 km, entre Brossard et le centre-ville de Montréal, puisse être mis en service à temps pour septembre.

«On parle de quelques semaines, dit-il. [...] Comme on dit, ça s'en vient.»

Pas d'inquiétudes pour La Pocatière

Les travailleurs de l'usine d'assemblage d'Alstom à La Pocatière n'auraient nul lieu de s'inquiéter de leur niveau de

participation à la fabrication des voitures de tramways commandés par Québec.

En entrevue, le PDG d'Alstom a répété jeudi que les 400 travailleurs à temps plein actuellement à l'embauche du manufacturier dans le Bas-Saint-Laurent sont assurés d'un travail au moins «jusqu'en 2028», et ce, sans égard à leur niveau d'implication dans la livraison de ce projet de tramway.

Rappelons qu'Alstom, qui a racheté Bombardier Transport en 2021, a été le seul soumissionnaire à la suite de l'appel d'offres lancé par la Ville de Québec.

Le contrat de 1,34 milliard de dollars, signé en avril, prévoit la construction de 34 rames de quatre voitures (pour un total de 136 voitures) et leur maintenance pour une période de 30 ans.

Il y a un peu plus d'un mois, les syndiqués affiliés à la CSN avaient manifesté leur inquiétude de voir la réalisation de ce projet leur échapper au profit du Mexique.

Il n'en sera rien, rétorque la direction d'Alstom, assurant que l'assemblage final se fera au Québec et que les exigences de l'appel d'offres remporté les contraignaient à un contenu local minimum de 25%.

Alstom pourrait dépasser ce niveau, avance son porte-parole, Olivier Marcil.

Mais alors que l'entreprise est toujours à concevoir la chaîne d'approvisionnement, il est encore trop tôt pour s'y engager.

La fabrication des voitures du tramway québécois doit débiter en 2025.

[Lien vers Le Journal de Montréal](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/16

Moneycontrol (web) (aussi
paru dans BQ Prime (web),
Business Standard (web) et
autres)

PAGE: N/A

CDPQ pares 0.89% stake in Piramal Pharma for Rs 100 crore

Press Trust of India

CDPQ on Friday divested a 0.89 percent stake in Piramal Pharma Ltd for Rs 100 crore through an open market transaction.

Caisse De Depot Et Placement Du Quebec (CDPQ) is a global investment group.

According to the bulk deal data available with the National Stock Exchange (NSE), CDPQ offloaded a total of 1,05,70,466 shares, amounting to a 0.89 per cent stake in Piramal Pharma.

The shares were sold at an average price of Rs 94.48 apiece, taking the transaction size to Rs 99.86 crore.

Post the latest transaction, CDPQ's shareholding has been reduced to 4.64 percent from 5.53 percent at March-end.

SmallCap World Fund Inc sold 7,08,978 shares, amounting to a 0.90 percent stake in Aavas Financiers Ltd, as per the data available with the NSE.

Shares were disposed of at an average price of Rs 1,350.02 apiece, taking the deal value to Rs 95.71 crore.

Details of the buyers could not be ascertained.

On Friday, shares of Aavas Financiers gained 0.98 percent to settle at Rs 1,353.70 apiece on the NSE.

[Lien vers Moneycontrol](#)

[Lien vers BQ Prime](#)

[Lien vers Business Standard](#)

[**retour à la table des matières**](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

The Hindu BusinessLine
(web)

PAGE: N/A

Stocks that will see action today: June 19, 2023

KS Badri Narayanan

Skipper has secured cumulative orders wins totalling an impressive Rs.1135 Crores for Design, supply and construction of new Transmission line projects for Powergrid Corporation as well as Tower and Pole export supplies to Latin America, Middle East and North Africa region.

The Kanpur Metro has deployed ABB India's Electrification solutions for safe, reliable and quality power distribution. ABB India has been contributing to Indian Metro systems by providing electrification solutions to 13 metro rail projects across India.

Caisse De Depot Et Placement DU Quebec, the second largest pension fund in Canada, has sold 1.05 crore equity shares or 0.88 percent stake in Piramal Pharma Ltd at an average price of Rs 94.48 a share, worth Rs 99.86 crore. Cassie De Depot was holding 5.53 per cent stake or 6.59 crore shares in the company as of March 2023. According to NSE bulk deal data, The Vanguard Group Inc AC Vanguard Total International Stock Index Fund acquired 62.02 lakh shares in the company at an average price of Rs 94.71 per share.

Private equity firm Warburg Pincus on Friday 6.4 crore shares of Kalyan Jewellers, or 6.2 per cent of its equity on the NSE's block deal window, in a deal worth ₹723.8 crore. The seller was

Highdell Investment, an affiliate of Warburg Pincus. Highdell held 23.8 per cent stake in the jewellery company as on March 31, and with this its stake comes down to 17.6 per cent. The deal was done at a price of ₹113.10. The buyers included Nomura India Investment Fund, BNP Paribas Arbitrage fund, and Franklin Templeton MF, who bought around 3.4 crore shares.

Suraj Limited has agreed to acquire 47.06 per cent stake/Shares in Suraj Enterprise Private Limited on fully diluted basis, on preferential basis for a cash consideration of approximately Rs12.78 crore. By way of the Strategic Investment, the Company and Suraj Enterprise Private Limited shall collaborate towards product development, new technologies, and preferred relationship for supplies in the area of Furious & Non Furious Metal Business.

The United States Food & Drug Administration (USFDA) has completed a GMP inspection at Dr. Reddy's Laboratories Limited's API manufacturing facility in Bollaram, Hyderabad, from June 12 to 16. The inspection closed with zero observations.

Nexus Select Trust has successfully raised Rs. 1,000 crores of coupon-bearing Non-Convertible Debentures ("NCDs"). Nexus Select Trust will utilise the proceeds from this debt raise primarily to refinance bank loans at Special Purpose Vehicle level. Through this refinance, Nexus Select Trust will be able to secure upto 60 basis points interest savings, compared to the existing interest rate.

Gufic Biosciences Limited has received approval from National Medical Products Administration (NMPA), China, for our product Prilocaine (API) which is an amide-type local anaesthetic of fast onset and intermediate duration of action. This approval would help commercialisation of the said product in China and explore Chinese market. Prilocaine has a clinical profile similar to lidocaine and is used for infiltration, peripheral nerve blocks and spinal and epidural anaesthesia. Also, in combination with lidocaine, it is used for surface anaesthesia.

Wipro Limited has announced the launch of the Wipro Industry Innovation Experience for Energy and Utilities, featuring a new suite of integrated digital solutions built on Microsoft Cloud. The Innovation Experience brings together Microsoft Cloud capabilities and Wipro FullStride Cloud with the goal of advancing new solutions that will help energy and utilities companies drive strong, strategic, and sustainable growth.

Ram Ratna Wires Ltd (RRWL) had earlier announced the setting up of new manufacturing facility / plant at Industrial Area, Salarpur, Bhiwadi, Distt - Alwar, Rajasthan. The company has been allotted industrial land, admeasuring 39,680 square meters at Industrial Area, Salarpur, Bhiwadi, Distt. - Alwar, Rajasthan, on long term lease for 99 years by Rajasthan State Industrial Development & Investment Corporation Limited (RIICO), and RRWL has taken possession of the said industrial land on June 16. Also, Epavo Electricals Private Limited, a joint venture subsidiary company, of RRWL has also been allotted industrial land, and it has taken possession of the land.

The Reserve Bank of India has advised HDFC Bank that it may hold the commercial papers that were issued till date by HDFC, till their maturity. The bank should not roll over or reissue any commercial paper after the effective date of the proposed amalgamation. The bank will also approach the RBI with the crystallised amounts of all the liabilities of HDFC as of the effective date.

The board of Axiscades Technologies has approved the 100 per cent acquisition, in a phased manner, of add solution GmbH in Germany. add solution GmbH is specialised in automotive solutions to global OEMs. The acquisition will be carried out through subsidiary AXISCADES GmbH. The cost of acquisition is 5.50 million euro.

Subsidiary Adani Digital Labs (ADL) has signed a Share Purchase Agreement for proposed acquisition of 100 per cent stake in Stark Enterprises for undisclosed sum. Stark is also known as Trainman, an online train booking and information platform.

[Lien vers The Hindu BusinessLine](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Bulk deals: Bajaj Finance sells 2.25 lakh shares in Landmark Cars, DSP MF buys ₹250 crore stake in IIFL Finance

Pooja Sitaram Jaiswar

Bulk and block deals: Stocks like IIFL Finance, Kalyan Jewellers, and Landmark Cars among others witness huge deals in the open market on Friday. These were among the most active stocks during the day's trading session.

Kalyan Jewellers saw a host of buyers including BNP Paribas, Citigroup, and Nomura MFs among others after Highdell Investment offloaded ₹725 crore worth of shares. DSP MF buys ₹250 crore of IIFL, while Bajaj Finance sold around 2.25 lakh stake in Landmark.

Here is the list of the large buy and sell on Friday:

1. IIFL Finance:

FIH Mauritius Investments offloaded 50 lakh equity shares at ₹500 apiece in IIFL Finance on NSE. These shares were purchased by DSP Mutual Fund to the tune of ₹250 crore.

2. Kalyan Jewellers:

On NSE, Highdell Investment offloaded 6,41,02,561 equity shares at a price of ₹113.10 apiece. The transaction aggregated to ₹724.99 crore.

While Highdell sold a portion of its stake in Kalyan, there were multiple buyers in the open market. Among the most to buy would be BNP Paribas Arbitrage who purchased 1,67,99,292 equity shares at ₹113.10 apiece in Kalyan.

Citigroup Global Markets Mauritius bought 44,20,866 equity shares in Kalyan, while Employees Provident Fund purchased 22 lakh equity shares. Nomura India Investment Fund Mother Fund bought 85,02,316 equity shares, and Nomura Funds Ireland PLC also bought 35,98,743 equity shares.

3. Landmark Cars:

NBFC giant Bajaj Finance offloaded 2.25 lakh equity shares in Landmark Cars at a price of ₹690.03 apiece.

The selloff was aggregated to ₹15.53 crore.

4. Piramal Pharma:

Caisse De Depot ET Placement Du Quebec offloaded 1,05,70,466 stakes in the company at ₹94.48 apiece.

While Vangaurd Group Inc bought 62,02,912 equity shares at ₹94.71 per share.

5. Sakthi Sugars:

Asset Reconstruction Company India purchased 7,42,001 equity shares in Sakthi Sugars, at ₹26.44 per share.

6. Aavas Financiers:

Small Cap World Fund Inc sold 7,08,978 equity shares in the company. The transaction was carried at ₹1,350.02 per share.

Overall, the fund house sold ₹95.71 crore worth of shares.

[Lien vers Mint](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Buzzing Stocks: Dr Reddy's, Kalyan Jewellers, PNB Housing, Axiscades Tech, others in focus

Rakesh Patil, Sunil Matkar

Dr Reddy's Laboratories: The US Food and Drug Administration (USFDA) completed a good manufacturing practice (GMP) inspection at company's API manufacturing facility in Bollaram, Hyderabad. The inspection was conducted during June 12 and June 16, and closed with zero observations. After inspection by the USFDA of the formulations facility in Srikakulam in May 2023, the company had received the Establishment Inspection Report (EIR). The USFDA has classified the said inspection as Voluntary Action Indicated (VAI).

HDFC Bank: Pursuant to the request by HDFC Bank, the Reserve Bank of India (RBI) has advised the lender that it may hold the commercial papers that were issued till date by HDFC, till their maturity. The bank should not roll over or reissue any commercial paper after the effective date of the proposed amalgamation. The bank will also approach the RBI with the crystalized amounts of all the liabilities of HDFC as of the effective date.

Adani Enterprises: Subsidiary Adani Digital Labs (ADL) has signed a Share Purchase Agreement for proposed acquisition of 100% stake in Stark Enterprises. Stark is also known as

Trainman, an online train booking and information platform. The company has not disclosed the cost of acquisition.

Kalyan Jewellers India: The US-based private equity major Warburg Pincus backed Highdell Investment has sold 6.41 crore equity shares or 6.2% stake in the jewellery company at an average price of Rs 113.1 per share. Nomura India Investment Fund Mother Fund, Franklin Templeton Mutual Fund via Franklin India Flexi Cap Fund, and BNP Paribas Arbitrage were the buyers for some of those shares, acquiring 3.39 lakh shares or 3.3% stake in the company at same price

ABB India: The Kanpur Metro has deployed ABB India's electrification solutions for safe, reliable and quality power distribution. ABB India has been contributing to Indian Metro systems by proving electrification solutions to 13 metro rail projects across India.

Kalpataru Projects International: The EPC company said the board members will meet on June 21 to consider the proposal for the raising of funds via issuance of non-convertible debentures on private placement basis.

PNB Housing Finance: The housing finance company said its board will consider issuance of non-convertible debentures worth Rs 5,000 crore on a private placement basis on June 22.

Axiscades Technologies: Axiscades will be in focus as its board members approved the 100% acquisition, in a phased manner, of add solution GmbH in Germany. add solution GmbH is specialized in automotive solutions to global OEMs. The

acquisition will be carried out through subsidiary AXISCADES GmbH. The cost of acquisition is 5.50 million euro.

Gufic Biosciences: Gufic has received approval from National Medical Products Administration (NMPA), China for its product Prilocaine (API). This approval will help the company commercialise the said product in China and explore Chinese market. Prilocaine has a clinical profile similar to lidocaine and is used for infiltration, peripheral nerve blocks and spinal and epidural anaesthesia.

Piramal Pharma: **Caisse De Depot Et Placement DU Quebec**, the second largest pension fund in Canada, has sold 1.05 crore equity shares or 0.88% stake in the pharma company at an average price of Rs 94.48 per share, amounting to Rs 99.86 crore. Cassie De Depot held 5.53% stake or 6.59 crore shares in the company as of March 2023. However, investment advisor The Vanguard Group Inc AC Vanguard Total International Stock Index Fund acquired 62.02 lakh shares in the company at an average price of Rs 94.71 per share.

IKIO Lighting: Quant Mutual Fund via Quant Quantamental Fund has acquired 6.01 lakh shares and Quant Multi Asset Fund bought 6.02 lakh shares in the LED lighting solutions manufacturer via open market transactions, at an average price of Rs 409.08 per share.

IIFL Finance: DSP Mutual Fund has bought 50 lakh equity shares or 1.31% shareholding in the financial services company at an average price of Rs 500 per share. However,

foreign company FIH Mauritius Investments was the seller in this deal.

[Lien vers Moneycontrol](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Bulk Deals: Quant MF buys 2.15% in IKIO Lighting, Canada-based pension fund sells nearly Rs 100 crore shares in Piramal Pharma

Sunil Shankar Matkar

Quant Mutual Fund has acquired more than 2 percent equity stake in IKIO Lighting on its listing day, while a Canada-based pension fund has sold nearly Rs 100 crore shares in Piramal Pharma via open market transactions on June 16.

As per the bulk deals data available with exchanges, Quant Mutual Fund via Quant Quantamental Fund acquired 6.01 lakh shares in IKIO Lighting while another 6.02 lakh shares were bought by its Quant Multi Asset Fund, totalling to 12.03 lakh shares or a 2.15 percent stake.

The average buying price for above shares in the LED lighting solutions manufacturer was Rs 409.08 per share. The stock had a stellar debut on the bourses, rising 41.7 percent to settle at Rs 403.75.

Among other bulk deals, **Caisse De Depot Et Placement DU Quebec**, the second largest pension fund in Canada, has sold 1.05 crore equity shares or 0.88 percent stake in Piramal Pharma at an average price of Rs 94.48 per share, amounting to Rs 99.86 crore.

Cassie De Depot held 5.53 percent stake or 6.59 crore shares in the company as of March 2023.

However, US-registered investment advisor The Vanguard Group Inc, via Vanguard Total International Stock Index Fund, acquired 62.02 lakh shares in the pharmaceutical business owned by Ajay Piramal's Piramal Group, at an average price of Rs 94.71 per share.

Piramal Pharma shares climbed 2.66 percent to Rs 94.60.

Aavas Financiers was also in focus on June 16. Foreign portfolio investor Small Cap World Fund Inc offloaded 7.08 lakh equity shares or 0.9 percent equity stake in the Jaipur-based housing finance company.

These shares were sold at an average price of Rs 1,350.02 per share and were worth Rs 95.71 crore. Smallcap World Fund held 7.99 percent stake or 63.18 lakh shares in the company as of March 2023.

Kalyan Jewellers India rallied nearly 15 percent to Rs 131.10 despite Warburg Pincus offloading more than 6 percent equity shareholding in the jewellery company that it backs.

Highdell Investment, which was backed by the US-based private equity major Warburg Pincus, sold 6.41 crore equity shares or 6.2 percent stake in Kalyan Jewellers at an average price of Rs 113.1 per share. This foreign investor held 23.82 percent stake or 24.53 crore shares in the company as of March 2023.

On the other side, Nomura India Investment Fund Mother Fund, Franklin Templeton Mutual Fund via Franklin India Flexi Cap Fund, and BNP Paribas Arbitrage were the buyers for some of those shares, acquiring in total 3.39 lakh shares or 3.3 percent stake in the jewellery company at same price.

IIFL Finance was also in focus. DSP Mutual Fund has bought 50 lakh equity shares or 1.31 percent shareholding in IIFL Finance, the financial services company, at an average price of Rs 500 per share. The stock climbed 2.8 percent to Rs 512.65.

However, foreign company FIH Mauritius Investments, the biggest public shareholder in IIFL, was the seller in this deal. As of March 2023, it held 8.46 crore shares or 22.25 percent shareholding in the company.

[Lien vers Moneycontrol](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Stocks To Watch: Adani Enterprises, Axis Bank, Castrol India, Trident

Mallica Mishra

Australian dollar and U.S. equity futures rose in early Asian trading on Monday amid signs of improving ties between the U.S. and China, while contracts for benchmarks in Asia showed muted moves. Futures contracts for Australian and Hong Kong equities were slightly lower, mirroring the decline in U.S. stocks on Friday, while Japanese contracts made a small advance. The small advance on Monday follows positive signs that Sino-U.S. relat...

Australian dollar and U.S. equity futures rose in early Asian trading on Monday amid signs of improving ties between the U.S. and China, while contracts for benchmarks in Asia showed muted moves.

Futures contracts for Australian and Hong Kong equities were slightly lower, mirroring the decline in U.S. stocks on Friday, while Japanese contracts made a small advance.

The small advance on Monday follows positive signs that Sino-U.S. relations will thaw, and also ongoing optimism that China will unleash fresh stimulus to boost its flagging recovery.

U.S. stock and bond markets will be closed for the Juneteenth holiday Monday. The S&P 500 declined 0.4% on Friday to end a six-session streak of advances as investors look for more insight on Federal Reserve interest rate decisions.

Meanwhile, Brent crude was trading around \$76 a barrel and West Texas Intermediate was around \$71. The yield on the 10-year U.S. bond was trading at 3.76%, whereas Bitcoin was below 27,000-level.

At 5:40 a.m., the Singapore-traded SGX Nifty, an early indicator of the Nifty 50 Index's performance in India was up 0.01% at 18900.5.

India's benchmark stock indices ended at a record closing high after advancing for the fourth week in a row on Friday. While banks and non-banking financial companies led the rally, the IT and real estate sectors were under pressure. The Indian rupee strengthened by 24 paise to close at Rs 81.94 against the U.S. dollar on Friday.

Overseas investors in Indian equities were net buyers for the fourth day in a row on Friday; however, the worth of the equities they bought was the lowest in a week since June 8. Foreign portfolio investors mopped up stocks worth Rs 794.78 crore, while domestic institutional investors too snapped out of a three-day selling streak to turn net buyers and bought equities worth Rs 681.33 crore, the NSE data showed.

Stocks To Watch

- Adani Enterprises: Company's unit, Adani Digital Labs, has signed a share purchase agreement to acquire a 100% stake in Stark Enterprises. Stark Enterprises, also known as Trainman, is an online train booking and information platform.
- Axis Bank: Axis Bank appointed former RBI Deputy Governor N.S. Vishwanathan as Non-Executive Part-Time Chairman with effect from Oct. 27, 2023.
- Castrol India: Castrol and Mahindra Insurance Brokers have signed an agreement to distribute insurance policies. The deal will allow Castrol Auto Service workshops to distribute eligible insurance policies, and these workshops will be able to register as cashless claim sites with insurance companies.
- Trident: The company's unit, Trident Home Textiles, incorporated a wholly-owned subsidiary, Trident Global B.V., in the Netherlands. Trident Global will carry out the wholesale business of textiles, paper, non-food consumer goods, and clothing accessories.
- Axiscades Technologies: The company agreed to acquire a 100% stake in Add Solution GmbH for 5.5 million euros (Rs 49.27 crore).

Whos Meeting Whom?

- Coforge: To meet investors and analysts on June 19 and 20.
- Suryoday Small Finance Bank: To meet investors and analysts on June 19 and June 22.

- Suzlon Energy: To meet investors and analysts on June 19.
- Can Fin Homes: To meet investors and analysts on June 22.
- Persistent Systems: To meet investors and analysts on June 19 and June 21.
- Indo Count Industries: To meet investors and analysts on June 19.

AGM

- Apcotex Industries
- Bhansali Engineering Polymers
- Indian Bank
- Reliance Industrial Infrastructure
- Tata Power Company

Trading Tweaks

- Ex-Date Dividend: Craftsman Automation, Hindustan Unilever
- Ex-Date Rights Issue of Equity Shares: Vintage Coffee and Beverages

- Record-Date Rights Issue of Equity Shares: Vintage Coffee and Beverages

Bulk Deals

- IKIO Lighting: Quant Quantamental Fund bought 6.01 lakh shares (0.77%), Quant Multi Asset Fund bought 60.02 lakh shares (0.77%) at Rs 409.08 apiece, and NK Securities Research bought 16.34 lakh shares (2.11%) at Rs 407.7 apiece.
- Piramal Pharma: The Vanguard Group Inc Ac Vanguard Total International Stock Index Fund bought 62.02 lakh shares (0.51%) at Rs 94.71 apiece, and **Caisse DE Depot ET Placement DU Quebec** sold 10.57 crore shares (0.88%) at Rs 94.48 apiece.
- Aavas Financiers: Small Cap World Fund bought 7.08 lakh shares (0.9%) at Rs 1,350.02 apiece.
- Landmark Cars: Bajaj Finance sold 2.25 lakh shares (0.28%) at Rs 690.03 apiece.
- IIFL Finance: DSP Mutual Fund bought 50 lakh shares (1.31%), and FIH Mauritius Investments sold 50 lakh shares at Rs 500 apiece.
- Kalyan Jeweller: Citigroup Global Markets Mauritius bought 44.2 lakh shares (0.43%), Franklin Templeton Mutual Fund - Franklin India Smaller Companies Fund bought 35.18 lakh shares (0.34%), Franklin Templeton Mutual Fund - Franklin

India Taxshield Open bought 38.79 lakh shares (0.38%), Franklin Templeton Mutual Fund A/Câ Franklin India Flexi Cap Fund bought 86.54 lakh shares (0.84%), Nomura Funds Ireland Plc Nomura Funds Ireland India Equity Fund bought 35.98 lakh shares (0.34%), Nomura Funds Ireland Plc Nomura Funds Ireland India Equity Fund bought 85.02 lakh shares (0.82%), TNTBC As The Trustee Of Nomura India Stock Mother Fund bought 42.25 lakh shares (0.41%), BNP Paribas Arbitrage bought 1.68 crore shares (1.63%) and Highdell Investment bought 6.41 crore shares (6.22%) at 113.1 apiece

Pledge Share Details

- Chambal Fertilizers: Promoter Zuari Industries created a pledge of 2 lakh shares on June 13.

Insider Trades

- L.G. Balakrishnan & Bros.: Promoter LG Farm Products bought 6,845 shares, LGB Auto Products bought 64,000 shares, LG Sports bought 21,000 shares, and Arjun Karivardhan sold 91,845 shares on June 15.

- Pidlite Industries: Promoter Group Neerav Parekh bought 9,572 shares between June 14 and June 15.

- Sandur Manganese & Iron Ores: Promoter Group Yashodara Devi Shiva Rao Ghorpade sold 1,456 shares between June 12 and June 15.

- Garnet International: Promoter Suresh Gaggar bought 7,500 shares on June 15.
- S&T Corporation: Promoter and Director Ajaykumar Savai sold 22,070 shares on June 14.
- Praveg: Promoter Group Patel Ashaben Vishnukumar sold 2.86 lakh shares between June 14 and June 16.
- Aurionpro Solutions: Promoter and Director Amit Sheth sold 1 lakh shares on June 14.
- Advanced Enzyme Technologies: Promoter Group Atharva Green Ecotech sold 88,795 shares; Promoter & Director Vasant Rathi bought 5.15 lakh shares; Promoter Group Rasika Vasant Rathi bought 8,684 shares between June 14 and June 15.

Disclaimer: AMG Media Networks Ltd., a subsidiary of Adani Enterprises Ltd., holds 49% stake in Quintillion Business Media Ltd., the owner of BQ Prime.

[Lien vers BQ Prime](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Grapevine: KKR, CDPQ Eye Road Asset; JBM Auto Leads Race For SML Isuzu

US-based private equity firm KKR and Canadian pension fund **CDPQ** are among a number of foreign investors looking to acquire a highway asset via an auction by the National Highways Authority of India (NHAI), a media report said. The state-run NHAI is auctioning a 361-km stretch of national highways under the

[...]

***Nécessite un abonnement pour la suite.**

[Lien vers VCCircle](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/18

The Australian Financial
Review (web)

PAGE: N/A

Macquarie leads chase to buy big stake in EnergyAustralia

Angela Macdonald-Smith

Macquarie has emerged as the front-runner to buy a stake of up to 50 per cent in EnergyAustralia, the country's third-biggest electricity and gas supplier, in what would be a multibillion-dollar deal that would ramp up the structural upheaval taking place across the under-pressure sector.

EnergyAustralia's parent, Hong Kong-listed CLP Group, has for months been looking for partnerships for the coal power-heavy Australian business to help make needed investments to underpin the significant transition to low-carbon energy. It is being advised by Morgan Stanley.

While CLP is in discussions to finalise a deal with Macquarie, sources close to discussions said talks with other interested parties continued.

Such a deal would represent a major step-up in Macquarie's direct involvement in energy assets, especially in the domestic market, where its involvement is mostly limited to investments in battery storage through its Eku Energy business and in hydrogen ventures. It also has ambitions to grow a significant stake in Australia's emerging offshore wind sector through Corio Generation, part of its Green Investment Group.

The company's asset management arm is a major investor in gas pipelines in countries including the US, the UK and Germany and has been expanding its presence overseas in renewable energy taking stakes in businesses such as UK-based developer Island Green Power and French solar energy platform Apex Energies Group. It is committed to reaching net-zero emissions by 2040.

A spokesman for Melbourne-based EnergyAustralia, the next biggest retailer of power and gas after AGL Energy and Origin Energy, declined to comment, as did a Macquarie spokeswoman. CLP didn't respond to a request for comment.

Such a deal would ramp up the restructuring taking place at the big end of Australia's electricity and gas sector, where Origin is the subject of an \$18.4 billion takeover bid from North American suitors led by Brookfield, while AGL is regrouping after a failed demerger plan and an overhaul of the board forced by activist shareholder and tech billionaire Mike Cannon-Brookes.

Medium-sized supplier Alinta Energy is also poised for new partnerships, with owner Chow Tai Fook Enterprises on the lookout for alliances and sell-downs in its Western Australian remote power plants and in offshore wind.

EnergyAustralia, the owner of the country's most carbon-polluting power station, Yallourn, as well as giant NSW coal power generator Mount Piper, last year suffered an operating loss of about \$1 billion after what CLP described as "unprecedented conditions" in the Australian market, including

soaring fuel costs, plant outages and the re-regulation of electricity tariffs.

The full-year result followed a heavy loss at the first half, when CLP chief executive Richard Lancaster said the parent would be “proactive” in looking for partnership for the Australian business to assist with investments in low-carbon energy and as the company looked to “optimise” its capital structure.

The outlook for the company, which provides gas and electricity to about 2.46 million households and businesses across the eastern states, has since improved, with Origin twice upgrading profit guidance for its energy markets business this year and AGL last Friday providing a much brighter forecast for its earnings, based on improved plant operations and relatively strong wholesale power prices.

Mr Lancaster flagged in August that CLP was looking for partnerships for its Australian company to help make needed investments for the transition to low-carbon energy, and the parent company reiterated that in February.

“We are open to partnerships for parts of the business, for projects and even for the whole business,” he told The Australian Financial Review at the time.

“We do see a need to invest in the energy infrastructure in Australia in order to go through an energy transition.”

EnergyAustralia has this year been focusing on strengthening the operation of its generation assets, although the availability

of coal supply remains a constraint on output at Mount Piper, CLP said last month. Like its key rivals, it has also been pushing through steep tariff increases in electricity and gas as retailers look to recover last year's big increase in wholesale costs for sourcing power.

CLP in 2018 sold 40 per cent of its Indian energy business, Apraava Energy, to Canadian pension fund giant **CDPQ**, providing a template for future partnerships to help expand in renewables and other businesses linked to the energy transition.

In Australia, EnergyAustralia has already taken several major steps to decarbonising its business, sealing a secret deal with the Victorian government in 2021 to support its ageing Yallourn generator until an accelerated closure date in mid-2028 and investing in gas/hydrogen power generation, pumped hydro, batteries and wind farms.

[Lien vers The Australian Financial Review](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Keolis souffle le monopole à la RATP

Benoît Collet

Pour la première fois dans l'histoire de la RATP, deux lignes de métro ne seront pas exploitées par la régie publique. Fin mai dernier, Ile-de-France Mobilités a confié à Keolis l'exploitation des nouvelles lignes automatiques 16 et 17 du métro parisien, qui seront mises en service dans le cadre du Grand Paris Express à partir d'octobre 2026, et desserviront toutes deux la Seine-Saint-Denis. D'une durée de sept ans, avec trois années de prolongations optionnelles, le contrat comprend également, à partir de juin 2024, l'exploitation de la gare Saint-Denis-Pleyel, terminus des deux lignes et la plus importante du futur réseau. Keolis remporte ainsi le premier appel d'offres pour une ligne de métro parisienne.

Ouvert à la concurrence depuis 2021

En vertu d'un règlement européen, le réseau de transports en commun francilien est ouvert à la concurrence depuis le 1er janvier 2021, mettant fin au monopole de la RATP sur l'exploitation des lignes de métro, de bus et de tramway. Cette législation européenne, adoptée le 23 octobre 2007, laissait dix ans aux États membres pour ouvrir l'attribution de contrats de services publics de transport terrestre de voyageurs aux entreprises privées. Une disposition retranscrite en droit français en décembre 2009 dans la loi relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires. À partir de cette

année et jusqu'en 2039, les lignes exploitées par le Transilien devraient à leur tour être ouvertes à la concurrence. Ce processus d'ouverture doit s'achever avec les 14 lignes du métro parisien en 2040.

“Les lignes 16 et 17 ont été soumises au même appel d'offres car il s'agit de très longues lignes. Exploiter les deux en même temps implique donc d'importantes économies d'échelle pour un opérateur comme Keolis”, commente Philippe Gagnepain, économiste des transports à l'université Paris 1. Contrôlé à 70? % par la SNCF et par la **Caisse de dépôt et placement du Québec**, Keolis est venu damer le pion à la RATP, et confirme ainsi sa place de leader sur le marché de l'exploitation de métros automatiques. L'entreprise gère actuellement 330 kilomètres de lignes automatiques à Lille, Shanghai, Londres, Lyon ou Dubaï.

En Ile-de-France, Keolis sera chargé de l'exploitation du service de transport, de la maintenance du matériel roulant et des gares, ainsi que de l'accueil et de l'information des voyageurs.

“Contrôlé à 70?% par la SNCF et par la Caisse de dépôt et placement du Québec, Keolis confirme sa place de leader sur le marché de l'exploitation de métros automatiques”

La ligne 16 reliera dix gares en 30 minutes, de Saint-Denis Pleyel à Noisy-Champs, à la limite des deux communes de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) et Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne). La ligne 17 ira quant à elle de Saint-Denis

Pleyel au Mesnil-Amelot, en Seine-et-Marne, avec 60?000 voyageurs attendus chaque jour.

En face de Keolis, la RATP s'était alliée à l'industriel Alstom et à l'entreprise de transport singapourienne ComfortDelGro. Le français Egis avait lui aussi été candidat à l'appel d'offres d'Ile-de-France Mobilités, en partenariat avec la Société des transports publics de Milan.

Effervescence politique

La fin du monopole de la RATP ne va pas sans susciter des remous politiques. À l'Assemblée nationale, la commission du développement durable a voté en avril dernier un report de deux ans de l'ouverture à la concurrence sur les lignes de bus parisiennes. La proposition de loi émanait du groupe communiste, soutenu par la majorité présidentielle, qui craignaient tous deux que la réorganisation des transports publics ne sème la zizanie au beau milieu des Jeux olympiques de Paris. Finalement, les élus communistes, qui auraient souhaité un report de quatre ans, ont retiré leur proposition, considérant que Renaissance avait dénaturé leur texte en réduisant la durée du report de moitié.

De son côté, Valérie Pécresse, la présidente LR de la région Ile-de-France, tient à respecter le calendrier tout en plaidant pour une ouverture à la concurrence progressive dans la capitale, "exactement de la même façon que ce que nous avons fait sur la grande couronne", expliquait-elle le 12 mai lors de l'audition des opérateurs de bus de la grande couronne,

zone où il reste encore six contrats à attribuer sur les 37 prévus.

[Lien vers Le nouvel Economiste](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Faux rebond

Le marché immobilier reste suspendu à l'évolution des taux d'intérêt. Et sans surprise, Christine Lagarde a douché les quelques espoirs d'une pause de la hausse en augmentant de 25 points de base ses taux directeurs, les portant à un niveau jamais atteint depuis 22 ans ! Et la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) de prévenir que le chemin n'est pas terminé. La route est droite, mais la pente est forte.

Tous les indicateurs convergent vers une année de césure pour les investisseurs. Le dernier baromètre MSCI/BPCE Solutions immobilières révèle qu'une majorité d'entre eux envisagent de réduire leur allocation à l'immobilier en 2023 au profit des actions et des obligations. Le resserrement des conditions de financement – doublé de l'augmentation brutale du coût – coupe les ailes des acteurs dopés à l'effet de levier. L'écart sur les prix entre les prétentions des vendeurs et les intentions des acheteurs contribue à geler un marché en attente d'un réajustement des valeurs... Lesquelles attendent la concrétisation de transactions.

Invitée la semaine dernière à un point marché de Colliers, **Nathalie Palladitcheff, la présidente d'Ivanhoé Cambridge**, a résumé en une phrase le sentiment des investisseurs : « Je préfère acheter un peu trop tard qu'un peu trop tôt. ». Dans les projections, cela se traduira par un volume d'investissement de l'ordre de 17 Mds? cette année. Le rebond, ou le retour à la normale, s'effectuera une fois la trajectoire des taux d'intérêt

stabilisée. Dès le dernier trimestre 2023 pour les plus optimistes, courant 2024 pour le consensus.

« Mais je veux surtout acheter un peu autre chose que du bureau qui m'a si bien nourri ces deux dernières décennies. ». À l'exception notable de Paris, l'essentiel de la création de valeur s'est réalisé par un assouplissement des taux d'intérêt, rappelait Ludovic Delaisse, directeur général de Colliers France. La fenêtre de l'argent gratuit étant désormais fermée, le marché va basculer dans une logique qualitative plus que quantitative. Aidée aussi par des entreprises qui réduisent de 20 à 30 % leurs besoins de mètres carrés sous l'impulsion du télétravail et du flex office, et surtout du constat (amer) d'un taux d'occupation effectif des immeubles ridicule au regard du budget consacré. Une nouvelle donne du marché tertiaire qui va recalibrer la demande placée autour des 1,7 million de m² en 2023. Et là, pas de rebond à attendre dans les années à venir.

Dans ce nouveau contexte, le surdimensionnement du parc tertiaire francilien constitue un formidable challenge pour les investisseurs qui doivent améliorer sensiblement la qualité de leurs actifs pour être en phase avec la demande des utilisateurs. En même temps, il est un foncier d'avenir à l'heure où l'urgence climatique commande de reconvertir plutôt que de construire.

[Lien vers Business Immo](#)

[retour à la table des matières](#)

De l'espace à l'expérience: comment SGM redéfinit la notion de lieu

Lea D. Nguyen

Sonia Gagnon s'est lancée dans l'univers très niche du «? marketing de lieux?» dans le domaine immobilier il y a de cela 20 ans, devenant l'une des précurseuses. Il faut dire qu'elle cumulait déjà à cette époque 10 ans de bagage chez **Ivanhoé Cambridge** — maintenant son client — avant de bâtir sa propre agence. Aujourd'hui, la cheffe d'entreprise est accompagnée de ses acolytes tout aussi passionné·es qu'elle dans sa quête à transformer des espaces avec innovation, Anissa Errai et Alexandre Areosa.

À vocation émotionnelle

Complexe Desjardins, Allied, Royalmount, Tourisme Québec, Ivanhoé Cambridge, Tourisme Montérégie, l'Aéroport de Montréal et bien d'autres garnissent le portefeuille client de SGM, une agence de marketing et de design thinking. Le dénominateur commun?? L'émotion. Pour le trio Sonia-Anissa-Alexandre, les lieux doivent être centrés sur l'être humain et être capables de connecter avec les émotions, et ce, au quotidien. Naturel, puisqu'on travaille dans ces lieux, on vit dans ces espaces, on va y faire ses emplettes. «On a voulu contribuer dans le marketing des lieux pour créer des expériences pour les visiteurs, explique d'emblée Sonia

Gagnon. On oublie souvent que le sens réel du lieu est celui-celle qui l'habite, et c'est là-dessus qu'on a cherché à développer notre expertise.» Et cette expertise, c'est l'expérientiel. C'est-à-dire décortiquer tous les irritants d'un lieu, créer des solutions afin de faciliter la vie des clients comme des visiteurs. Que ce soit dans une tour commerciale, un kiosque d'information de tourisme, un aéroport. Veiller à tout ce qui peut contribuer à offrir une expérience mémorable, même si on n'est que de passage, voilà la mission de SGM.

À l'écoute des communautés

Comprendre les communautés et les clientèles, à la manière dont elles sont connectées à un lieu, SGM en détient le savoir-faire. Si l'équipe peut créer des expériences aussi inédites et inégalées peu importe l'espace, c'est parce qu'elle sait être à l'écoute des communautés. Pour l'un de ses clients, Le Boulevard, l'agence avait alors créé l'événement festif «*Soccer Mania*» à l'occasion de La Coupe du monde de soccer puisque les communautés entourant la bâtisse étaient d'incontestables fans de ce sport. Une façon, également, de saluer les origines italiennes, maghrébines, portugaises et espagnoles de la clientèle du centre commercial, qui a attiré une foule incroyable — et une augmentation de 6 % des ventes lors de sa première édition?! «*Les communautés se reconnaissent dans les expériences qu'on crée et à travers l'offre qu'on met de l'avant. On est beaucoup dans l'émotion, qu'on cherche à recréer à travers des expériences, qu'elles soient de nature événementielle, dans un espace design ou numérique*», détaille Alexandre Areosa, vice-président, groupe Création et Innovation.

Autre exemple illustrant son savoir-faire? Pour la période des Fêtes, l'agence a imaginé le Marché de Léon — Noël à l'envers pour les plus perspicaces — afin de ramener le trafic chez les commerçants, puisque les visiteurs du Complexe Desjardins n'avaient pas nécessairement le réflexe de flâner dans les boutiques pour découvrir l'offre. Cette boutique éphémère servait à présenter les meilleures idées cadeaux que les détaillants avaient à offrir et montrer l'offre qualitative du complexe. Qui était ce fameux Noël à l'envers?? «Léon était un majordome, le conseiller shopping du temps des Fêtes avec tout un storytelling autour du personnage et de l'univers dans lequel les clients rentraient dans la boutique», poursuit Alexandre. Cette notion d'accueil et de service a d'ailleurs inspiré la branche de personnel d'accueil que SGM a créé. Car l'agence ne fait pas uniquement de l'accompagnement marketing et du design de service et d'expérience client. «L'art d'accueillir» fait aussi partie intégrante de l'expérience d'un espace.

À votre service

Anissa Errai, vice-présidente, Service-conseil et Planification stratégique, nous révèle la manière dont l'agence pense les lieux afin de les rendre mieux connectés, adaptés et plus accueillants. Pour ce faire, SGM utilise la méthode de design thinking, une approche d'innovation basée sur une étude approfondie des clientèles. «On veut non seulement répondre à leurs besoins, mais surpasser leurs attentes.» Ensuite, l'équipe s'affaire à créer des parcours où tous les points de contact sont étudiés de fond en comble, et chaque point de contact est

associé à un service. «D'où le design de service, précise Anissa. On crée un mapping de points de contact où l'on conçoit des services ou l'on améliore ceux déjà en place. Tous ces services-là seront utiles pour les clientèles afin de leur faire gagner du temps, leur faciliter la vie, et créer une émotion chez eux.» C'est un peu la marque de fabrique de l'agence, spécifie la vice-présidente. Ce n'est pas tout. Toujours dans l'optique de mieux répondre aux nouveaux besoins des travailleur·euses, SGM a travaillé une offre de conciergerie aux multiples services destinés aux bureaux. Supporté par des outils technologiques performants et facilitateurs, désormais, leur parcours est réfléchi dans son intégralité. De l'arrivée jusqu'aux événements et loisirs, en passant par l'accueil, le visiteur est accueilli au lieu dans son ensemble. Rien n'est laissé au hasard.

À l'avenir

Déjà avant-gardiste il y a deux décennies, SGM poursuit dans la même voie en restant à l'affût des tendances de ce qui se fait le mieux à travers le monde. En constante recherche de vouloir métamorphoser les lieux au bénéfice du visiteur, SGM propose aux clients qu'elle accompagne des innovations de son cru ou inspirées d'ailleurs. Et ce, toujours dans l'optique d'innover la notion de lieu. «?On était très inspiré par les meilleures tendances à l'international qui était déjà bien en avance, mais qui l'est encore plus maintenant, note Anissa. On regarde aussi l'industrie aéroportuaire et touristique, les villes et les centres commerciaux, notamment avec cette nouvelle phygitalisation des espaces, où on vient aligner les expériences physiques et les expériences technologiques». L'agence

entrevoit ainsi l'avenir d'un bon œil, car «là où il y a des défis, il y a des opportunités». Très présente dans les lieux commerciaux, SGM s'est diversifiée à travers les années et s'est étendue dans d'autres industries également — bureaux, résidentiels, touristiques, espaces multiusages. «On fait vivre des lieux avec des humains et cette conscientisation de l'expérience client est encore plus grande aujourd'hui», révèle Alexandre.

Cet intérêt accordé à l'expérience client est de taille chez SGM, qui accorde une tout aussi grande importance à la relève. Bras droits de Sonia, Anissa et Alexandre grandissent au sein de l'équipe d'une trentaine d'expert·es depuis maintenant plus de dix ans. Issu·es du milieu marketing et ayant tombé sous le charme de l'univers de l'immobilier commercial, il·elles ont cette même fougue et piqûre du marketing commercial que Sonia. Leur belle complicité se traduit dans l'effort que le trio met à redéfinir la notion de lieu. Son souhait? Qu'architectes, ingénieur·es, et marketeurs s'assoient à la même table plus souvent pour être encore plus efficaces dans la réflexion à (re)transformer les lieux pour faire vivre de belles expériences aux humains.

Découvrez comment SGM redéfinit les lieux ici.

[Lien vers Grenier aux nouvelles](#)

[retour à la table des matières](#)

Harvard set to break ground on research campus

Catherine Carlock

Construction will begin this week on the first phase of Harvard's Enterprise Research Campus, a long-planned mixed-use development in Allston across Western Avenue from Harvard Business School.

Developer Tishman Speyer has landed \$750 million in construction financing, a deal led by **Otera Capital** — an arm of Canadian pension fund manager **CDPQ** — in what the real estate firm says is the largest such package reported in the United States so far this year. Large-scale commercial real estate financing has been particularly difficult to land of late as lenders have pulled back amid broad global economic uncertainty and interest rate hikes.

The Harvard Allston Land Co. selected Tishman Speyer as the developer for the ERC's 900,000-square-foot first phase in late 2019. With construction financing in hand, Tishman pulled nearly \$500 million in building permits on June 14 for three projects along Western Ave.: a 17-story apartment building with 343 units, along with four retail or restaurant spaces and a second-floor roof deck; 440,000 square feet of labs; and a 16-story, 250-room hotel. All the projects will have underground parking. The project will also have more than 2 acres of public open space.

As part of a deal brokered by city officials, one-quarter of the planned housing units will be affordable to those making between 30 percent and 100 percent of the area median income — ranging from \$44,520 to \$148,400 for a family of four. That's substantially more than typical city requirements.

“With financing now in place, we are set to realize a collective vision for the ERC as an inclusive community driven by innovation and human connection,” said Tishman Speyer CEO Rob Speyer in a statement.

Tishman Speyer and Bellco Capital's life-science joint venture development firm, Breakthrough Properties, will develop, lease, and operate 440,000 square feet of lab space across two buildings. The labs will be targeted toward biotechnology and pharmaceutical companies “across all life cycles,” from early-stage companies to large global firms who are seeking proximity to Harvard.

“The ERC will be the premier location for companies that are developing life changing technologies and want access to leading researchers and potential partners at Harvard University,” according to a press release.

Though Harvard has long been among Allston's most dominant property owners, the ERC is among the institution's first forays into large-scale private development in its nearly four-century history. It echoes what MIT has done a bit down the Charles River in Kendall Square, building office towers and lab space that house prominent companies including Boeing and Apple. MIT in early 2017 paid \$750 million for development rights on a

key 14-acre parcel in the neighborhood and is planning another large-scale project there.

Harvard has set aside some 36 acres for its ERC in Allston. The university also owns the Beacon Park Yard, a former CSX Transportation railyard that has long been heralded for its development potential. The Boston Planning and Development Agency board this week approved plans to hire a consultant to develop a “regional framework” for that Beacon Park Yard.

With the ERC, Harvard aims to “grow the life sciences research ecosystem around Harvard University,” said Carl Rodrigues, CEO of the Harvard Allston Land Co., in a statement. “This project will create new opportunities and places for students, faculty and our neighbors in Allston, and will complement the cutting-edge institutional research taking place on Harvard’s campus and throughout the region.”

Beyond the labs, apartments, and hotel, the ERC’s first phase will also include a conference facility made from engineered wood and named for private equity billionaire and philanthropist David Rubenstein.

Tishman committed to awarding more than 30 percent of its pre-construction deals and more than 15 percent of its total construction costs to minority and women-led firms. An early inclusive investor initiative, led by Tishman and the Harvard Allston Land Co., resulted in more than \$30 million in equity from diverse individuals and households — including four NBA All-Stars.

Turner Construction Co., Janey Construction Management, and J&J Contractors will build the ERC's labs, while Consigli Construction and Smoot Construction will build the apartments and hotel. Construction on the buildings is expected to wrap up in late 2025 and early 2026.

[Lien vers The Boston Globe](#)

[**retour à la table des matières**](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/16

Radio-Télévision

PAGE: N/A

Sommaire

15:04:00

MONTREAL - ENGINEERS ARE ASSESSING THE DAMAGE FROM THE TRUCK FIRE UNDER A **REM** OVERPASS. TESTING ON THE LINE WILL CONTINUE BETWEEN BROSSARD AND NUNS ISLANDS, BUT THE STRETCH BETWEEN NUNS ISLAND AND DOWNTOWN WILL REMAIN CLOSE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: JASON MAYOFF

Journaliste:

Durée: 00:00:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14229551

16:02:00

MONTREAL - IT IS NOT CLEAR WHEN TESTING WILL BE ABLE TO RESUME ON THE **REM** LIGHTRAIL TRAIN AFTER THIS MORNING'S TRUCK FIRE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: JASON MAYOFF

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY

Durée: 00:01:15

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14229735

16:04:00

MONTRÉAL - LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN VEUT ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BRIDGE-BONAVENTURE. LE PROJET PERMETTRAIT NOTAMMENT D'AUGMENTER L'OFFRE DE LOGEMENT SUR LE TERRITOIRE ET DE PRIORISER LA CONSTRUCTION D'UNE STATION DU **REM**.

Intervenant(s):

Émission RADIO : BULLETINS

Station: CBF (ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: MÉLANIE HOUDE

Journaliste:

Durée: 00:00:40

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CBF1-14229771

17:00:00

MONTREAL - A TRUCK CAUGHT FIRE ON HIGHWAY 15, JUST UNDERNEET THE **REM** LINE, SHUTTING DOWN THE EAST LANE OF THE HIGHWAY FOR 10 HOURS. REM OFFICIALS SAY ITS TEAM HAS BEEN CARRYING OUT A TECHNICAL INSPECTION OF THE INFRASTRUCTURE. HIGHWAY 15 REMAINED CLOSED FOR 10 JOURS.

Intervenant(s):

Émission TELE : CTV NEWS MONTRÉAL

Station: CFCF (CTV), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: ANGELA MACKENZIE

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY

Durée: 00:01:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CFCF2-14229871

17:36:00

MONTREAL - A TRUCK CAUGHT FIRE ON HIGHWAY 15, JUST UNDERNEET THE **REM** LINE, SHUTTING DOWN THE EAST LANE OF THE HIGHWAY FOR 10 HOURS. REM OFFICIALS SAY ITS TEAM HAS BEEN CARRYING OUT A TECHNICAL INSPECTION OF THE INFRASTRUCTURE. HIGHWAY 15 REMAINED CLOSED FOR 10 JOURS.

Intervenant(s): PHILIPPE SABOURIN, MONTREAL
SPOKESPERSON / VALÉRIE PLANTE, MONTREAL MAYOR /
SARAH BENSADOUN, TRANSPORT QUEBEC
SPOKERPERSON

Émission TELE : GLOBAL NEWS AT 5:30

Station: CKMI (GLOBAL), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: AALIA ADAM

Journaliste: ELIZABETH ZOGALIS

Durée: 00:02:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CKMI3-14230023

18:06:00

MONTREAL - A TRUCK CAUGHT FIRE ON HIGHWAY 15,
JUST UNDERNEET THE **REM** LINE, SHUTTING DOWN THE
EAST LANE OF THE HIGHWAY FOR 10 HOURS. REM
OFFICIALS SAY ITS TEAM HAS BEEN CARRYING OUT A
TECHNICAL INSPECTION OF THE INFRASTRUCTURE.
HIGHWAY 15 REMAINED CLOSED FOR 10 JOURS.

Intervenant(s):

Émission TELE : CITY NEWS AT 6

Station: CJNT-DT (CITY), MONTREAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:00:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJNT2-14230037

18:05:00

MONTREAL - A TRUCK WENT UP IN FLAMES ON HIGHWAY 15 RIGHT UNDER A **REM** OVERPASS.

Intervenant(s):

Émission TELE : CITY NEWS AT 6

Station: CJNT-DT (CITY), MONTREAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:00:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJNT2-14230107

06:01:00

MONTRÉAL - UN SPECTACULAIRE INCENDIE DANS UN CAMION SEMI-REMORQUE SUR L'AUTOROUTE 15 NORD CETTE NUIT CAUSE UNE FERMETURE ET DES PROBLÈMES DANS LA CIRCULATION CE MATIN. LA STRUCTURE DU **REM** N'AURAIT PAS ÉTÉ TOUCHÉE MALGRÉ QU'ELLE AIT ÉTÉ NOIRCIE.

Intervenant(s):

Émission TELE : LE QUÉBEC MATIN

Station: LCN, MONTRÉAL

Animateur: JEAN-FRANÇOIS GUÉRIN

Co-animateur: AUDREY GAGNON

Lecteur:

Journaliste: ANDY ST-ANDRÉ, EN DIRECT

Durée: 00:02:00

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 1-LCN3-14227631

06:12:00

MONTRÉAL - UN CAMION REMORQUE A PRIS FEU AU COURS DE LA NUIT À LA SORTIE DU PONT SAMUEL-DE-CHAMPLAIN ET LE VÉHICULE S'EST IMMOBILISÉ SOUS UNE STRUCTURE DU **REM**, QUI A ÉTÉ ENDOMMAGÉE. DES INSPECTIONS SERONT NÉCESSAIRES. LA CIRCULATION EST DÉVIÉE DANS LE SECTEUR.

Intervenant(s):

Émission RADIO : TOUT UN MATIN

Station: CBF (ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE), MONTRÉAL

Animateur: PATRICK MASBOURIAN

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste: YVES DÉSAUTELS

Durée: 00:01:35

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CBF2-14227725

06:04:00

MONTREAL - A SEMI TRUCK CAUGHT FIRE AT THE EXIT OF THE CHAMPLAIN BRIDGE IN MONTREAL OVERNIGHT. THE SEMI WAS UNDERNEATH THE **R.E.M.** OVERPASS ON NORTHBOUND HIGHWAY 15. FIREFIGHTERS SAY THE R.E.M. STRUCTURE WAS NOT DAMAGED.

Intervenant(s):

Émission TELE : GLOBAL NEWS MORNING

Station: CKMI (GLOBAL), MONTRÉAL

Animateur: LAURA CASELLA

Co-animateur: ERAMELINDA BOQUER

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:00:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CKMI1-14227845

07:00:00

MONTRÉAL - UN SPECTACULAIRE INCENDIE DANS UN CAMION SEMI-REMORQUE SUR L'AUTOROUTE 15 NORD CETTE NUIT CAUSE UNE FERMETURE ET DES PROBLÈMES DANS LA CIRCULATION CE MATIN. LA STRUCTURE DU **REM** A ÉTÉ NOIRCIE PAR LA CHALEUR, MAIS NE SERAIT PAS TOUCHÉE.

Intervenant(s):

Émission TELE : LE QUÉBEC MATIN

Station: LCN, MONTRÉAL

Animateur: JEAN-FRANÇOIS GUÉRIN

Co-animateur: AUDREY GAGNON

Lecteur:

Journaliste: ANDY ST-ANDRÉ, EN DIRECT

Durée: 00:03:00

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 1-LCN3-14227841

08:02:00

MONTREAL - AN EARLY MORNING TRUCK FIRE CONTINUES TO CAUSE TROUBLE FOR MOTORISTS. THE TRUCK CAUGHT FIRE AND CAME TO A STOP UNDER THE OVERPASS FOR THE **R.E.M.** LINE THAT RUNS ON TOP OF HIGHWAY 15 NORTHBOUND, JUST OFF OF THE CHAMPLAIN BRIDGE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: JAMES FOSTER

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY, LIVE

Durée: 00:01:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14228235

06:04:00

MONTRÉAL - L'INCENDIE D'UN CAMION A FORCÉ LA FERMETURE DE L'AUTOROUTE 15. LE FEU ÉTAIT SOUS UN VIADUC DU **REM**.

Intervenant(s):

Émission TELE : SALUT, BONJOUR !

Station: TVA, MONTRÉAL

Animateur: GINO CHOUINARD

Co-animateur:

Lecteur: SIMON PHILIBERT

Journaliste: ANDY ST-ANDRÉ

Durée: 00:02:00

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 1-TVA1-14228377

07:40:00

MONTRÉAL - LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN VEUT ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BRIDGE/BONVENTURE, DONT AFIN DE FAVORISER LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS. L'AMÉNAGEMENT D'UN STATION DU **REM** EST AUSSI ENCOURAGÉE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : TOUT UN MATIN

Station: CBF (ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE), MONTRÉAL

Animateur: PATRICK MASBOURIAN

Co-animateur:

Lecteur: MARIE-MICHELLE BORDUAS

Journaliste:

Durée: 00:00:45

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CBF2-14228423

09:25:00

MONTREAL - THE BIG FIVE: THE **CAISSE DE DÉPÔT** MANAGES OUR PENSION IN QUEBEC. HEC MONTRÉAL SAYS THAT THE CAISSE COULD BE DOING MUCH BETTER. IS THIS SOMETHINGS THAT IS SERIOUS?

Intervenant(s):

Émission RADIO : THE ELIAS MAKOS SHOW

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur: DAVID HEURTEL

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste: KARIM BOULOS / BONNIE FEIGENBAUM

Durée: 00:04:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD2-14228717

09:02:00

MONTREAL - ENGINEERS ARE EXAMINING A **R.E.M.** OVERPASS ATOP HIGHWAY 15 AFTER A TRUCK FIRE BENEATH IT OVERNIGHT.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: TRUDIE MASON

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY, LIVE

Durée: 00:01:15

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14228607

10:03:00

MONTREAL - ENGINEERS ARE ASSESSING THE STRUCTURAL INTEGRITY OF AN OVERPASS ON THE NEW **R.E.M.** LINE AFTER AN OVERNIGHT TRUCK FIRE DIRECTLY UNDERNEATH IT.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: TRUDIE MASON

Journaliste:

Durée: 00:00:40

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14228641

07:32:00

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU - LES TESTS SE
POURSUIVENT SUR LES TRAINS DU **REM**. ON A HIER
PROCÉDÉ À UNE SIMULATION DE SAUVETAGE EN
HAUTEUR AFIN DE S'ASSURER DE LA CONFORMITÉ DES
INSTALLATIONS.

Intervenant(s):

Émission RADIO : NOOVO-INFOS

Station: CFZZ (BOOM FM), ST-JEAN-SUR-RICHELIEU

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: GHISLAIN PLOURDE

Journaliste:

Durée: 00:00:40

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CFZZ1-14228245

09:04:00

MONTRÉAL - LA CHAMBRE DE COMMERCE DU
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN VEUT ACCÉLÉRER LE
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BRIDGE/BONVENTURE,
DONT AFIN DE FAVORISER LA CONSTRUCTION DE

LOGEMENTS. L'AMÉNAGEMENT D'UN STATION DU **REM** EST AUSSI ENCOURAGÉE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : BULLETTINS

Station: CBF (ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: MARIE-MICHELLE BORDUAS

Journaliste:

Durée: 00:00:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CBF1-14228805

10:21:00

MONTREAL - INTERVIEW: MOUNT-ROYAL'S ICONIC VIEW OF THE CITY COULD SOON BE CHANGING AS MONTREAL PREPARES TO REDEVELOP A HUGE AREA NEAR DOWNTOWN. ONE GROUP OF BUILDERS, LAND OWNERS AND ARCHITECTS ARE PROPOSING FOUR 40 STOREY BUILDINGS THAT WOULD BE LOCATED BETWEEN THE ST-LAWRENCE RIVER AND MOUNT-ROYAL. HERITAGE MONTREAL SAYS IT WOULD BE A MISTAKE TO ALLOW TALL TOWERS TO DOMINATE THE SKYLINE. THERE ARE A LOT OF QUESTIONS RIGHTS NOW IN MONTREAL ABOUT THE HOUSING CRISIS, DENSITY AND CLIMATE CHANGE. HOW DO TOWERS AT BRIDGE-BONAVENTURE AFFECT THE MOUNT-ROYAL? THE **R.E.M.**'S INTEGRATION TOM THE LANDSCAPE IS MENTIONED.

Intervenant(s): DINU BUMBARU, DIRECTOR OF POLICY AT
HERITAGE MONTREAL, LIVE

Émission RADIO : THE ELIAS MAKOS SHOW

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur: DAVID HEURTEL

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:10:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD2-14228861

06:56:00

MONTRÉAL - L'AUTOROUTE 15 NORD EST FERMÉE
ENTRE L'AUTOROUTE BONAVENTURE ET LE BOULEVARD
GAÉTAN-LABERGE EN RAISON D'UN CAMION QUI A PRIS
FEU SOUS LA STRUCTURE DU **REM**. L'INCENDIE EST
MAINTENANT MAÎTRISÉ.

Intervenant(s):

Émission RADIO : PUISQU'IL FAUT SE LEVER

Station: CHMP 98,5 FM (COGECO), MONTRÉAL

Animateur: PAUL ARCAND

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste: MARC BRIÈRE

Durée: 00:00:20

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CHMP5-14229005

12:01:00

MONTREAL - HIGHWAY 15 HAS NOW REOPENED JUST NORTH OF THE CHAMPLAIN BRIDGE. IT WAS CLOSED AS ENGINEERS EXAMINED THE STRUCTURE OF AN OVERNIGHT OF THE **R.E.M.** LINE AFTER AN OVERNIGHT TRUCK FIRE.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: JASON MAYOFF

Journaliste:

Durée: 00:00:40

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14229059

12:00:00

MONTREAL - HIGHWAY 15 NORTH IS GRADUALLY REOPENING TOWARDS MONTREAL AFTER IT WAS CLOSED FOR ALMOST 12 HOURS. AN OVERNIGHT TRUCK FIRE CAUSED A MAJOR TRAFFIC JAM ON THE CHAMPLAIN BRIDGE. PART OF THE NEW **R.E.M.** STRUCTURE WAS SCORCHED.

Intervenant(s):

Émission TELE : CTV NEWS

Station: CFCF (CTV), MONTREAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: KELLY GREIG

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY, LIVE

Durée: 00:02:00

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CFCF1-14229073

13:01:00

MONTREAL - HIGHWAY 15 NORTH OF THE CHAMPLAIN BRIDGE HAS REOPENED AFTER A TRUCK FIRE EARLY THIS MORNING. THE FIRE BLACKENED PART OF A **R.E.M.** OVERPASS. ENGINEERS ARE ASSESSING THE DAMAGES.

Intervenant(s):

Émission RADIO : CTV NEWS UPDATE

Station: CJAD-AM, MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: JASON MAYOFF

Journaliste: OLIVIA O'MALLEY

Durée: 00:01:05

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CJAD5-14229241

12:02:00

MONTRÉAL - UNE PORTION DE L'AUTOROUTE 15 A ÉTÉ FERMÉE CE MATIN EN RAISON DE L'INCENDIE D'UN CAMION SOUS LA STRUCTURE DU **REM**. LES VOIES VIENNENT TOUT JUSTE D'ÊTRE ROUVERTES.

Intervenant(s):

Émission RADIO : ACTUALITÉS COGECO NOUVELLES

Station: CHMP 98,5 FM (COGECO), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: DENIS COUTURE

Journaliste:

Durée: 00:00:20

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CHMP1-14229203

12:21:00

MONTRÉAL - UN CAMION SEMI-REMORQUE A ÉTÉ LA PROIE DES FLAMMES À LA SORTIE DU PONT SAMUEL-DE-CHAMPLAIN SOUS LE VIADUC DU **REM** TÔT CE MATIN.

Intervenant(s):

Émission TELE : LE TVA NOUVELLES

Station: CFTM (TVA), MONTRÉAL

Animateur:

Co-animateur:

Lecteur: MICHEL JEAN

Journaliste:

Durée: 00:00:30

Date: 2023-06-16

Code nouvelle: 2-CFTM3-14229283

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

***Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.***

Caisse de dépôt et placement du Québec

Revue de presse / Media Coverage Report 2023/06/20

*Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.*

Caisse de dépôt et placement du Québec - CORPO

Pas de problème avec le REM, selon Alstom

Le Journal de Montréal (aussi paru dans Le Journal de Québec) - 2023/06/20 - PAGE: 26

Le REM: tout va «très bien», assure le président d'Alstom

Le Journal de Montréal (web) (aussi paru dans Le Journal de Québec (web)) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

L'Université de Montréal lance un institut dédié aux ESG

Les Affaires (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Université de Montréal creates ESG institute with funding from PE exec Michael Penner

The Logic (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

L'UdeM crée l'Institut Michael D. Penner sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance

UdeMNouvelles (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Crise bancaire: "bain de sang" dans l'immobilier commercial - des milliards de pertes menacent le marché financier

Investing (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

New senior execs at Northcrest, Newmark, CDPQ, MCAN ...

RENX (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Nuvei attire des institutionnels

La Presse+ - 2023/06/20 - PAGE: AFFAIRES 12

COMMUNIQUÉ - La Caisse de dépôt et placement du Québec abandonne la formation de la police israélienne, mais investit tout de même 12,5 milliards de dollars de l'argent des retraités québécois dans les crimes de guerre israéliens

Just Peace Advocates - 2023/06/19 - PAGE: N/A

OPINION - La finance privée peut-elle contribuer à améliorer le monde ?

La Croix (+ web) - 2023/06/17 - PAGE: 32, 33

EQT eyes Alfa Financial; CVC, Gro Capital look to sell Omada

S&P Global Market Intelligence (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Ivanhoé Cambridge - CORPO

Hines JV Continues to Attract Tenants at Minneapolis Project

Commercial Property Executive (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

KPG Funds Secures \$50M for Manhattan Office Building

Commercial Property Executive (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

FiscalissImmo renouvelle son bureau

Droit et Patrimoine - L'hebdo - 2023/06/19 - PAGE: 2

Louis-Philippe Mathieu nommé vice-président, stratégie numérique et technologie de Cossette

Isarta Infos (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

COMMUNIQUÉ - Primaris REIT Announces Landmark Transaction of Trophy Shopping Centre Demonstrating its Ability to Execute on Growth Strategy

Primaris - 2023/06/19 - PAGE: N/A

COMMUNIQUÉ - Nomination de Martin Raymond au poste de président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ

Fonds de solidarité FTQ - 2023/06/19 - PAGE: N/A

COMMUNIQUÉ - AVIS AUX MÉDIAS - Annonce du financement et pelletée de terre d'un projet de logement étudiant abordable de l'UTILE à Trois-Rivières

UTILE - Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Radio-Télévision

Sommaire

Radio-Télévision - 2023/06/19 - PAGE: N/A

2023/06/20

Le Journal de Montréal (aussi
paru dans Le Journal de
Québec)

PAGE: 26

Pas de problème avec le REM, selon Alstom

Martin Jolicoeur

Malgré les multiples reports de mise en service du **Réseau express métropolitain (REM)**, les systèmes, rails et matériels roulants, ne connaissent aucun problème particulier, assure le président et chef de la direction d'Alstom pour les Amériques.

« Tout fonctionne très bien. On est juste extrêmement prudents, a répondu au Journal Michael Keroullé, en marge d'une conférence devant les membres du Conseil des relations internationales de Montréal, jeudi dernier.

« On veut que ce lancement [celui du REM] soit un lancement qui soit sans aucun événement. On veut que ce soit un succès dès le premier jour. C'est très important pour nous, c'est très important pour la Caisse [**Caisse de dépôt et placement du Québec**]. »

MIEUX QU'UN LANCEMENT RATÉ

La semaine dernière, La Presse révélait que quatre semaines après avoir annoncé un nouveau report de mise en service, **CDPQ Infra**, une filiale de la Caisse de dépôt [CDPQ] responsable de la construction et de la mise en service du

REM n'avait toujours pas entamé l'ultime étape de « marche à blanc ».

Cette dernière étape consiste à contre-vérifier le fonctionnement de l'ensemble des systèmes avant leur mise en service officielle. Ces travaux, qui s'apparentent à une répétition générale dans le milieu du théâtre, s'étirent normalement sur une période d'un mois. Dans ce cas-ci, ils impliquent tant les équipes de CDPQ-Infra et d'Alstom que de SNC-Lavalin, également partenaire du projet.

« Quelques semaines de retard, ce n'est pas agréable. Mais ça vaut mieux qu'un lancement raté », a répondu M. Keroullé. Outre les tests des systèmes, Alstom s'affairerait tout particulièrement à la « qualification » des employés qui seront chargés de l'exploitation et de la maintenance du REM.

Rappelons qu'à la mi-mai, CDPQ Infra confirmait que la mise en service du REM était reportée pour une troisième fois.

PAS ENCORE DE DATE DE LANCEMENT

Quand le lancement est-il maintenant prévu ? Sur ce, le PDG d'Alstom a évité de répondre directement. « On parle de quelques semaines, dit-il. [...] Comme on dit au Québec, ça s'en vient. »

À la même question, la porte-parole de CDPQ Infra, Emmanuelle Rouillard-Moreau, a répondu, hier, de façon tout aussi évasive, affirmant que le début des tests de « marche à

blanc » était prévu « prochainement ». Elle a aussi évité d'avancer une date de mise en service officielle pour le public.

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Le REM: tout va «très bien», assure le président d'Alstom

Martin Jolicoeur

Malgré les multiples reports de mise en service du **Réseau express métropolitain (REM)**, les systèmes [rails et matériels roulants] ne connaissent aucun problème particulier, assure le président et chef de la direction d'Alstom pour les Amériques.

«Tout fonctionne très bien. On est juste extrêmement prudents, a répondu au Journal, Michael Keroullé, en marge d'une conférence devant les membres du Conseil des relations internationales de Montréal, jeudi dernier.

«On veut que ce lancement [celui du REM] soit un lancement qui soit sans aucun événement. On veut que ce soit un succès dès le premier jour. C'est très important pour nous, c'est très important pour la Caisse [**Caisse de dépôt et placement du Québec**].»

Mieux qu'un lancement raté

La semaine dernière, La Presse révélait que quatre semaines après avoir annoncé un nouveau report de mise en service, **CDPQ Infra**, une filiale de la Caisse de dépôt [CDPQ] responsable de la construction et de la mise en service du

REM n'avait toujours pas entamé l'ultime étape de «marche à blanc».

Cette dernière étape consiste à contre-vérifier le fonctionnement de l'ensemble des systèmes avant leur mise en service officielle. Ces travaux, qui s'apparentent à une répétition générale dans le milieu du théâtre, s'étirent normalement sur une période d'un mois. Dans ce cas-ci, ils impliquent tant les équipes de CDPQ-Infra, d'Alstom et que de SNC-Lavalin, également partenaire du projet.

«Quelques semaines de retard, ce n'est pas agréable. Mais ça vaut mieux qu'un lancement raté », a répondu M. Keroullé. Outre les tests des systèmes, Alstom s'affairerait tout particulièrement à la «qualification» des employés qui seront chargés de l'exploitation et de la maintenance du REM.

Gagner en maturité

«C'est un système très compliqué, une infrastructure toute nouvelle. Il y a énormément de besoins autour de ça qu'il faut bien maîtriser. [...] On a besoin de gagner en maturité. [...] Le fait d'essayer d'aller plus vite que ce qu'on peut vraiment serait plus risqué. Et on n'est pas prêts à prendre ces risques-là.»

En accord avec la CDPQ, Alstom a donc décidé de «prendre le temps nécessaire pour arriver au bon niveau de maturité à la fois du système et des opérateurs», a ajouté le PDG d'Alstom, entré en poste en 2021 dès l'acquisition de Bombardier Transports complétée.

Rappelons qu'à la mi-mai, CDPQ Infra confirmait que la mise en service du REM, pourtant promise pour ce printemps, était reportée pour une troisième reprise. La filiale de la Caisse laissait alors entendre une mise en service au début de l'été - lequel commence le 21 juin – lui permettant ainsi de compléter l'étape de «marche à blanc».

Pas encore de date de lancement

Quand le lancement est-il maintenant prévu? Sur ce, le PDG d'Alstom a évité de répondre directement. «On parle de quelques semaines, dit-il. [...] Comme on dit au Québec, ça s'en vient.»

À la même question, ce lundi, la porte-parole de CDPQ Infra, Emmanuelle Rouillard-Moreau, s'est montrée toute aussi évasive, se limitant à indiquer ses tests dits de «marche à blanc» devraient débuter «prochainement». Elle a aussi évité d'avancer une date de mise en service officielle pour le public.

Le premier tronçon du REM reliera Brossard au centre-ville de Montréal, un trajet de 16,6 km. Le segment vers Deux-Montagnes devrait être inauguré en 2024, tandis que celui vers l'aéroport Montréal-Trudeau est prévu pour 2027. Une fois complété, le REM s'étendra sur 67 km.

[Lien vers Le Journal de Montréal](#)

[retour à la table des matières](#)

L'Université de Montréal lance un institut dédié aux ESG

Charles Poulin

L'Université de Montréal annonce ce matin le lancement de l'Institut Michael D. Penner qui se spécialisera dans la recherche sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Le nouvel institut bénéficie, pour son démarrage, d'un don d'une somme non spécifiée de Michael D. Penner, président de Partners Groupe (Canada) et ancien président du conseil d'administration d'Hydro-Québec, ainsi que de 1,5 M\$ de la Banque Scotia. Son comité consultatif sera chapeauté par **Charles Emond, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)** ainsi que par Rania Llewelyn, présidente et cheffe de la direction de la Banque Laurentienne. Le recteur de l'Université de Montréal, Daniel Jutras, le directeur de HEC Montréal, Federico Pasin, et la directrice générale de Polytechnique Montréal, Maud Cohen, feront également partie du comité.

L'institut a déjà démarré ses activités, sous la direction générale d'Isabelle Martin, professeure à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.

Multidisciplinaire

L'objectif principal de l'institut sera de fournir un encadrement académique multidisciplinaire sur les enjeux ESG.

« Lorsque j'ai approché l'Université de Montréal, c'était pour créer un écosystème unique qui permet de réfléchir, faire de la recherche, éduquer et former les gens sur les enjeux ESG, explique Michael D. Penner. Et c'est évident que ce n'est pas possible de le faire seulement dans une école de droit, de finance ou d'ingénierie. La vision, c'est de créer un endroit où toutes les disciplines travaillent ensemble sur le sujet avec l'objectif de diffuser leurs résultats partout à travers le monde. »

L'Université de Montréal indique que l'institut sera formé d'un noyau de chercheurs (professeurs, étudiants et praticiens) ainsi que d'un personnel de coordination rompus aux sciences sociales, aux sciences de la gestion, à l'économie et à la finance. Il abordera « empiriquement » les ESG.

« L'avenir de l'impact des critères ESG doit se fonder sur des recherches indépendantes, rigoureuses et menées par des chercheurs de différentes disciplines qui observent et analysent les enjeux sous tous les angles, ajoute Daniel Jutras. La communauté universitaire est bien outillée pour décroiser et diffuser les connaissances. Les chercheurs de l'Université de Montréal, de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal impliqués dans l'Institut possèdent l'expertise requise pour en faire un projet d'envergure et de portée interdisciplinaire. »

Contrairement aux organismes ESG tels l'International Sustainability Standards Boards (ISSB), les recherches de

l'institut vont déborder du cadre corporatif et de l'influence des ESG sur les affaires, souligne Michael D. Penner. Les experts, qu'ils soient avocats, philosophes, sociologues, ingénieurs ou autres, pourront ainsi aborder le sujet avec l'angle de leur champ de compétence.

« Grâce à ce partenariat avec l'Université de Montréal, la Banque Scotia est fière de contribuer à la recherche de solutions en lien avec les enjeux importants auxquels la société est confrontée, souligne Meigan Terry, première vice-présidente et cheffe, Impact social, durabilité et communications à la Banque Scotia. La recherche et le partage des connaissances sont essentiels pour faciliter la transition vers une économie carboneutre et contribuer à un monde plus inclusif, prospère et durable ».

[Lien vers Les Affaires](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Université de Montréal creates ESG institute with funding from PE exec Michael Penner

Catherine McIntyre

The Michael D. Penner Institute for ESG will be a research hub to study environmental, social and governance issues. Penner, operating partner of Swiss-based private investment firm Partners Group AG and chair of its Canadian division, has donated an undisclosed amount to launch it. Scotiabank, where Penner is a director, is also donating \$1.5 million. (The Logic)

Talking point: **Caisse de dépôt et placement du Québec CEO Charles Emond** and Laurentian Bank CEO Rania Llewellyn will co-chair the institute, with U de M Industrial Relations professor Isabelle Martin leading it. The institute will tap into expertise from a range of academic disciplines to help guide the business sector on its environmental and social responsibilities. Its launch comes amid increasing politicization of ESG in business. Penner told The Globe and Mail the institute will help bring academic rigour to the debate. “ESG, if it’s not handled properly, risks being characterized as wokeism or as a distraction to running the business, and that’s a very serious risk.”

[Lien vers The Logic](#)

[retour à la table des matières](#)

L'UdeM crée l'Institut Michael D. Penner sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance

L'Institut est créé à l'initiative de M. Penner qui a consenti un généreux don et comprendra également un Observatoire en innovation du développement durable de la Banque Scotia.

L'Université de Montréal annonce la création de l'Institut Michael D. Penner sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), un programme multidisciplinaire qui soutiendra une recherche approfondie sur l'ensemble de ces questions. Ce nouvel institut de recherche est rendu possible grâce à la vision et à un don de monsieur Penner, président de Partners Group (Canada) et associé de Partners Group, une firme mondiale du secteur du capital-investissement. Un investissement de la Banque Scotia est également consenti à la création de l'Observatoire en innovation du développement durable.

«L'avenir de l'impact des critères ESG doit se fonder sur des recherches indépendantes, rigoureuses et menées par des chercheurs de différentes disciplines qui observent et analysent les enjeux sous tous les angles», affirme Daniel Jutras, recteur de l'Université de Montréal. «La communauté universitaire est bien outillée pour décroisonner et diffuser les connaissances. Les chercheurs de l'Université de Montréal, de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal impliqués dans l'Institut

possèdent l'expertise requise pour en faire un projet d'envergure et de portée interdisciplinaire.»

«Nous sommes très reconnaissants envers Michael Penner», poursuit le recteur. «L'accent qu'il met sur ces enjeux de grande importance rejoint les priorités de notre communauté de recherche, et en plus de fournir du financement, il a su obtenir le soutien du milieu des affaires.»

L'Institut Michael D. Penner sera un lieu de veille stratégique et de prospective s'appuyant sur une analyse rigoureuse et scientifique des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Isabelle Martin, professeure de l'École de relations industrielles, assurera la direction de cet institut, qui sera l'un des piliers de la Maison des affaires publiques et internationales. Grâce à un programme d'activités, de publications et de recherches, l'Institut permettra de jeter un regard international éclairé par les vertus de la comparaison et du partage d'expérience.

Un comité consultatif de haut niveau

Un comité consultatif sera coprésidé par **Charles Emond, président et chef de la direction de la CDPQ** et Rania Llewelyn, présidente et cheffe de la direction de la Banque Laurentienne. Les autres membres du comité seront, entre autres, le recteur de l'UdeM, Daniel Jutras, le directeur de HEC Montréal, Federico Pasin, et la directrice générale de Polytechnique Montréal, Maud Cohen.

«L'ambition derrière cet institut est d'avoir une meilleure compréhension des enjeux ESG et de donner aux organisations les moyens de mettre en place des cadres et des procédés plus efficaces dans ce domaine, assure Michael D. Penner. L'inspiration vient de mon expérience de président du conseil d'administration d'Hydro-Québec de 2014 à 2018, où l'on tentait toujours de regarder les choses dans une perspective de valeurs lorsqu'il était question d'enjeux environnementaux et sociaux. Elle vient aussi de mes réflexions actuelles en tant que conseiller principal et directeur chez Partners Group, ainsi que président du conseil de plusieurs sociétés de portefeuille.

Pour être de bonnes citoyennes du monde, les entreprises et les autres organisations ne doivent pas se contenter d'obtenir de bons résultats financiers; elles doivent aussi collaborer au mieux-être des sociétés dans lesquelles nous vivons. Nous devons de toute urgence élaborer et mettre en œuvre une approche juste et efficace de la transition énergétique, et atteindre la diversité et l'inclusion requises à tous les niveaux dans les entreprises», ajoute-t-il.

Un don exceptionnel de la Banque Scotia

Au sein de l'Institut, un observatoire sera plus spécifiquement dédié aux recherches et à la formation sur les innovations en développement durable. Ce volet est financé par un don de 1,5M\$ de la Banque Scotia.

«Grâce à ce partenariat avec l'Université de Montréal, la Banque Scotia est fière de contribuer à la recherche de

solutions en lien avec les enjeux importants auxquels la société est confrontée», souligne Meigan Terry, première vice-présidente et cheffe, Impact social, durabilité et communications à la Banque Scotia. «La recherche et le partage des connaissances sont essentiels pour faciliter la transition vers une économie carboneutre et contribuer à un monde plus inclusif, prospère et durable».

«Notre porte est ouverte à la participation d'autres acteurs dans le domaine, et nous espérons que l'Institut servira de bougie d'allumage afin que le Québec devienne un leader mondial en matière de critères ESG», conclut M. Penner.

Une interdisciplinarité prometteuse

L'Institut sera formé d'un noyau de chercheurs et chercheuses (professeurs, étudiants et praticiens) et d'un personnel de coordination rompus aux sciences sociales, aux sciences de la gestion, à l'économie et à la finance. Ensemble, ils aborderont empiriquement les trois dimensions ESG: l'environnement, la société et la gouvernance.

«Nous avons besoin de lieux d'échanges et de collaboration pour développer la recherche sur les critères ESG, favoriser les échanges entre le milieu universitaire et la pratique, appuyer le développement de compétences et éclairer le débat public. HEC Montréal joint ainsi ses forces pour contribuer au succès de l'Institut et de l'Observatoire», affirme Caroline Aubé, directrice de la recherche et du transfert à HEC Montréal.

«Je suis fier de l'engagement de Polytechnique Montréal à enrichir ce programme de recherche sur les enjeux ESG, grâce à son expertise technique et sa capacité d'innovation. En transcendant les frontières disciplinaires pour relever un défi commun, nous reconnaissons la nécessité de fusionner les perspectives et les compétences afin de développer des solutions systémiques», souligne Pierre Langlois, directeur des affaires académiques et de l'expérience étudiante à Polytechnique Montréal.

L'investissement durable est estimé à plus de 20 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion, soit environ un quart de tous les actifs gérés par des professionnels dans le monde entier. Les connaissances fondamentales produites à l'Université de Montréal auront ainsi des retombées utiles pour les entreprises et autres organisations, qui pourront en bénéficier pour appliquer les critères ESG de façon plus efficace et judicieuse. Compte tenu de la nature sociétale de ces critères, autant les entreprises que la société dans son ensemble en seront bénéficiaires.

[Lien vers UdeMNouvelles](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Crise bancaire: "bain de sang" dans l'immobilier commercial - des milliards de pertes menacent le marché financier

Marco Oehrl

Bien que les confinements sanitaires appartiennent maintenant à l'histoire, les travailleurs continuent de s'accrocher à l'idée de mener une partie de leur vie professionnelle à partir de leur domicile. Cela se ressent dans les bureaux, si bien qu'aux États-Unis, le taux d'occupation moyen des bureaux est toujours inférieur à 50 %.

La popularité des postes de travail hybrides semble être une nouvelle tendance, raison pour laquelle de plus en plus d'entreprises réduisent la surface de leurs bureaux. Même Google (NASDAQ :GOOGL) tente de sous-louer 130.000 mètres carrés de bureaux vides dans la Silicon Valley.

Cela s'accompagne d'une chute des prix de l'immobilier commercial, pour le financement duquel on a surtout fait appel à des banques régionales. Selon la Bank of America (NYSE:BAC), 68 pour cent de ces crédits sont détenus par de telles institutions financières.

Mais le changement de contexte fait des ravages. Selon une étude de JPMorgan (NYSE :JPM), 21 pour cent des crédits arrivant à échéance en 2023, soit 450 milliards de dollars,

subiront un défaut de paiement, ce qui entraînera des pertes estimées à 38 milliards de dollars pour les banques.

Selon l'économiste de l'American Institute for Economic Research, Peter Earle, 1,5 billion de dollars de prêts immobiliers commerciaux arriveront à échéance au cours des 18 prochains mois. De nombreux débiteurs seront confrontés à un phénomène très répandu : le coût du financement de suivi s'envole en raison des taux d'intérêt élevés. A condition de trouver un établissement financier prêt à accorder un crédit.

Le cabinet d'analyse Trepp de la CRE a calculé qu'avec un taux d'intérêt hypothécaire compris entre 5,5 et 7,5 pour cent, entre 28 et 44 pour cent des crédits en attente d'un financement de suivi n'entrent pas en ligne de compte pour un refinancement du point de vue des banques. La raison en est qu'avec des taux d'intérêt aussi élevés, le taux de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 n'est pas respecté. Earle explique ainsi :

"Dans un environnement de taux d'intérêt nuls et avant même que les confinements COVID n'exilent les gens dans leur bureau à domicile, nombre de ces portefeuilles de crédits remplis d'immeubles de bureaux semblaient prometteurs. Aujourd'hui, une part considérable d'entre eux semble extrêmement risquée".

Une étude de l'université de New York et de la Columbia Business School conclut que la baisse des prix de l'immobilier commercial aux États-Unis détruit des actifs à hauteur de 506,3 milliards de dollars.

Charles Emond, président du conseil d'administration du deuxième plus grand fonds de pension public du Canada, a parlé d'un "bain de sang" imminent dans le domaine de l'immobilier commercial. Il a déclaré jeudi à Bloomberg que les banques régionales avaient sous-estimé ce risque au cours des dernières années et qu'elles étaient en train d'être rattrapées. Les premières banques tentent déjà de vendre leurs crédits CRE avec des décotes importantes afin d'avoir une chance de survivre à la crise qui s'annonce.

L'expert en crédit de Goldman Sachs (NYSE :GS) Lotfi Karoui a confirmé la vague de faillites qui se profile, car l'indice Green Street Commercial Property Price a déjà chuté de 25 pour cent par rapport à l'année précédente.

[Lien vers Investing](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

New senior execs at Northcrest, Newmark, CDPQ, MCAN ...

Don Wilcox

Northcrest Developments announced Derek Goring has taken over as CEO.

Goring has responsibility for leading the organization, including the next stage of Northcrest's transformation of the 370-acre Downsview Airport Lands, located in northwest Toronto.

He brings more than 20 years of expertise as a real estate development executive in the Greater Toronto Area, having worked previously with First Gulf Corporation helping to guide large-scale developments at Waterfront Toronto and Infrastructure Ontario.

Since October 2019, he has served as executive vice-president, development at Northcrest.

Continuing to work alongside Goring will be Christopher Eby, executive vice-president, corporate and public affairs. Eby has extensive experience in strategic communications, stakeholder relations and municipal and provincial affairs.

Kakar moves to CDPQ

CDPQ has announced Yana Watson Kakar will join the group as managing director and head of Americas. Kakar will also head up CDPQ's New York office and oversee offices in Mexico and Brazil.

Kakar is the CEO of Growth for Good, a special purpose acquisition company focused on sustainable companies critical to the decarbonization of the global economy.

Previously she was global managing partner of Dalberg Advisors, a multinational consulting firm specializing in policy, strategy and investment advisory. In 2020, Kakar concluded two terms in the role having led the firm to triple its revenues and grow to nearly 30 offices worldwide over the course of her tenure.

She serves on the board of directors of Oxfam America and is a member of the Young Presidents' Organization, the Women's Forum of New York and 100 Women in Finance.

She holds an MBA from The Wharton School at the University of Pennsylvania and a bachelor of arts from McGill University.

Newmark appoints Taylor as Canadian head

Newmark Group, Inc. has named Norm Taylor as country head and president for Canada.

With nearly 30 years of experience in sales, leasing, finance and executive leadership, Taylor will be based in Vancouver and report to western region president Kevin McCabe.

In this newly created position, Taylor is responsible for Newmark's day-to-day brokerage operation in Canada, including strategic direction, business development, delivery of client service and recruitment, mentorship and retention of professionals.

Before joining Newmark, Taylor worked as vice-president of national advisory and as vice-president and managing director of real estate finance for the British Columbia Region at CMLS Financial. He also previously served as executive vice-president and managing director for the British Columbia region at CBRE, senior vice-president at JLL and vice-president at Colliers International.

Weaver retires, Coulter new prez/CEO at MCAN

MCAN Mortgage Corporation has named Don Coulter president and CEO, effective Dec. 1, as part of its planned leadership change. Coulter will also join MCAN's board.

With the CEO succession resolved, Karen Weaver has stepped down as president and CEO and as a director effective immediately. She will remain as a consultant through the end of 2023 to support an orderly transition.

Board chair Derek Sutherland will assume the interim CEO role until Dec. 1. The board appointed John Coke as lead director during Sutherland's tenure as interim CEO.

Under Weaver's leadership during the past four-and-a-half years, MCAN's residential mortgage origination platform saw annual originations grow from \$225 million in 2018 to over \$1 billion. The overall residential and construction mortgage portfolio grew 110 per cent to \$1.9 billion.

Additionally, over her tenure total asset growth was 95 per cent to \$4.1 billion and net income grew 53 per cent to \$55.4 million with an average ROE of 14.39 per cent over the four-year period ending in 2022.

Coulter brings prior CEO experience to his role at MCAN. He is currently the CEO of connectFirst Credit Union and prior to this was the president and CEO of Wyth Financial (formerly Concentra Bank). In addition to these positions, he was CFO and then CEO of Coast Capital.

Coulter is an alumnus of New York University Stern School of Business and the University of Toronto. He is a CPA and an accredited director by the Institute of Corporate Directors.

Bhayani new president, CEO at Frontline

Amy Bhayani has moved up to become president and CEO at Frontline Real Estate Services. Bhayani will be tasked with expanding Frontline's services, exploring new opportunities and enhancing existing offerings.

Prior to becoming president and CEO, Bhayani served as an advisor for Frontline since 2014.

Earlier, Bhayani spent 18 years at Colliers International, leaving as vice-president, corporate development globally and the group's international secretariat.

He then spent nearly a decade focused on developing greenfield sites and repositioning commercial and residential real estate through his own development company, Rockcastle Developments.

Sowa becomes CEO at iRestify

Real estate building maintenance and performance prop tech iRestify has appointed Karl Sowa as its new CEO.

Prior to joining iRestify, Sowa held the position of president at TaskEasy, where he helped grow the company from 40 to over 350 team members, with thousands of contractors providing services in over 12,000 cities across the U.S.

He also held officer-level roles at companies including HomeAdvisor, NetQuote and Teleflora. Sowa graduated with a BS in industrial engineering from Columbia University and an MBA from the Stanford University Graduate School of Business.

DeRoo McConnan becomes Imperial Equities' interim CFO

Imperial Equities Inc. (IEI-X) has appointed Meghan DeRoo McConnan as interim chief financial officer.

Prior to joining Imperial, DeRoo McConnan had a lengthy career as a CPA and partner with one of the world's largest accounting firms.

She has expertise in the areas of financial reporting and financial accounting and has advised corporations and organizations in all aspects of their business.

Dogra new senior VP at CFO Capital

CFO Capital has hired Navendu Dogra as senior vice-president, business development.

Dogra has originated and funded over \$3 billion in commercial real estate loans across a range of asset classes, including multiresidential, retail, office, industrial and special use. With 15 years of commercial real estate banking experience, his core expertise lies in construction, adaptive reuse, as well as CMHC-insured financing.

Prior to joining CFO Capital, Dogra was an originator at Equitable Bank, and corporate banker at ICICI Bank in Toronto, and in Mumbai, India.

Dogra has an MBA from Indian School of Business and is a CFA Level III candidate.

Feeny promoted to COO at Tribe

Tribe has promoted Dan Feeny to the role of chief operating officer. Feeny has been Tribe's chief technology officer and

previously acted as interim COO.

He replaces Drew Keddy, who is pursuing other endeavours.

Tribe appointed Feeny to the newly-created CTO's role in 2021, leading the product, engineering and IT teams. He has over 20 years of technical and management experience.

Prior to joining Tribe, Feeny served as vice-president, technology at Lendesk for three years.

He also held senior technology leadership roles prior to his tenure at Lendesk, including vice-president, engineering at PayWith, vice-president, R&D at INETCO and director of engineering at Vivonet.

Amusa joins ONE advisory board

ONE Development Corp. has named Bidemi Amusa the newest member of its advisory board.

Amusa brings a wealth of experience and expertise in the real estate industry. He has a track record of delivering homes that combine contemporary architectural design with high-level finishing.

As a member of the advisory board, Amusa will assist in providing strategic guidance and industry knowledge, contributing to the company's immediate and long-term growth.

Amusa's Carillion Limited has been recognized with multiple awards for the significant contributions to the real estate industry in Nigeria and Africa.

Habib takes CFO role at Pineapple

Pineapple Financial Inc. has appointed Sarfraz Habib as CFO.

Habib joins Pineapple with over 25 years of expertise in finance and accounting for both public and private companies.

His track record includes reducing finance costs considerably as the controller and a board member of Keystroke Group Inc., where he was twice awarded the employee-of-the-year honours.

[Lien vers RENX](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Nuvei attire des institutionnels

Richard Dufour

Deux importants investisseurs institutionnels viennent chacun de déclarer posséder des positions supérieures à 10 % dans Nuvei.

Pour un, le gestionnaire de fonds communs de placement Fidelity a révélé aux autorités réglementaires avoir commencé le mois de juin avec une participation de 11 % dans le fournisseur montréalais de solutions de traitement de paiement.

L'achat d'environ 20 millions de dollars d'actions de Nuvei le 12 mai par Fidelity a déclenché cette obligation de divulguer la position.

De son côté, la firme privée d'investissement de Boston Wellington Management vient d'indiquer avoir commencé le mois de juin avec une participation de 10,8 % dans Nuvei.

La direction de Wellington souligne simplement détenir 6,8 millions d'actions de Nuvei sans préciser davantage ses transactions d'achat.

L'actif sous gestion confié à Wellington appartenant à des clients canadiens s'élevait à 28,6 milliards de dollars au début d'avril.

Il n'a pas été possible d'obtenir de remarques de la part de Fidelity ni de Wellington à propos de leurs investissements dans Nuvei. Jointes par La Presse, ces deux investisseurs institutionnels n'ont pas souhaité faire de commentaires.

Autres actionnaires institutionnels

Selon les déclarations publiques, Novacap et la **Caisse de dépôt et placement du Québec** sont les deux seuls autres actionnaires institutionnels à détenir des participations supérieures à 10 % dans Nuvei.

La circulaire de direction de Nuvei souligne qu'en date du 3 avril, les 30,5 millions d'actions à droit de vote multiple détenues par Novacap confèrent à cette firme d'investissement québécoise une participation de 22 %, alors que les 17,7 millions d'actions à droit de vote multiple de la Caisse de dépôt donnent au plus important gestionnaire institutionnel du Québec une participation de 13 % dans Nuvei.

Le fondateur, chef de la direction et président du conseil d'administration de Nuvei, Philip Fayer, détient quant à lui toujours environ 28 millions d'actions à droit de vote multiple, l'équivalent de 20 % des actions en circulation de l'entreprise.

Le titre de Nuvei vaut aujourd'hui un peu moins d'une quarantaine de dollars à la Bourse de Toronto. À son plus haut niveau en 2021 durant la pandémie, l'action a atteint un sommet de 180 \$.

Après une belle poussée en début d'année, le titre a perdu environ 35 % de sa valeur depuis la publication de la performance financière de début d'exercice, le mois dernier. Les investisseurs semblent avoir notamment été déçus par les prévisions offertes par la direction pour les mois à venir.

En avril, Nuvei s'était fait « attaquer » par le vendeur à découvert new-yorkais Spruce Point Capital pour la deuxième fois en 16 mois. Nuvei a aussi annoncé en avril que l'acteur Ryan Reynolds est devenu actionnaire et qu'il devenait conseiller marketing et créateur de capsules vidéo pour l'entreprise.

Nuvei a fait le saut en Bourse à l'automne 2020.

[Lien vers La Presse+](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

COMMUNIQUÉ - La Caisse de dépôt et placement du Québec abandonne la formation de la police israélienne, mais investit tout de même 12,5 milliards de dollars de l'argent des retraités québécois dans les crimes de guerre israéliens

Le 1er juin 2023, il a été rapporté qu'Allied Universal avait mis fin à sa complicité avec les crimes de guerre israéliens en raison d'une position ferme prise par la **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)**. En particulier, G4S cédait sa participation restante dans le consortium qui gère Policy, l'académie de police d'Israël. Les actions de Policy étaient vendues à la société israélienne G1, elle-même connue pour sa complicité dans les violations des droits de la personne.

« C'est une bonne nouvelle qu'Allied Universal se débarrasse de Policy, qui a été impliqué dans des crimes de guerre bien documentés et des violations des droits de la personne, perpétrés au cours de l'année par la police israélienne », a déclaré Bruce Katz, co-fondateur de Palestiniens et juifs unis (PAJU).

Interrogé lors de l'examen public financier de l'Assemblée législative du Québec par Haroun Bouazzi de Québec solidaire au sujet des investissements dans Allied Universal et de sa complicité dans la torture de prisonniers palestiniens, y compris des enfants, le PDG de la CDPQ, Émond, a répondu : « Ce n'est pas du tout le genre d'activité que nous endossons. . . »

Katz, coprésident de PAJU, a ajouté : « Cependant, bien que la vente par Allied Universal soit une bonne nouvelle, il y a encore plus de 90 entreprises dans le portefeuille de la CDPQ qui ont été documentées comme étant complices des crimes de guerre israéliens. La vraie question est donc de savoir pourquoi la CDPQ est à l'aise de continuer à investir 12,5 milliards de dollars dans ces autres entreprises complices des crimes de guerre israéliens. »

Ces entreprises comprennent une douzaine d'entreprises documentées par l'ONU, ainsi que des actions de 3,5 milliards de dollars dans WSP Global, qui fait l'objet d'une enquête par l'ONU. De plus, le projet «Investigate» de l'American Friends Service Committee (AFSC) a identifié plus de 80 autres entreprises d'une valeur de 6,5 milliards de dollars qui sont complices du soutien à l'occupation israélienne de la Palestine et qui sont détenues par la CDPQ.

« Au Canada, les parties complices de crimes de guerre sont passibles de poursuites pénales en vertu de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, y compris les sociétés », a déclaré Denis Kosseim, universitaire de Montréal. Kosseim a poursuivi: «On s'attendrait à ce que la CDPQ veuille exclure ces entreprises en raison du risque inacceptable associé aux violations systématiques du droit international par les entreprises, comme elle l'a fait avec Allied Universal et son influence signalée pour les amener à vendre Policy . . . »

Interrogé sur Allied Universal, le porte-parole de la CDPQ, Conrad Harrington, a indiqué que « [la CDPQ] prend très au

sérieux toute allégation relative aux droits de la personne et [la Caisse] est l'un des investisseurs les plus respectés au monde en ce qui concerne les critères ESG, que nous appliquons de manière rigoureuse et cohérente ».

La question est de savoir si la CDPQ suivra ses propres mots concernant les 12,5 milliards de dollars encore investis dans des entreprises complices des crimes de guerre israéliens.

La Caisse est chargée de la responsabilité fiduciaire du régime de retraite public du Québec, et devrait entreprendre une diligence raisonnable accrue pour s'assurer que ses investissements dans les zones touchées par les conflits sont conformes à la responsabilité du Canada en vertu du droit international et national.

[Lien vers le communiqué](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

OPINION - La finance privée peut-elle contribuer à améliorer le monde ?

Alain Guillemoles

C'est dans un lieu particulièrement symbolique, l'ancien siège de la Bourse, à Paris, que se tiendra, les 22 et 23 juin prochains, le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, voulu par Emmanuel Macron. Il vise à aider les pays en développement. « Nous voulons créer un choc de financement, pour qu'aucun pays ne se trouve obligé de choisir entre investir pour le climat et la nature, et lutter contre la pauvreté. Nous voulons une croissance verte et juste », déclare l'Élysée. Ce sommet réunira des chefs d'État, des représentants d'ONG, d'organisations internationales. Mais aussi des responsables de grands fonds d'investissement privés.

Ces derniers, pourtant, n'ont pas bonne réputation. Ils sont souvent décrits comme peu soucieux d'écologie et privilégiant la rentabilité à court terme. On se souvient de la phrase de François Hollande, lors de sa campagne électorale de 2012 : « Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance. » Emmanuel Macron, au contraire, croit en la possibilité d'entraîner les fonds privés dans une autre logique, pour qu'ils investissent dans les pays pauvres.

Les moyens financiers disponibles dans le privé sont, en effet, sans commune mesure avec ceux du public. Et compte tenu de l'ambition - on évoque le chiffre de 1 000 milliards de dollars par an nécessaires - cela ne peut être possible sans eux. Mais pour que cela fonctionne, il y a de multiples obstacles, qui feront l'objet d'un examen lors de ce sommet. Il faut d'abord un effort des pays en développement eux-mêmes, afin qu'ils sortent d'une logique d'aide, pour s'ouvrir à celle de l'investissement privé.

Car les investisseurs privés demandent de la transparence et de la cohérence. « Il y a du potentiel en Afrique pour des investissements rentables », estime un banquier suisse, gérant les fonds de familles fortunées. « Ce qui manque, c'est davantage un leadership politique. Si l'Afrique est capable de s'unir pour proposer un projet, elle sera plus attractive. Et alors, beaucoup de capitaux pourraient se diriger vers ce continent. »

Ce qui fait défaut également, c'est la sécurité. Les grands fonds d'investissement qui gèrent les retraites de millions d'épargnants hésitent à s'aventurer dans les pays pauvres. Ils craignent l'instabilité politique, la variation du cours des monnaies locales, la complexité des réglementations.

Et la hausse actuelle des taux d'intérêt dans les pays développés n'aide pas à surmonter ces réserves : « Actuellement, pourquoi aller prendre des risques pour investir en Afrique si vous avez des obligations du Trésor qui vous rapportent 3 % sans risque ? », s'interroge Bertrand Badré, ancien directeur général de la Banque mondiale.

Il y a cinq ans, ce dernier a créé un fonds d'investissement responsable. Il s'est fait un métier, depuis, de convaincre les acteurs du privé que cela peut être intéressant de miser sur les pays en développement. Et pour que cela fonctionne, il explique qu'il faut que les acteurs publics, comme la Banque mondiale ou l'Agence française de développement (AFD), accordent des garanties afin de mettre en place des partenariats public-privé (PPP).

Ces dispositifs existent déjà, mais à une trop petite échelle. « Il faut les simplifier, n'avoir qu'un seul guichet, avance-t-il. Que la **Caisse des dépôts du Québec**, par exemple, qui gère des centaines de milliards, sache où s'adresser si elle veut se protéger dans de bonnes conditions. Et aussi résoudre le problème du fléchage, car cette même caisse ne peut pas savoir qu'il y a une opportunité d'investir dans une PME d'Abidjan... » Pour cela, il faudra davantage de tiers de confiance, comme des banques locales ou des acteurs spécialisés.

Un autre obstacle, enfin, est l'absence de définition universelle en matière d'investissements climatiques. Chaque organisation ou pays a développé ses propres normes. « Le problème est que bien souvent, ces investissements dits "verts" ne vont pas au bon endroit », relève Patrick McCully, analyste de l'ONG Reclaim Finance. Il cite le cas de fonds japonais qui ont fini par permettre l'extension d'un aéroport en Égypte, ou bien de fonds italiens qui ont servi au développement d'un réseau de magasins de glaces et de chocolats en Asie... Rien d'illégal : dans ces quelques cas révélés par une enquête de l'agence Reuters, les investisseurs privés utilisent les lacunes de la

réglementation pour habiller de vert un projet déjà conçu. Tout le contraire de ce qui serait souhaitable...

« Il faudrait des règles plus strictes au niveau des institutions financières », indique Patrick McCully. Mais dans le même temps, il reconnaît, lui aussi, qu'il sera « difficile de faire face à l'ensemble des besoins de financement des pays défavorisés sans faire appel à l'argent du privé ».

[Lien vers La Croix](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

S&P Global Market
Intelligence (web)

PAGE: N/A

EQT eyes Alfa Financial; CVC, Gro Capital look to sell Omada

S&P Global Market Intelligence presents In Play Today, a periodic summary of potential private equity deal activity, including rumored transactions. This summary is based on information obtained on a best-efforts basis and may not be inclusive of all potential deal activity.

– EQT AB (publ) made several unsolicited, nonbinding proposals regarding a potential buyout offer for London-based auto and equipment finance software platform Alfa Financial Software Holdings PLC. The latest proposal was priced at 208 pence per ordinary share in cash and includes an option for shareholders to choose a partial unlisted share alternative offer. EQT has until July 7 to disclose a firm intention to make an offer, which can be extended with the consent of the panel on takeovers and mergers.

– Sekhmet Pharmaventures Private Ltd. and Nirma Ltd. are vying to acquire Glenmark Life Sciences Ltd. from Glenmark Pharmaceuticals Ltd., which owns a roughly 82.9% stake in the India-based life sciences business and looks to deleverage its balance sheet, The Economic Times reported, citing people aware of the matter. ChrysCapital is also reportedly considering an offer in partnership with GIC Private Ltd. and **Caisse de dépôt et placement du Québec**. Kotak Mahindra Capital Co. Ltd. is the transaction adviser.

- CVC Capital Partners Ltd. and Gro Capital A/S plan to sell Danish identity and access management software company Omada A/S. The private equity firms have tapped Evercore as an M&A adviser for the sale, according to a media report.
- Bain Capital LP is considering selling a 0.7% stake in India-based Axis Bank Ltd., valued at up to \$267 million, through a block deal, Reuters reported, citing sources. Bain owns a total 1.3% stake in Axis Bank, according to the report.
- BGH Capital is evaluating a deal to buy KKR & Co. Inc.-backed Pepper Money Ltd., The Australian reported, citing market sources. Paper Money has a market valuation of \$549.7 million, and KKR owns a 61% stake in the Australia-based nonbank lender.
- News Corp.-owned HarperCollins Publishers LLC and KKR made bids to acquire Simon & Schuster Inc. from Paramount Global, Reuters reported. Paramount expects to raise between \$2 billion and \$2.5 billion from the sale of the book publisher.
- Sixth Street Partners LLC is exploring a bid to acquire some of the assets of Bed Bath & Beyond Inc., The Wall Street Journal reported, citing a court hearing. The private equity firm looks to bid using more than \$500 million of its debt in the bankrupt retailer. Sixth Street is likely to target the company's baby gear chain, Buybuy Baby, or all of the assets of Bed Bath & Beyond, according to the report.

– GoDigital Media Group is in advanced discussions to acquire all assets of bankrupt youth media company Vice Media LLC, including its core news business and female-focused Refinery29, WSJ reported, citing people familiar with the deal talks.

[Lien vers S&P Global Market Intelligence](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

Commercial Property
Executive (web)

PAGE: N/A

Hines JV Continues to Attract Tenants at Minneapolis Project

Simona Tudose

Värde Partners will move its offices to the building in early 2025.

Alternative investment company Värde Partners has signed a 12-year lease for approximately 28,000 square feet of office space at North Loop Green, a mixed-use project under construction in downtown Minneapolis. The company will relocate its office from the AT&T Tower, with the move scheduled for March 2025. JLL negotiated on behalf of both parties.

Hines, together with partners AFL-CIO Building Investment Trust and Marquee Development, are the owners and developers of North Loop Green. The project, which is expected to be completed in the first quarter of 2024, is partially financed by Hines U.S. Direct Investments, a private placement program offering financial professionals development opportunities. The development team also includes ESG Architects as the project's designer.

In December 2022, Hines inked a 15-year lease with Piper Sandler & Co. for 133,000 square feet of office space at North

Loop Green. The investment banking firm will anchor the property.

READ ALSO: Hines' Trifecta for Carbon Emissions Reduction

Located at 350 N 5th Street, the project will be composed of a 14-story building, which will include 350,000 square feet of office space, with 28,000 square feet floorplates and 17,000 square feet of retail space, as well as another 36-story building, which will include 350 luxury apartment units, 100 hospitality units and 15,000 square feet of dining capabilities. Common-area amenities include a swimming pool, a sauna, a fitness center, an outdoor lounge, a terrace with locker rooms and a sky lounge, all located on the office building's rooftop. Additionally, the mixed-use project will also include The Green, a 1-acre green space that will host year-round artistic, community-based and cultural events and offer direct access to Cedar Lake Trail.

JLL Senior Associates Laura Farrell and Teig Hutchison and Managing Director Brent Robertson represented the future tenant. The landlord was represented by both Hines and JLL.

Hines makes progress on office pipeline

Hines continues to move forward with several office projects across the country. In April, the company, together with **Ivanhoé Cambridge** and McCaffrey, topped out a 235,000-square-foot mass timber office development in Denver. T3 RiNo is planned as a fully recyclable, renewable and non-toxic building. The project is expected to be one of the most

sustainable and environmentally friendly projects in that city. The building is part of Hines' T3 line of office properties, which focus on incorporating the use of timber, new tech innovations and transit efficiency. In May 2022, Hines broke ground on another T3 project, T3 Eastside, a mass timber mixed-use project in Austin.

[Lien vers Commercial Property Executive](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

Commercial Property
Executive (web)

PAGE: N/A

KPG Funds Secures \$50M for Manhattan Office Building

Gabriel Frank

Sabal Investment Holdings and GDS Brightstar provided the financing.

KPG Funds has closed on a three-year, \$50 million construction loan for the renovation and repositioning of 40 Crosby, a 70,000-square-foot office building located at 480 Broadway St. in Manhattan's SoHo neighborhood.

KPG Funds intends to rebrand the property as The Crosby and reposition it as a boutique luxury office building. Sabal Investment Holdings and GDS Brightstar, the lending-focused arm of GDSNY, provided the financing. Newmark brokered the transaction on behalf of the borrower.

The Crosby, up close

Also known as 480 Broadway, 40 Crosby initially came online in 1873 as a mixed-use building featuring mainly retail spaces. KPG purchased the asset in January 2022 for \$17.1 million, in a joint venture with LaSalle Global Partner Solutions from Vornado Realty Trust. That sale was subject to a \$15.7 million loan, originated by Pacific Premier Bank, according to CommercialEdge information.

After repositioning completion, The Crosby will include three floors of luxury office space totaling 34,229 square feet, in addition to retail areas on the building's ground and lower levels that total 18,000 square feet, expandable up to 23,000 square feet. Newmark will oversee leasing at the building's office space, while RIPCOCO Real Estate will do the same for the retail element.

A dedicated entrance on Crosby Street and the revival of the building's historic cast-iron façade will be some of the planned exterior upgrades. The building's office component will have floorplates averaging 11,400 square feet, that will feature open workstations and private conference rooms. The three office floors, each including new internet, security and building management systems as well as new HVAC installations, will be connected through high-speed elevators.

With dual access to both Crosby Street and Broadway, The Crosby will have direct access to many of SoHo's boutique retail and dining space and is less than a quarter mile from local and express Subway lines. Midtown is 3 miles north, while the financial district is 1.2 miles away.

Newmark Executive Managing Director Nick Scribani, together with Co-Presidents of Debt & Structured Finance Dustin Stolly and Jordan Roeschlaub, represented KPG.

Office renovations, in high demand

Office space repositioning in the Big Apple has been the motivation of many lease renewals, particularly as the city struggles with a lagging development pipeline and slowed transaction volumes.

In one of the largest lease extensions of the first quarter, Fox Corp. and News Corp. signed two long-term renewals totaling nearly 1.2 million square feet at **Ivanhoé Cambridge**'s 1211 Avenue of the Americas in Midtown Manhattan. The owner intends to debut a capital improvement plan at the 1.9 million-square-foot property in late 2023.

A recent lease involving renovated space was ESPRIT's commitment to 38,000 square feet at 10 Hudson Square. The property had undergone various upgrades that were designed by Gertler & Wentz.

[Lien vers Commercial Property Executive](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

FiscalissImmo renouvelle son bureau

L'association des fiscalistes de l'immobilier, FiscalissImmo, vient de renouveler son bureau qui comprend désormais Christophe Remillieux, directeur fiscal groupe de Klépierre et président de l'association, Virginie Deshogues, directrice fiscale Europe d'**Ivanhoé Cambridge** et vice-présidente de l'association, Sandrine Berbel, directrice fiscale groupe adjointe d'UnibailRodamco-Westfield et secrétaire générale de l'association et David Soly, directeur comptable et fiscal de Gecina et trésorier de l'association.

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Louis-Philippe Mathieu nommé vice-président, stratégie numérique et technologie de Cossette

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Louis-Philippe Mathieu supervise les équipes de stratégie numérique, de technologie marketing et de développement web, grâce à la mise en place d'une approche optimisée et innovatrice regroupant ces trois disciplines.

Cumulant plus de 13 ans d'expérience et détenant une connaissance approfondie de l'industrie touristique, il a accompagné des clients tels que Tourisme Montréal, Banque Nationale et Grupo Bimbo dans le développement de leur stratégie numérique.

"Louis-Philippe se démarque par sa réflexion stratégique, sa maîtrise des différentes expertises numériques, mais surtout par sa force d'innovation et son adaptabilité face à un secteur en constante évolution. C'est un véritable agent de changement et nous sommes convaincu(e)s que sa vision va nous permettre d'enrichir notre proposition de valeur », déclare Jean-Hugo Filion, vice-président principal, affaires, chez Cossette.

"Cossette, c'est 50 ans de créativité et d'innovation. C'est une véritable institution de la communication québécoise et on veut rendre justice à cette réputation en numérique. Notre objectif est de créer des expériences humaines où la technologie

semble invisible, tout en y intégrant une approche mêlant créativité et science des données, ce qui est assez audacieux dans ce domaine. Cette nouvelle orientation va nous permettre de proposer des solutions à la fois pertinentes et adaptées aux exigences du marché », explique Louis-Philippe Mathieu, vice-président, stratégie numérique et technologie, chez Cossette.

Diplômé de l'Université Laval en administration des affaires et marketing et titulaire de deux maîtrises en gestion (M. Sc.) – commerce électronique et intelligence des affaires – de HEC Montréal, Louis-Philippe s'est spécialisé dans le domaine numérique.

Il a développé son expertise en stratégie numérique en intervenant sur des projets complexes qui combinent expérience de marque, gestion des données et performance. Les connaissances et l'expérience de Louis-Philippe sont vastes en matière de stratégie numérique et couvrent une variété de pratiques disciplinaires (affaires numériques, analyse des profils de clientèles, marketing relationnel, science des données, analytique et performance, etc.), lui procurant une excellente vision d'ensemble. Au cours de sa carrière, Louis-Philippe a fourni des conseils en stratégie web pour divers clients, tels que Cascades, Metro, **Ivanhoé Cambridge**, la SAQ et Vidéotron.

[Lien vers Isarta Infos](#)

[retour à la table des matières](#)

COMMUNIQUÉ - Primaris REIT Announces Landmark Transaction of Trophy Shopping Centre Demonstrating its Ability to Execute on Growth Strategy

TORONTO--(BUSINESS WIRE)--Primaris Real Estate Investment Trust (“Primaris” or the “Trust”) (TSX: PMZ.UN) announced today that it has agreed to acquire Conestoga Mall in Waterloo, Ontario from **Ivanhoé Cambridge**, for aggregate consideration of \$270.0 million, to be satisfied by a combination of cash and equity. This high quality asset acquisition is consistent with Primaris’ previously expressed growth strategy, to own and acquire market leading shopping malls.

“This landmark transaction is the culmination of months of collaboration with Ivanhoé Cambridge, and further validates and demonstrates support for Primaris’ platform, strategy and value proposition,” said Alex Avery, Chief Executive Officer. “Since the inception of Primaris REIT, we have been very clear about the significant opportunity to acquire additional market leading Canadian shopping centres. Primaris is uniquely positioned as a potential buyer, with institutional scale as the third largest owner-operator of enclosed shopping centres in Canada with proforma assets of approximately \$3.5 billion, a very well capitalized balance sheet, a differentiated financial model and a mandate for growth.”

“Conestoga was identified early in the process of evaluating potential acquisition targets for a number of notable characteristics, including its leading market position, strong sales performance, mass rapid transit connection and its attractive location within a growing market,” said Patrick Sullivan, President and Chief Operating Officer. “Our team is very excited to add Conestoga Mall to our property portfolio, with significant income growth potential consistent with the growth we see ahead for our existing assets. With new and exciting retailers unique in the market including Apple, Lululemon and Nespresso, Conestoga Mall is amongst the top 15 most productive malls in Canada and will be highly accretive to Primaris’ overall portfolio quality.”

Rags Davloor, Chief Financial Officer added, “Our differentiated financial model, including very low leverage, a low payout ratio and significant retained free cash flow is a major strategic advantage for Primaris. We are very pleased to be able to execute a transaction of this quality while preserving our industry leading financial metrics within target ranges.”

Annie Houle, Head of Canada at Ivanhoé Cambridge commented, “We are very pleased to have executed this transaction with Primaris REIT, given their commitment to continue to unlock the full potential of this established shopping mall in the Kitchener-Waterloo area. Primaris REIT’s defined business strategy, experienced management platform and prudent capital management supports this new investment.”

Transaction Highlights

- Aggregate consideration of \$270.0 million, comprised of:
 - - \$165.0 million of cash;
 - - \$25.0 million of series A units of the Trust (“REIT Units”) at an issue price of the lower of \$21.49 per REIT Unit, or the NAV** per REIT Unit disclosed in the Trust’s most recently published Management’s Discussion and Analysis (“MD&A”) at the time of closing (such lower price, the “Issue Price”); and
 - - \$80.0 million of 6.0% Exchangeable Preferred Units (the “Preferred Units”) in a newly formed subsidiary limited partnership, which Preferred Units shall be exchangeable into REIT Units in certain circumstances at an exchange price equal to the Issue Price per REIT Unit, subject to customary adjustments. The Preferred Units shall rank senior to any outstanding classes of units of the limited partnership with respect to distributions and rights upon liquidation, wind-up and dissolution;
- Conestoga Mall is unencumbered; and
- Expected closing in July 2023, subject to the satisfaction of customary closing conditions, including the approvals of the Toronto Stock Exchange and under the Competition Act (Canada).

Conestoga Mall Property Highlights

- Leading regional enclosed shopping centre in the high growth market of Kitchener-Waterloo, Ontario;

- Immediately adjacent to Conestoga station, on the 19-station ION light rail mass rapid transit system;
- 585,000 square foot mall (excluding Zehrs) located on 49.8 acres of land, for an approximate 31.0% site coverage;
- \$982 same store sales productivity and annual all store sales volume of \$180.8 million;
- 94.4% in-place occupancy;
- \$46.0 million redevelopment completed in 2018;
- Large format tenants include HBC, Galaxy Cinema, Sport Chek, Indigo and H&M, and shadow-anchored by Zehrs with direct access to the mall; and
- Unique commercial retail unit (CRU) tenants to the region include Apple, Lululemon, Nespresso, with other notable CRU tenants including Aritzia, Sephora, Aerie, Old Navy and RW & Co.

Significant NOI** Growth Potential

Similar to the Trust's existing owned portfolio, Conestoga Mall offers significant NOI** growth potential over the next few years, as operating and financial performance normalizes, and as Primaris' full-service management platform integrates and operates the property. Opportunities to increase operating income at Conestoga Mall include:

- Lease up of approximately 58,000 square feet of vacant or temporary tenanted space to strong tenants at market rents;
- the conversion of tenants on preferred rent deals to standard market leases; and
- Primaris intends to leverage its scalable management platform to deploy its cost management strategy.

Mass Rapid Transit Connectivity In High Growth Market

Conestoga station is the final station of the 19-station ION light rail mass rapid transit system that commenced operations in late 2019. ION ridership has grown to 1.4 million riders per month. The existing route connects Conestoga station to both the University of Waterloo and Wilfrid Laurier University, with Phase 2 of the ION system expected to add eight further stations, fully connecting Cambridge to the existing Kitchener-Waterloo light rail network.

Conestoga Mall is the market leading enclosed shopping centre in the region, with a high average total trade area household income of \$112,400. It is located in a growing region with a population of 515,700 and is an approximate one-hour drive to Toronto Pearson Airport. Sometimes referred to as Silicon Valley North, or the Technology Triangle, the region is home to many technology companies, incubators, and universities, including the Perimeter Institute for Theoretical Physics, Wilfrid Laurier University and the University of Waterloo.

As the Kitchener-Waterloo region continues to grow, and ION ridership continues to grow, Primaris expects to benefit from being immediately adjacent to the Conestoga station.

Please see the presentation titled “Conestoga Mall” on Primaris’ investor relations website for additional details.

Proforma Primaris Portfolio

The consideration payable by Primaris allows Primaris to maintain its best-in-class capital structure and financial leverage metrics within the Trust’s previously disclosed target range. Upon closing, Conestoga Mall will become the Trust’s highest sales productivity property, and second highest all store sales volume property, after Orchard Park Mall in Kelowna, British Columbia. Primaris anticipates the below proforma metrics:

- Based on the 3.0% to 5.0% Same Property Cash NOI** growth guidance provided in the Q1 2023 MD&A, and assuming a July 2023 closing, Cash NOI** for the 2023 fiscal year is anticipated to be in the range of \$220 million to \$224 million (Cash NOI** for the year ended December 31, 2022 was \$206.1 million); and
- Average Net Debt** to Adjusted EBITDA** is anticipated to remain within target range of 4.0x to 6.0x.

1 For the rolling twelve-month period ended February 28, 2023 for Primaris REIT and for the year ended December 31, 2022 for Conestoga Mall. Supplementary financial measure, see "Use of Operating Metrics" below.

Advisors

CBRE Limited acted as real estate advisors and TD Securities acted as financial advisors to Ivanhoé Cambridge.

Real Asset Strategies Inc. is acting as investor relations advisor to Primaris REIT.

About Primaris Real Estate Investment Trust

Primaris is Canada's only enclosed shopping centre focused REIT, with ownership interests primarily in the leading enclosed shopping centres in growing markets. The current portfolio totals 10.9 million square feet valued at approximately \$3.1 billion at Primaris' share. Economies of scale are achieved through its fully internal, vertically integrated, full-service national management platform. Primaris is very well-capitalized and is exceptionally well positioned to take advantage of market opportunities at an extraordinary moment in the evolution of the Canadian retail property landscape.

About Ivanhoé Cambridge

Ivanhoé Cambridge develops and invests in high-quality real estate properties, projects and companies that are shaping the urban fabric in dynamic cities around the world. It does so

responsibly, with a view to generate long-term performance. Ivanhoé Cambridge is committed to creating living spaces that foster the well-being of people and communities, while reducing its environmental footprint. Ivanhoé Cambridge holds interests in 1,500 buildings, primarily in the industrial and logistics, office, residential and retail sectors. Ivanhoé Cambridge held C\$77 billion in real estate assets as of December 31, 2022 and is a real estate subsidiary of CDPQ, a global investment group.

Forward-Looking Statements and Future Oriented Financial Information

Certain statements included in this news release constitute “forward-looking information” or “forward-looking statements” within the meaning of applicable securities laws. The words “will”, “expects”, “plans”, “estimates”, “intends” and similar expressions are often intended to identify forward-looking statements, although not all forward-looking statements contain these identifying words. Specific forward-looking statements made or implied in this news release include but are not limited to statements regarding: Primaris’ future results, performance, prospects and opportunities, including with respect to the closing, costs and benefits of the proposed transaction, the timing and completion of the proposed transaction, the strategy, plans and the intentions of management with respect to Conestoga Mall, and management’s expectations regarding the Trust’s leverage and portfolio quality. Forward-looking statements are provided for the purpose of presenting information about management’s current expectations and plans relating to the future and readers are cautioned that such statements may not be appropriate for other purposes. These

statements are not guarantees of future performance and are based on estimates and assumptions that are inherently subject to risks and uncertainties. Primaris cautions that although it is believed that the assumptions are reasonable in the circumstances, actual results, performance or achievements of Primaris may differ materially from the expectations set out in the forward-looking statements. Material risk factors and assumptions include those set out in the MD&A which is available on SEDAR, and in Primaris' other materials filed with the Canadian securities regulatory authorities from time to time. Given these risks, undue reliance should not be placed on these forward-looking statements, which apply only as of their dates. Other than as specifically required by law, Primaris undertakes no obligation to update any forward-looking statements to reflect new information, subsequent or otherwise.

Readers are cautioned that there is a significant risk that actual results will vary from the financial outlook statements provided in this press release and that such variations may be material. Certain forward-looking information included in this news release may also be considered "future-oriented financial information" or "financial outlook" for purposes of applicable securities laws (collectively, "FOFI"). FOFI about the Trust's prospective results of operations including, without limitation, the proforma metrics presented, is subject to the same assumptions, risk factors, limitations and qualifications set out in the MD&A which is available on SEDAR, and in Primaris' other materials filed with the Canadian securities regulatory authorities from time to time. The Trust and management believe that such FOFI have been prepared on a reasonable

basis, reflecting management's best estimates and judgments. However, because this information is subjective and subject to numerous risks, it should not be relied on as necessarily indicative of future results. FOFI contained in this news release was made as of the date of this news release and was provided for the purpose of providing further information about the Trust's prospective results of operations. Readers are cautioned that the FOFI contained herein should not be used for purposes other than for which it is disclosed herein.

Readers are also urged to examine the Trust's materials filed with the Canadian securities regulatory authorities from time to time as they may contain discussions on risks and uncertainties which could cause the actual results and performance of Primaris to differ materially from the forward-looking statements contained in this news release. All forward-looking statements in this news release are qualified by these cautionary statements. These forward-looking statements are made as the date of this news release and Primaris, except as required by applicable securities laws, assumes no obligation to update or revise them to reflect new information or the occurrence of future events or circumstances.

Non-GAAP Measures

The Trust's financial statements are prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS"). However, Primaris also uses a number of measures which do not have a standardized meaning prescribed under generally accepted accounting principles ("GAAP") in accordance with IFRS. These non-GAAP measures, which are denoted in this

press release by the suffix “**” include non-GAAP financial measures and non-GAAP ratios, each as defined in National Instrument 52-112, Non-GAAP and Other Financial Measures Disclosure (“NI 52-112”). None of these non-GAAP measures should be construed as an alternative to financial measures calculated in accordance with GAAP. Furthermore, these non-GAAP measures may not be comparable to similar measures presented by other real estate entities and should not be construed as an alternative to financial measures determined in accordance with IFRS. Additional information regarding these non-GAAP measures, including definitions and reconciliations to the most directly comparable GAAP figure, where applicable, can be found in the Q1 2023 MD&A which is available on the Trust’s profile on SEDAR at www.sedar.com. See Section 12, “Non-GAAP Measures” of the Q1 2023 MD&A for the descriptions of each non-GAAP measure used in this press release and to find a quantitative reconciliation to the most directly comparable GAAP, applicable; Section 12, “Non-GAAP Measures” and the related quantitative reconciliations are incorporated by reference herein.

Use of Operating Metrics

Primaris uses certain operating metrics to monitor and measure the operational performance of its portfolio. Operating metrics in this news release include in-place occupancy, same store sales productivity and all store sales volume. Certain of these operating metrics, including same store sales productivity and all store sales volume, may constitute supplementary financial measures as defined in NI 52-112. These supplementary measures are not derived from directly comparable measures

contained in the Trust's financial statements but may be used by management and disclosed on a periodic basis to depict the historical or future expected financial performance, financial position or cash flow of the Trust. For an explanation of the composition of all store sales volume and same store sales productivity, see "Section 8, "Operational Performance" – "Tenant Sales" in the Q1 2023 MD&A, which section is incorporated by reference herein.

TSX: PMZ.UN

www.primarisreit.com

www.sedar.com

Contacts

Alex Avery

Chief Executive Officer

416-642-7837

aavery@primarisreit.com

Rags Davloor

Chief Financial Officer

416-645-3716

rdavloor@primarisreit.com

Timothy Pire

Chair of the Board

chair@primarisreit.com

[Lien vers le communiqué](#)

[**retour à la table des matières**](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

COMMUNIQUÉ - Nomination de Martin Raymond au poste de président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ

MONTREAL, le 19 juin 2023 /CNW/ - Janie C. Béïque, présidente et cheffe de la direction du Fonds de solidarité FTQ et Jean-Claude Scraire, président du conseil d'administration du Fonds immobilier de solidarité FTQ sont heureux d'annoncer aujourd'hui la nomination de Martin Raymond au poste de président-directeur général de la filiale immobilière du Fonds. M. Raymond succède ainsi à Normand Bélanger qui a dirigé le Fonds immobilier de solidarité FTQ à titre de PDG, au cours des 14 dernières années.

Depuis 2020, Martin Raymond était vice-président principal aux investissements immobiliers du Fonds immobilier de solidarité FTQ. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. Raymond pourra compter sur l'expertise de 100 professionnels pour réaliser la mission de l'entreprise et son rôle de catalyseur dans l'industrie.

« C'est une grande fierté pour nous de bénéficier de l'expertise d'un gestionnaire interne pour une nomination à un poste. La grande expertise de M. Raymond, jumelée à son professionnalisme et à son engagement envers le Fonds et sa connaissance approfondie des enjeux du secteur immobilier, lui permettra d'assurer un effet de continuité tout en adaptant notre approche en fonction du contexte économique et des

enjeux du Québec, comme la pénurie de logements auxquels nous faisons face présentement, en plus de l'importance de diminuer notre empreinte carbone. L'immobilier constitue un secteur important pour notre organisation. Nous voulons contribuer à bâtir des immeubles plus écologiques et plus durables et des milieux de vie et de travail répondant aux nouveaux besoins de notre société. Au nom de toute l'équipe du Fonds de solidarité FTQ, je salue l'arrivée de M. Raymond dans ses nouvelles fonctions et je suis convaincue qu'il saura contribuer à l'atteinte des cibles ambitieuses liées à notre vision 2026. »

Janie C. Béïque, présidente et cheffe de la direction du Fonds de solidarité FTQ

« Le conseil d'administration est enthousiaste de poursuivre le travail avec M. Raymond. Sa vaste expérience en immobilier et au sein du Fonds immobilier de solidarité FTQ ainsi que sa connaissance fine du marché font de lui la personne tout indiquée pour ce poste clef. Expert aguerri en investissement immobilier et grand leader, il a tout en main pour relever les défis et poursuivre l'évolution du Fonds immobilier dont le rôle est plus que jamais essentiel au Québec. »

Jean-Claude Scraire, président du conseil d'administration du Fonds immobilier de solidarité FTQ

« C'est un véritable honneur pour moi d'accéder à ce poste. Fort du savoir-faire de nos quelque 50 partenaires-promoteurs avec qui nous faisons équipe dans nos projets et de notre engagement à intégrer les facteurs ESG dans nos façons de faire, je suis confiant de poursuivre avec succès la réalisation de nos objectifs axés sur la performance et sur notre impact

socialement responsable et durable. Je suis d'autant plus fier de pouvoir compter sur l'expertise multidisciplinaire de nos équipes tant en investissement, en développement, en gestion d'actifs et en gestion immobilière, que financière, juridique et marketing. Nous jouons un rôle catalyseur dans l'industrie et nous continuerons à innover en proposant des solutions adaptées aux besoins de notre société et de nos partenaires pour que nos investissements dans des projets tant résidentiels incluant des logements sociaux, communautaires ou abordables, qu'industriel, de bureaux et mixtes partout au Québec, bénéficient à l'ensemble de l'économie du Québec. »
Martin Raymond, président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ.

Cumulant plus de 25 ans d'expérience en immobilier, M. Raymond a œuvré en investissement, en développement stratégique, en évaluation et en gestion d'actifs pour des projets immobiliers situés tant au Québec, au Canada, qu'en Europe et dans les pays émergents. Il a occupé des postes clés de vice-président acquisitions et gestion d'actifs immobiliers et de gestionnaire principal dans diverses sociétés telles que Kevlar, Cushman & Wakefield et **Ivanhoé Cambridge**.

M. Raymond participe régulièrement à des tribunes publiques et à des comités consultatifs. Il a siégé au conseil d'administration de l'IDU de 2017 à 2023. Il détient le titre d'évaluateur agréé reconnu par l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (E.A.) et par l'Institut canadien des évaluateurs (AACI). Il est diplômé de l'ESG-UQAM et détient un M.B.A. pour cadres en immobilier. Il détient le titre d'évaluateur agréé

reconnu par l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (E.A.) et par l'Institut canadien des évaluateurs (AACI). Il est diplômé de l'ESG-UQAM et détient un M.B.A. pour cadres en immobilier.

À propos du Fonds de solidarité FTQ

Le Fonds de solidarité FTQ est une fierté québécoise qui réalise sa mission grâce à un modèle d'affaires unique créé il y a 40 ans. Depuis, le Fonds rallie et met le Québec en action grâce à l'épargne retraite de 753 125 actionnaires.

Avec un actif net de 17,8 milliards, le Fonds appuie plus de 3 600 entreprises par des investissements en capital de risque et de développement qui misent sur la conviction que l'impact est créé autant par le rendement financier que les rendements sociétaux. Pour en savoir plus, visitez fondsftq.com ou LinkedIn.

À propos du Fonds immobilier de solidarité FTQ

Depuis plus de 30 ans, le Fonds immobilier de solidarité FTQ contribue au développement économique du Québec en participant financièrement et stratégiquement à la réalisation de projets immobiliers rentables, créateurs d'emplois et socialement responsables en partenariat avec des leaders du secteur. Il appuie le démarrage de projets immobiliers de toutes tailles et dans toutes les régions du Québec, tant dans les secteurs résidentiels, de bureaux, commercial, institutionnel, qu'industriel. Au 31 décembre 2022, il comptait 43 projets en développement ou en construction d'une valeur de 4,8 milliards

de dollars dont les projets de construction créeront à terme 27 150 emplois; 65 immeubles en gestion d'actifs; 3,7 millions de pi² de terrain à développer et il cumulait des investissements de 291 millions de dollars pour des projets à vocation sociale ou communautaire. Le Fonds immobilier est membre de Bâtiment durable Québec.

SOURCE Fonds de solidarité FTQ

[Lien vers le communiqué](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

UTILE - Unité de travail pour
l'implantation de logement
étudiant

PAGE: N/A

COMMUNIQUÉ - AVIS AUX MÉDIAS - Annonce du financement et pelletée de terre d'un projet de logement étudiant abordable de l'UTILE à Trois-Rivières

TROIS-RIVIÈRES, QC, le 19 juin 2023 /CNW/ - L'Unité de travail pour l'implantation de logement (UTILE) invite les représentants des médias à une conférence de presse au cours de laquelle seront annoncés les détails et le financement du tout premier projet de logement étudiant abordable de l'UTILE à Trois-Rivières. La conférence de presse sera suivie d'une période de questions, d'une pelletée de terre et d'une prise de photo.

Prendront parole :

- M. Laurent Levesque, directeur général et cofondateur de l'UTILE ;

- Mme France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation ;

- M. Jean Boulet, député de Trois-Rivières, ministre du Travail, ministre responsable de la Mauricie ;

- M. Daniel Cournoyer, maire suppléant de Trois-Rivières ;

- Martin Raymond, vice-président principal aux investissements du Fonds immobilier de solidarité FTQ ;
- Élise Proulx, cheffe développement économique, Québec chez **Ivanhoé Cambridge**.

Seront aussi disponibles pour entrevues :

- M. Claude Foster, président-directeur général de la Société d'habitation du Québec (SHQ) ;
- L'Association générale des étudiants de l'UQTR (AGE UQTR) ;
- Mme Nancy Lemay, vice-rectrice à l'administration et aux finances de l'UQTR ;
- La Fondation Lucie et André Chagnon, le Fondation, la Fondation Mirella et Lino Saputo ainsi que la Fondation J. Armand Bombardier.

DATE :

Mercredi 21 juin 2023

HEURE :

9h

ENDROIT :

2000 Bd des Récollets, Trois-Rivières, sous un chapiteau situé entre le Centre Desjardins Entreprises et le site du chantier (voir épingle : <https://goo.gl/maps/yspe5Sqnx8RQiCD48>)

SOURCE UTILE - Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant

[Lien vers le communiqué](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Sommaire

07:53:00

QUÉBEC - CHRONIQUE - ON PARLE DU PLUS GRAND ÉVÉNEMENT TOURISTIQUE AU CANADA, SOIT LE GRAND PRIX DU CANADA À MONTRÉAL. C'EST TRÈS PAYANT POUR LES COMMERÇANTS ET LES GOUVERNEMENTS. TOUS LES MÉDIAS DISAIENT SOUHAITER LA MORT DE L'ÉVÉNEMENT EN 2030. ON PRÉTEND QUE MONTRÉAL EST UNE VILLE DE PERDITION. LA F1, PAR SES ÉCURIES, FONT BEAUCOUP DE TEST DANS LE BUT DE PRODUIRE DES VOITURES ÉCOLOGIQUES AU MAXIMUM, DONT ESSENCE SYNTHÉTIQUE. SI MONTRÉAL N'EN VEUT PLUS COMME POUR LES EXPOS, ÇA VA ALLER AILLEURS. IL FAUT ÊTRE MALADE POUR S'Y OPPOSER, DIT COUTURE. / ON PARLE DE LA SITUATION DU MARCHÉ IMMOBILIER. LE GOUVERNEMENT A CRÉER L'INFLATION. / LE GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR LES HYPOTHÈQUES QUI S'ÉTIRENT, CRÉER DE LINIQUITÉ GÉNÉRATIONNELLE. IL Y A DANGER CONTRE LES NOUVEAUX ACHETEURS, CAR LES SALAIRES N'HAUSSENT PAS. / RONA FUT REVENDU À PERTE, PAR LOWE. LA **CAISSE DE DÉPÔT** NE VOULAIT PAS DE CETTE VENTE D'UN PRÉSUMÉ FLEURON. LE NOUVEAU PROPRIÉTAIRE DEVRA FAIRE LE MÉNAGE AVEC SES RONA ET RÉNO DÉPÔT.

Intervenant(s): PIERRE COUTURE

Émission RADIO : MAURAI LIVE (EN VACANCES)

Station: CHOI (RADIO X), QUÉBEC

Animateur: DAN GRAVEL

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste: DOUM DUMAS

Durée: 00:15:30

Date: 2023-06-19

Code nouvelle: 1-CHOI1-14231953

06:39:00

MONTREAL - INTERVIEW: SHOULD THERE BE MORE ACCESS TO THE WATER ALONG THE LACHINE CANAL? THE CANADA LANDS COMPANY, WHICH OWNS SOME OF THE WELLINGTON BASSIN SECTOR BETWEEN MILLS STREET, BRIDGE STREET, THE PEEL BASSIN SECTOR AND THE NEW **R.E.M.** LINE TOLD DAYBREAK THAT ACCESS TO THE WATER IS ONE PART OF THE DEVELOPMENT PLAN. WHAT WOULD IT TAKE TO MAKE THE LACHINE CANAL CLEAN AND ACCESSIBLE?

Intervenant(s): SARAH DORNER, PROFESSOR AT POLYTECHNIQUE IN THE DEPARTMENT OF CIVIL, GEOLOGICAL AND MINING ENGINEERING, LIVE Émission RADIO : DAYBREAK

Station: CBC RADIO ONE, PAN-QUÉBEC

Animateur: SEAN HENRY

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:08:20

Date: 2023-06-19

Code nouvelle: 2-CBC-Q1-3-14231491

11:40:00

MONTRÉAL - ENTREVUE: LES "FLIPS" IMMOBILIERS ET DE SPÉCULATION IMMOBILIÈRE EST DÉNONCÉE À LA CHAMBRE PAR CERTAINS PARTIS. LA MINISTRE DE L'HABITATION FRANCE-ÉLAINE DURANCEAU A FAIT DES DÉCLARATIONS "PLUTÔT MALADROITES" AU COURS DES DERNIERS JOURS, DIT DUBÉ. PDG DE L'INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL, DANIEL DUFORT EXPLIQUE QUE LES "FLIPS" IMMOBILIERS CONSISTE SIMPLEMENT À PROFITER UN PEU DU MARCHÉ ET DE CE QUI PEUT S'OFFRIR AUX INVESTISSEURS. S'IL S'EN FAIT MOINS, DIT M. DUFORT, C'EST SURTOUT PARCE QUE LE RATTRAPAGE DU PRIX DES MAISONS ET LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT FONT EN SORTE QU'ILS SONT MOINS ATTRAYANTS. L'ÉCONOMISTE INSISTE POUR DIRE QUE LES "FLIPS" SONT LÉGITIMES CAR "IL Y A PEU DE FAÇONS POUR UN PROPRIÉTAIRE AU QUÉBEC DE RENTRER DANS SON ARGENT QUAND IL FAIT DES RÉNOVATIONS." AVEC LE CONTRÔLE DES LOYERS ET LES NORMES DE LA RÉGIE, IL FAUT 26 ANS AVEC UN INVESTISSEMENT DE RÉNOVATION DE 5 000 \$. CELA EXPLIQUE AUSSI POURQUOI 107 000 MÉNAGES LOCATAIRES VIVENT DANS LES LOGEMENTS VÉTUSTES. QUÉBEC SOLIDAIRE VEUT UN PROJET DE LOI CONTRE LES "FLIPS", MAIS IL SERA MOINS EFFICACE QUE LA

HAUSSE DES TAUX DIRECTEURS! DIT M. DUFORT. TOUT SE VEND BEAUCOUP MOINS VITE EN IMMOBILIER DEPUIS QUELQUES MOIS. IL FAUT AVOIR LES REINS BEAUCOUP PLUS SOLIDES POUR PRENDRE ENCORE UN TEL RISQUE. LA FAMEUSE "ABORDABILITÉ" DES LOGEMENTS EST D'AUTANT PLUS DIFFICILE À ATTEINDRE QUE LES MISES EN CHANTIER SONT EN BAISSSE. SELON LA SCHL, À MONTRÉAL D'ICI 2030, IL FAUDRAIT 620 000 NOUVELLES UNITÉS POUR MAINTENIR L'ABORDABILITÉ. OR ON EN EST À 16 000 PAR AN. LA MAIRESSE PLANTE VEUT MOINS DE DENSIFICATION, "MAIS C'EST LE CONTRAIRE DE CE QUE (SIC) MONTRÉAL A BESOIN", DIT M. DUFORT. IL DONNE COMME EXEMPLE UNE TOUR D'HABITATION DE L'ÎLE-DES-SOEURS SITUÉE JUSTE À CÔTÉ DU **RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN (REM)** QUI A ÉTÉ AMPUTÉE DE 11 ÉTAGES PAR LA VILLE. "JE NE VOIS PAS TROP CE QUE ÇA NOUS LAISSE COMME ENDROITS POUR BÂTIR DES UNITÉS", DIT M. DUFORT.

Intervenant(s): DANIEL DUFORT, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Émission RADIO : ALEXANDRE DUBÉ

Station: QUB RADIO, MONTRÉAL

Animateur: ALEXANDRE DUBÉ

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:11:30

Date: 2023-06-19

Code nouvelle: 2-QUB14-14233067

18:31:00

MONTRÉAL - LE C.A.: JACQUES LÉTOURNEAU ET CHRISTIANE BERGEVIN PARLENT DU RAPPORT DU MINISTÈRE DU TRANSPORT QUI ESTIME QU'IL FAUDRA 10 ANS POUR RATTRAPER LA BAISSÉ D'ACHALANDAGE DANS LE TRANSPORT EN COMMUN DEPUIS LA PANDÉMIE. BERGEVIN DIT QU'IL FAUT DÉVELOPPER UNE OFFRE OPTIMISÉE QUI EST COMPATIBLE AVEC LES BESOINS DES GENS. PAR AILLEURS, LES INVITÉS CROIENT QUE LE **REM** POURRAIT ATTIRER DE NOUVEAUX USAGERS DU TRANSPORT COLLECTIF SI SA FIABILITÉ EST AU RENDEZ-VOUS.

Intervenant(s): JACQUES LÉTOURNEAU, EX-PRÉSIDENT, CSN/ CHRISTIANE BERGEVIN, ADMINISTRATRICE DE SOCIÉTÉS ET CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE, ROLAND BERGER

Émission TELE : ZONE ÉCONOMIE

Station: RDI, MONTRÉAL

Animateur: ANDRÉE-ANNE ST-ARNAUD

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:09:50

Date: 2023-06-19

Code nouvelle: 1-RDI51-14233763

[retour à la table des matières](#)

***Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.***

Caisse de dépôt et placement du Québec

Revue de presse / Media Coverage Report 2023/06/21

*Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.*

Caisse de dépôt et placement du Québec - CORPO

CEFC, Canadian investor put \$200m into sustainable farming platform

The Australian Financial Review (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

CEFC, CDPQ announce Australian agricultural partnership

IREI (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

CEFC backs agriculture investment platform

Financial Standard (web) (aussi paru dans FS Sustainability (web)) - 2023/06/21 - PAGE: N/A

Govt 'green bank' teams up with Canadian fund to purchase NSW property in sustainable ag play

Beef Central (web) - 2023/06/21 - PAGE: N/A

CDPQ, CEFC acquire minority stake in Gunn Agri Partners, create \$200m sustainable agriculture platform

The National Tribune (web) - 2023/06/21 - PAGE: N/A

La Caisse est-elle assez exigeante sur son rendement?

Avantages (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

ESG round-up: Say on Climate proposals drop by almost half in 2023

Responsible Investor (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Swedish company buys Quebec's Poka, 'Facebook for factories,' as interest in Canadian startups continues

The Globe and Mail (+ web) - 2023/06/21 - PAGE: B1, B4

Pour ses 40 ans, le Fonds FTQ se lance dans la bioénergie

ICI Radio-Canada (web) - 2023/06/21 - PAGE: N/A

La estrategia canadiense en el T-MEC

Energy21 (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Ivanhoé Cambridge - CORPO

Primaris REIT to acquire Ivanhoé's Conestoga Mall for \$270M

RENX (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Primaris REIT pays \$270m for mall in Waterloo, Ontario

IREI (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Conestoga Mall to pad Primaris REIT portfolio

REMI Network (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Round Hill closes on first European fund in 10-plus years

PERE (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Un nouveau président-directeur général au Fonds immobilier de solidarité FTQ

Portail Constructo (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Recipients and nominees from the 2023 Canadian General Counsel Awards

National Post - 2023/06/21 - PAGE: FP7

Otéra Capital**Tishman Speyer Secures \$750M In Construction Financing For Harvard Research Campus**

Bisnow Boston (web) - 2023/06/16 - PAGE: N/A

Otera Capital leads \$750m construction loan for planned Tishman Speyer research campus

Real Estate Capital USA (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Tishman Speyer secures construction financing for first phase of research campus development in Boston

IREI (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Tishman Speyer lands \$750M in financing for Harvard research campus

The Real Deal (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Tishman Speyer Lands \$750M for Boston Project

Commercial Property Executive (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Tishman Speyer Secures \$750M for Harvard Enterprise Research Campus

Commercial Observer (web) - 2023/06/20 - PAGE: N/A

Tishman Speyer Receives \$750M in Construction Financing for Mixed-Use Project in Boston

REBusinessOnline (web) - 2023/06/21 - PAGE: N/A

Tishman Speyer Secures \$750M Construction Financing for Harvard Enterprise Research Campus

Connect CRE (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Tishman Speyer locks in \$750M for Harvard research, mixed-use campus

The Construction Broadsheet (web) - 2023/06/19 - PAGE: N/A

Radio-Télévision

Sommaire

Radio-Télévision - 2023/06/20 - PAGE: N/A

2023/06/20

The Australian Financial
Review (web)

PAGE: N/A

CEFC, Canadian investor put \$200m into sustainable farming platform

Larry Schlesinger

The federal government's green bank and one of Canada's biggest pension fund investors have pumped \$200 million into a new sustainable farming platform that will aim to deliver commercial returns while reducing carbon emissions.

The Clean Energy Finance Corporation will invest \$50 million and **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)**, which has almost half a trillion dollars worth of assets under management, has committed \$150 million to Wilga Farms, which will be managed by local agricultural fund manager Gunn Agri Partners.

It adds to a growing number of co-investments the CEFC has made alongside institutional investors in sustainable farming, or "natural capital" investments, as part of its efforts to encourage the use of better technologies and practices to drive down carbon emissions across the agriculture sector.

In 2021, the corporation backed Gunn Agri's Transforming Farming Platform (TFP) in partnership with the Kempen global impact fund managed by one the Netherlands' biggest public pension funds. Last year it pumped \$75 million into Macquarie-owned cropping and livestock player Paraway Pastoral.

To “further seek an alignment with Gunn Agri’s sustainable farming practices”, the CEFC and CDPQ have also acquired a minority stake in the farmland manager, which has more than \$750 million of assets under management.

CEFC head of natural capital Heechung Sung told The Australian Financial Review both the Green Bank and the Canadians had invested based on generating a commercial return.

“But you don’t have to sacrifice returns by farming assets using alternative methods,” Ms Sung said.

While Australian farmers were highly innovative, further investment was needed to “really accelerate the decarbonisation of the sector”, she said.

Agriculture accounts for over 15 per cent of Australia’s carbon emissions, while also being among the sectors most exposed to the effects of climate change. Methane production from burping livestock and fertilisers are the main contributor to the sector’s carbon footprint.

Ms Sung said the investment mandate for Wilga Farms was broader than that of the Transforming Farming Platform, to which it committed \$50 million in 2021.

This included transforming cropping and grazing properties into higher and better use mixed-farming assets, landscape restoration and participation in nature-based carbon projects.

A key focus will be on climatic and commodity diversification, Ms Sung said.

Wilga Farms has already acquired its first seed asset, the Glen, a 1200-hectare broadacre cropping property near Delungra in northern NSW,

Here a range of initiatives to reduce emissions will be employed, including reducing the use of synthetic fertiliser, improved landscape function to slow overland water flows, and the implementation of grazing management and soil carbon improvements.

More broadly, Wilga Farms will aim to fast-track the uptake of low emissions technologies, carbon sequestration on agricultural land and measures to improve climate adaptability to make farming more resilient.

Sustainable farming funds have become a growing industry in Australia, led by the likes of Gunn Agri and Kilter Rural.

“The DNA of our business is to be completely investor-aligned, to capture timely opportunities and to develop and operate assets with sustainability as a fundamental part of our management,” said Gunn Agri Partners founding chair Bill Gunn.

Executive vice-president and head of infrastructure at CDPQ Emmanuel Jaclot said the fund’s partnership with the CEFC and Gunn Agri would enable it to “aggregate and manage

farmland in the attractive Australian market, in line with regenerative agriculture practices”.

[Lien vers The Australian Financial Review](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

CEFC, CDPQ announce Australian agricultural partnership

Andrea Zander

The Clean Energy Finance Corporation (CEFC), an Australian government-owned green bank, and **CDPQ**, a global investment group, today announced the launch of a strategic partnership focused on agricultural land in Australia, with a first acquisition of a farm dedicated to row crops located in New South Wales.

The new platform will invest an initial amount of A\$200 million (\$tk million) over the next three years to acquire assets that will be managed by Gunn Agri Partners, a leading Australian farmland manager, of which CDPQ and the CEFC will become minority shareholders.

The first asset acquired covers 1,200 hectares of arable crops and areas suitable for grazing and conservation. Weather conditions in the area allow for a range of summer and winter cropping options—including cereals, oilseeds, pulses and dryland cotton.

The first asset acquired covers 1,200 hectares (TK acres) of arable crops and areas suitable for grazing and conservation. Weather conditions in the area allow for a range of summer and

winter cropping options—including cereals, oilseeds, pulses and dryland cotton.

“This CDPQ investment is a welcome addition to the Australian market, to demonstrate the potential for institutional capital to drive the decarbonization of agriculture. We believe there is enormous untapped potential for new investment in a sustainable future for agriculture as part of a net zero economy,” said Heechung Sung, head of natural capital at the CEFC. “By facilitating the flow of much-needed capital into the sector, our work with CDPQ supports the decarbonization efforts of farmers while boosting production and enabling them to remain competitive globally. The platform will showcase market leading sustainable land practices to farmers across multiple production and climate regions, offering a pathway to reduce their carbon footprint.”

“Through this partnership as part of our Sustainable Land Management strategy, we are reaffirming our commitment to investing alongside organizations that are truly moving the needle on sustainability in the agricultural sector by contributing to its decarbonization,” said Emmanuel Jaclot, executive vice-president and head of infrastructure at CDPQ. “The CEFC and CDPQ’s experience—combined with Gunn Agri Partners’ recognized expertise as a land operator—will enable us to aggregate and manage farmland in the attractive Australian market, in line with regenerative agriculture practices.”

Established in 2020 within its Infrastructure portfolio, CDPQ’s Sustainable Land Management initiative seeks to invest in land-focused assets with long-term positive environmental impact

and the highest ESG standards, demonstrating strong alignment with the CEFC's aspirations around sustainability.

“The DNA of our business is to be completely investor-aligned, to capture timely opportunities and to develop and operate assets with sustainability as a fundamental part of our management. I am very proud that is exactly what we have delivered on. Gunn Agri Partners was established in 2013 and has over 2.5 million acres of grazing pastures and forests in Northern Australia and is on track to deliver target returns,” said Bill Gunn, founding chairman of Gunn Agri Partners. “Our second strategy, focused on row crops is fully deployed and has recorded above target returns to date. Our permanent crop strategy is fully deployed and has received follow-on investments.”

[Lien vers IREI](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

CEFC backs agriculture investment platform

Rachel Alembakis

The Clean Energy Finance Corporation (CEFC) and a Canadian state investment manager have co-invested in a platform aimed at assisting Australian farmers at decarbonising while boosting farm production.

CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) has invested \$150 million and CEFC has invested \$50 million in Wilga Farming, which will be managed by Gunn Agri Partners, a mid-market sustainable agriculture manager. CDPQ and CEFC have purchased a minority stake in Gunn Agri Partners as well.

Gunn Agri Partners was established in 2013 and provides institutional farm ownership and management services. The firm has a framework that integrates sustainability in design and delivery of strategies and a mandate to report against targets for the assets it manages, CEFC said.

"This CDPQ investment is a welcome addition to the Australian market, to demonstrate the potential for institutional capital to drive the decarbonisation of agriculture," said CEFC head of natural capital Heechung Sung.

"We believe there is enormous untapped potential for new investment in a sustainable future for agriculture as part of a net zero economy.

"By facilitating the flow of much-needed capital into the sector, our work with CDPQ supports the decarbonisation efforts of farmers while boosting production and enabling them to remain competitive globally. The platform will showcase market leading sustainable land practices to farmers across multiple production and climate regions, offering a pathway to reduce their carbon footprint."

The platform has secured The Glen, a 1200-hectare property near Delungra in northern NSW, as a seed asset. It has identified a range of initiatives to reduce its emissions, including reducing the use of synthetic fertiliser, improved landscape function to slow overland water flows, and the implementation of grazing management and soil carbon improvements.

The allocation from CDPQ comes as part of their sustainable land management strategy, said executive vice-president and head of infrastructure Emmanuel Jaclot.

"We are reaffirming our commitment to investing alongside organisations that are truly moving the needle on sustainability in the agricultural sector by contributing to its decarbonisation," Jaclot said.

"The CEFC and CDPQ's experience-combined with Gunn Agri Partners' recognized expertise as a land operator-will enable us

to aggregate and manage farmland in the attractive Australian market, in line with regenerative agriculture practices."

Gunn Agri Partners currently has over 2.5 million acres of grazing pastures and forests in Northern Australia, said Gunn Agri Partners founding chair Bill Gunn.

"Our second strategy, focused on row crops is fully deployed and has recorded above target returns to date," Gunn said.

"Our permanent crop strategy is fully deployed and has received follow-on investments."

The platform aims to fast track the uptake of low emissions technologies, carbon sequestration on agricultural land and measures to improve climate adaptability to make farming more resilient, CEFC said. It will work to demonstrate the benefits of regenerative farming and help position the sector to capture the economic opportunities of the clean energy transition.

The agriculture sector accounts for 55% cent of Australia's land use, and about 12% of goods and services exported in 2021-22 while also producing around 17% of national emissions while being exposed to climate extremes.

"The long-term impact of climate change on the agriculture sector and its critical role in food and fibre production is an important problem to tackle in a world that needs to rapidly decarbonise and address broader nature positive outcomes," Sung said.

The CEFC is also an investor in the Gunn Agri Transforming Farming Platform, alongside the global Kempen SDG Farmland Fund.

Separately, CEFC recently announced a \$2 million investment in HydGene Renewables, an Australian company that has developed an alternative green hydrogen solution that turns biomass into hydrogen in a process that is both renewable and carbon negative.

"The HydGene technique uses novel biocatalysts to convert the sugars derived from organic waste, including agricultural waste, into valuable products like hydrogen," CEFC said.

"The process takes place in HydGene-designed modular plants, enabling localised green hydrogen production in rural and remote areas, where the cost of transporting hydrogen can be high."

The \$2 million allocation came via the CEFC Clean Energy Innovation Fund. HydGene's \$6 million seed raise also attracted \$2.5 million from lead investor Agronomics, a specialist UK investor. HydGene will draw on the additional capital to establish a pilot plant, expand its team and conduct further research.

The CEFC investment is managed by specialist climate-tech venture capital manager Virescent Ventures.

[Lien vers Financial Standard](#)

[Lien vers FS Sustainability](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Govt 'green bank' teams up with Canadian fund to purchase NSW property in sustainable ag play

THE Federal Government's 'green bank' has teamed up with a Canadian investment group to make a \$200 million investment into a "sustainable agriculture platform", with the aim of driving down emissions from the sector.

The \$150 million **CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec)** investment in new entity, Wilga Farming will be met with \$50 million from the Federal Government's Clean Energy Finance Corporation. The \$200m investment will be managed by Gunn Agri Partners, a fund that was established in 2013. At the same time, the green bank and the Canadian investment company have acquired a minority stake in Gunn Agri.

The Wilga Farming platform last month secured The Glen, a 1200ha property near Inverell in northern NSW, as a seed asset. Beef Central understands it paid between \$9 million and \$12 million for the cropping and grazing asset.

The CEFC said the company has identified a range of initiatives to reduce its emissions, including reducing the use of synthetic fertiliser, improved landscape function to slow overland water flows, and the implementation of grazing management and soil carbon improvements.

CEFC head of natural capital Heechung Sung said the aim was to demonstrate the potential for institutional capital in driving down emissions.

“We believe there is enormous untapped potential for new investment in a sustainable future for agriculture as part of a net zero economy,” Ms Sung said.

“By facilitating the flow of much-needed capital into the sector, our work with CDPQ supports the decarbonisation efforts of farmers while boosting production and enabling them to remain competitive globally. The platform will showcase market leading sustainable land practices to farmers across multiple production and climate regions, offering a pathway to reduce their carbon footprint.”

Gunn Agri Partners founding chair Bill Gunn said the company was keen to deliver returns on the investment.

“The DNA of our business is to be completely investor-aligned, to capture timely opportunities and to develop and operate assets with sustainability as a fundamental part of our management. I am very proud that is exactly what we have delivered on,” Mr Gunn said.

Gunn Agri Partners was established in 2013 and has more than one million hectares of grazing pastures and forests in Northern Australia and is on track to deliver target returns. Our second strategy, focused on row crops is fully deployed and has recorded above target returns to date. Our permanent crop

strategy is fully deployed and has received follow-on investments.”

[Lien vers Beef Central](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

CDPQ, CEFC acquire minority stake in Gunn Agri Partners, create \$200m sustainable agriculture platform

The CEFC and global investment group **CDPQ** are creating a new sustainable agricultural platform to drive down emissions and improve sustainability across the sector. The \$150 million CDPQ investment in Wilga Farming (the platform) brings substantial new capital to spearhead the investment push needed to help Australian farming decarbonise while also boosting farm production.

With an additional \$50 million investment from the CEFC, the \$200 million platform will be managed by Gunn Agri Partners, an established, mid-market sustainable agriculture manager with a strong commitment to improved sustainability across production systems and landscapes.

Importantly, together, CDPQ and the CEFC have also acquired a minority stake in Gunn Agri Partners, to help shape future sustainable agriculture and natural capital strategies, catalysing the decarbonisation of Gunn Agri's extensive existing portfolio.

Gunn Agri Partners was established in 2013 by a highly credentialed team of agricultural and investment industry professionals combining decades of hands-on experience in institutional farm ownership and management. The firm adopts an industry-leading framework that integrates sustainability in

the design and delivery of its strategies and a mandate to transparently report against targets for the assets it manages.

CEFC Head of Natural Capital Heechung Sung said: “This CDPQ investment is a welcome addition to the Australian market, to demonstrate the potential for institutional capital to drive the decarbonisation of agriculture. We believe there is enormous untapped potential for new investment in a sustainable future for agriculture as part of a net zero economy.

“By facilitating the flow of much-needed capital into the sector, our work with CDPQ supports the decarbonisation efforts of farmers while boosting production and enabling them to remain competitive globally. The platform will showcase market leading sustainable land practices to farmers across multiple production and climate regions, offering a pathway to reduce their carbon footprint.”

Executive Vice-President and Head of Infrastructure at CDPQ Emmanuel Jaclot said: “Through this partnership as part of our Sustainable Land Management strategy, we are reaffirming our commitment to investing alongside organisations that are truly moving the needle on sustainability in the agricultural sector by contributing to its decarbonisation. The CEFC and CDPQ’s experience-combined with Gunn Agri Partners’ recognized expertise as a land operator-will enable us to aggregate and manage farmland in the attractive Australian market, in line with regenerative agriculture practices.”

Gunn Agri Partners Founding Chair Bill Gunn said: “The DNA of our business is to be completely investor-aligned, to capture

timely opportunities and to develop and operate assets with sustainability as a fundamental part of our management. I am very proud that is exactly what we have delivered on. Gunn Agri Partners was established in 2013 and has over 2.5 million acres of grazing pastures and forests in Northern Australia and is on track to deliver target returns. Our second strategy, focused on row crops is fully deployed and has recorded above target returns to date. Our permanent crop strategy is fully deployed and has received follow-on investments.”

The platform aims to fast track the uptake of low emissions technologies, carbon sequestration on agricultural land and measures to improve climate adaptability to make farming more resilient. It will work to demonstrate the benefits of regenerative farming and help position the sector to capture the economic opportunities of the clean energy transition.

Australian natural capital is dominated by the agriculture sector, which accounts for 55 per cent of Australia’s land use, across diverse conditions and a highly variable climate. The sector accounts for about 12 per cent of goods and services exported in 2021-22.¹ It produces some 17 per cent of national emissions, and is uniquely exposed to climate extremes.²

With methane emissions and fertiliser use the main contributors to its carbon footprint, the agriculture sector is considered ‘hard to abate’ because it cannot make substantial emissions reduction through energy transition alone. However the sector is uniquely placed to undertake nature-based sequestration activities to aid its own transition while contributing to emissions reduction in other hard to abate sectors.

Ms Sung added: “The long-term impact of climate change on the agriculture sector and its critical role in food and fibre production is an important problem to tackle in a world that needs to rapidly decarbonise and address broader nature positive outcomes.”

The platform has secured The Glen, a 1200-hectare property near Delungra in northern NSW, as a seed asset. It has identified a range of initiatives to reduce its emissions, including reducing the use of synthetic fertiliser, improved landscape function to slow overland water flows, and the implementation of grazing management and soil carbon improvements.

The CEFC is also an investor in the Gunn Agri Transforming Farming Platform, alongside the global Kempen SDG Farmland Fund. Using expert advice from a team of leading agronomic and environmental advisers, including the CSIRO, the Transforming Farming Platform has adopted data-driven practices to make the farms more productive and resilient in a changing climate. This includes integrating regenerative farming methods and improved land management techniques to optimise yield productivity, reduce carbon emissions and sequester carbon.

[Lien vers The National Tribune](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

La Caisse est-elle assez exigeante sur son rendement?

Didier Bert

La **Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)** se contente de trop peu en matière de rendement, avance une étude de HEC Montréal.

La Caisse a une faible capacité à générer du rendement depuis la crise financière de 2008, affirme une étude du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal.

Certes, la Caisse parvient à obtenir des performances suffisantes pour que les déposants soient en mesure d'assumer leurs obligations financières à court et à long terme.

Mais, de 2008 à 2014, « les gestionnaires de la CDPQ ne sont pas parvenus à se démarquer significativement de leurs indices de référence, ce qui signifie que les déposants ont obtenu un rendement à peu près équivalent à celui obtenu sur les marchés », pointe l'étude.

Et depuis 2014, la Caisse a bel et bien réussi à se démarquer, mais cela s'est fait « au prix d'une augmentation importante de ses charges d'opération, et en misant essentiellement sur le rendement du portefeuille de placements privés, des investissements pour lesquels la mesure du rendement est

approximative et dont la rigueur reste à démontrer », regrette l'étude de HEC Montréal.

Cette mesure du rendement est basée sur la performance moyenne des marchés où la Caisse est présente. Mais « la CDPQ ignore sciemment des stratégies de placement alternatives susceptibles de produire de meilleurs rendements », affirment les auteurs de l'étude.

Les chercheurs s'appuient sur une comparaison avec l' Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC), qui « utilise un indice de référence représentant une stratégie de placement passive sur les marchés obligataires et boursiers, stratégie qui implique une certaine prise de risque mais qui s'avère aisément reproductible et ce, à faible coût. »

À partir de ce comparatif, les auteurs de l'étude concluent que la gestion active de la Caisse n'est jamais parvenue à surclasser le rendement théoriquement associé à la stratégie passive propre à l'indice de l'OIRPC. Sur les 12 années qui ont suivi la crise financière de 2008, le rendement du RRQ géré par la Caisse a obtenu 4 % de moins que l'indice passif de l'OIRPC, tandis que ce dernier a fait 4 % de plus, selon l'étude.

La Caisse réagit

La Caisse a répondu le jour même aux conclusions de l'étude de HEC Montréal, en qualifiant certaines affirmations d'« erronées ».

L'institution rappelle qu'elle adhère aux normes GIPS, les plus élevées termes de transparence et de divulgation des rendements dans l'industrie, et qu'elle est le seul des huit grands fonds au Canada à le faire.

Par ailleurs, la Caisse souligne que ses déposants maintiennent un un niveau de risque largement inférieur à celui de l'indice passif du RPC basé sur une répartition de 85 % d'actions et 15 % d'obligations.

La Caisse défend sa politique d'investissements en placements privés, qui lui apporte du risque. La valeur de ces placements n'est pas approximative, comme le suggère l'étude, soutient la Caisse. « Rien n'est plus faux », martèle l'institution par communiqué.

[Lien vers Avantages](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

ESG round-up: Say on Climate proposals drop by almost half in 2023

Fiona McNally

The number of Say on Climate proposals filed at companies globally nearly halved this year, according to a report by the French SIF. The research found that 23 proposals were submitted in 2023, compared with 48 in 2022. However, while the volume of resolutions was down this year, the average approval rate remained high at 89.2 percent. France saw even higher numbers, with a 93.3 percent average approval rate, compared with 87.9 percent in 2022. On climate resolutions more generally, ISS data identified more than 180 shareholder climate resolutions in 2023, with 86 in the US, 49 in Japan, and 22 in Europe at an average approval rate across all three geographies of 17.4 percent.

BlackRock and State Street supported twice as many ESG resolutions as Vanguard in the two years to end-March, according to a report by Morningstar. The index provider examined 100 “key” resolutions filed at S&P 100 companies. Vanguard opposed nearly three-quarters of the proposals examined and lagged behind BlackRock and State Street on key resolutions relating to climate change, other environmental issues, political influence, workplace equity, human rights and ethical use of technology, and civil rights and racial equity.

The Science Based Targets initiative (SBTi) has published three new draft resources for the financial sector for public consultation. The three documents include a net-zero standards conceptual framework for financial institutions, which lays out the initial criteria; updates to the SBTi's existing near-term framework to align financial institutions' emissions reduction targets with 1.5C; and a fossil fuel finance position paper. The consultation will close on 14 August.

The passive investment workstream for the Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) will undertake a study of existing guidance with respect to net-zero corporate engagement and investor recommendations on enhancements to net-zero benchmarks, people familiar told Responsible Investor. A final report on the topic is due next year. GFANZ put out a call in April for applicants to join five workstreams, which include passive investment.

The EU's Platform on Sustainable Finance is examining the feasibility of constructing ESG benchmarks which address gender diversity and the four non-climate taxonomy objectives: biodiversity, pollution prevention, water and the circular economy. Article 9 funds are required to use investment benchmarks aligned with their sustainability objectives for reporting purposes, but such products are not widely in use. The plans were announced by Andreas Hoepner, a member of the platform, at RI Europe last week. A timeline for the project has not been revealed.

Switzerland has voted in favour of a new climate law which commits the country to cutting net greenhouse gas emissions

to zero by 2050. A majority of 58 percent of voters approved the government's Climate Protection Targets, Innovation and Strengthening Energy Security Act on Sunday. The law includes several measures for meeting the net-zero goal, including energy reduction initiatives, interim national and sectoral emissions reduction goals, and incentives to move certain sectors away from fossil fuel-based power.

The Singapore government has stressed its efforts on climate change and commitment to net zero by 2050 after Dutch asset manager Van Lanschot Kempen blacklisted the country's state-backed assets due to environmental concerns. Earlier this month, Singapore was reported to have failed an updated ESG test used by the manager to screen for environmental risks. A Kempen senior executive told Bloomberg that "the direction of travel in both biodiversity and climate is in reverse" in the country. In response, Singapore government agencies and ministries issued a statement outlining their strategy on climate action and advised Kempen to look into the country's sustainability commitments more closely.

Canadian insurer Beneva has become the latest member to leave the Net-Zero Insurance Alliance (NZIA). In a statement, the company said it had withdrawn from the organisation due to the "growing political debate concerning ESG criteria in the US, [which] is a distraction from the actions around which the company wishes to rally". As with other insurers that have exited the alliance, Beneva said it will continue its work on transitioning to a greener economy, and is still committed to reaching net zero emissions by 2050 through its UN's Principles for Sustainable Insurance membership.

The Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC) has published a steel purchaser framework to support investors' engagement with companies on low-emissions steel procurement. The guidance – written in consultation with investors, steel purchasers and steel-producing companies – also enables benchmarking of targets against a 1.5C pathway. It includes a series of questions investors can ask purchasers on their net-zero strategies. Topics include current steel usage, purchasing mix and emissions intensity, future targets, and potential barriers to low-emissions steel.

The University of Montreal has announced plans to launch a multidisciplinary research hub to study ESG issues. The Michael D Penner institute for ESG issues – backed by Partners Group chair Michael Penner and the Bank of Nova Scotia – will look to draw expertise from a range of academic disciplines to study topics including climate change and DE&I. **Charles Edmond, chief executive of the Caisse de dépôt et placement du Québec**, and Rania Llewellyn, CEO of Laurentian Bank, will lead the institute's advisory committee.

[Lien vers Responsible Investor](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Swedish company buys Quebec's Poka, 'Facebook for factories,' as interest in Canadian startups continues

Sean Silcoff

Swedish enterprise technology giant IFS World Operations AB has bought Quebec City's Poka Inc., as deep-pocketed buyers continue to have a healthy appetite for successful Canadian tech firms.

The terms of the deal were not disclosed, but IFS chief executive Darren Roos said in an interview that the acquisition price was “not far off” \$200-million.

Poka has won over some of the world's largest manufacturers with a platform its founders have described as “Facebook for factories.” It allows factory operators to post user-friendly how-to videos on internal social media for employees to quickly troubleshoot equipment issues and train on new processes.

Its technology is now used by some 250,000 workers at more than 2,000 factories around the world – up from 100,000 and 500 two years ago, when revenues were \$15-million a year. Poka is being deployed at dozens of factories by Danone SA, Robert Bosch GmbH and Nestlé SA. Other customers include Rio Tinto, Alcoa, Tetra Pak Group, Mars, Coty, Hitachi Energy, Aveva Group and Kraft Heinz Co.

“Our focus is to make sure we put Poka into as many businesses globally” as possible, Mr. Roos said.

“There are only a few connected-worker assets in the market in that general vicinity of growth,” said Scott MacDonald, managing partner with Poka investor McRock Capital.

Chief executive Alex Leclerc came up with the idea for Poka 11 years ago while working as an operations specialist for Biscuits Leclerc Ltd., the cookie and granola-bar maker started by his great-greatgrandfather. He saw the family company struggle to pass knowledge about its machines and operations between workers on different shifts using paper instructions. That affected operations, quality and safety.

So he invited childhood friend Antoine Bisson, a software engineer working at Microsoft in Seattle, to start a venture to bring modern mobile communications tools to the factory floor, starting with Leclerc’s eight factories. The duo were inspired by the proliferation of quick how-to videos on YouTube, reasoning that factories could benefit from engaging online tools. Their technology helped Leclerc cut training times by 75 per cent, reduce equipment downtime and shorten changeovers.

By 2014, they were ready to go to market. When Mr. Leclerc’s father, Denis, president of the cookie company, offered to invest, his son turned him down, determined to prove he could succeed without family money.

The elder Leclerc eventually did invest, joining Canadian funds Inovia Capital, McRock and the **Caisse de dépôt et placement**

du Québec, as well as the venture-capital arms of manufacturing giants Standard Industries, Bosch and Schneider Electric SE.

Poka increased revenues almost 60 per cent last year and is on track to see 40-per-cent-plus gains this year, Mr. Leclerc said. It has 140 employees and plans to reach operating profitability next year.

Mr. Leclerc said Poka received several acquisition entreaties last year and hired investment banking firm AGC Partners after private equity-backed QAD Inc. bought rival Redzone early this year. Poka still had more than two years of cash and did not need money. “It was more about, ‘How do we accelerate growth so we can get as many customers as we can as quickly as we can and take the market,’ ” he said.

Like many technology buyers, IFS is backed by private equity – including minority owner Hg Capital LLP, an active investor in Canada. It has made a string of acquisitions, including two in Canada, and is on track to generate US\$1.3-billion in revenue and US\$350-million in operating earnings this year. IFS isn’t just growing by way of acquisitions; it is increasing revenues 20 per cent annually from its core business, selling enterprise resource planning, field service management and asset management software to large enterprises, including manufacturers.

“Companies have invested so much in white-collar workers historically. Now we have the opportunity to digitally enable blue-collar workers, and there is huge untapped value for

organizations to do that,” Mr. Roos said. “Poka, as a leader in the space, was an obvious partner. The technology is proven and built out. We’re able to bring global expansion and scale to accelerate the growth and take it global. And we really liked Antoine and Alex,” who are staying on to run Poka and are taking much of their proceeds in IFS shares.

The Poka deal follows private equity-backed takeovers this year of Canadian companies Magnet Forensics, Hostaway and Absolute Software. Deal volumes are down sharply but are expected to pick up as private equity firms look to deploy record amounts of capital amid an ongoing slump in the tech sector.

[Lien vers The Globe and Mail](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Pour ses 40 ans, le Fonds FTQ se lance dans la bioénergie

Olivier Bourque

Conscient que le Québec a pris du retard dans la production de bioénergie, le Fonds de solidarité FTQ veut aider à stimuler le secteur. L'institution qui fêtera ses 40 ans dans quelques jours lance une nouvelle filière qui aidera le développement du gaz naturel renouvelable (GNR), produit à l'aide de matières agroalimentaires et agricoles et qui pourra approvisionner le réseau d'Énergir.

"On a des préoccupations qui sont très fortes au niveau des changements climatiques. Je crois que comme institution financière, on doit livrer non seulement un rendement financier, mais aussi un rendement sociétal. On a l'obligation de faire avancer la société", a expliqué la PDG du Fonds, Janie Béïque, en entrevue à Radio-Canada.

Le bras financier de la FTQ met donc en place une nouvelle filiale, le Fonds FTQ bioénergie dans laquelle 100 millions \$ sont investis. Du même souffle, l'institution fait l'acquisition de trois entreprises québécoises qui ont une expertise dans le secteur.

Ainsi, le Fonds achète le Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie (CTBM) qui opère une usine de valorisation

des matières résiduelles organiques, sa filiale Qarbonex qui se spécialise dans les projets de GNR et Solucycle, une entreprise de Québec qui développe des robots aux applications étonnantes.

"C'est très innovateur. On parle de robots qui ramassent des produits alimentaires et les déchets dans des restaurants par exemple. Ils envoient les matières dans des récipients, c'est ramassé par un camion et ça permet de produire du GNR", explique Normand Bélanger, PDG de la nouvelle filiale.

Le Québec en retard

Ce dernier qui dirigeait jusqu'à tout récemment le fonds immobilier croit que le Québec est loin d'être un leader dans le secteur de la bioénergie et qu'un coup d'accélérateur était nécessaire.

« On est assez en retard surtout lorsqu'on regarde les technologies en Europe. On ne va pas révolutionner la roue, on vient l'appliquer ici. Il manquait des capacités financières et on aide des sociétés qui ont déjà l'expertise. »

— Une citation de Normand Bélanger

Le but de la filière est de permettre le développement de la bioénergie au Québec et la création d'usines "à taille humaine", implanté harmonieusement dans les communautés. "Le tout se fait en concertation, on ne va pas déranger les gens", fait-il valoir.

"Le modèle d'affaires idéal, c'est avec des agriculteurs qui seront partenaires avec nous. On a aussi l'agroalimentaire et des opérateurs qui doivent être à proximité des réseaux pour distribuer ce gaz", poursuit-il.

De l'aveu du Fonds, la filiale pourrait grandir rapidement et nécessiter l'injection de nouveaux capitaux.

"On veut aussi développer la biomasse forestière et travailler les sites d'enfouissement pour capter le biométhane. [...] Le gaz naturel renouvelable a un net avantage sur le gaz fossile. C'est un non-sens qu'on n'en produise pas plus ici au Québec", soutient M. Bélanger.

La production pourra approvisionner le réseau d'Énergir, anciennement Gaz Métro, qui doit atteindre des cibles plus élevées de GNR dans son réseau lors des prochaines années. Actuellement, il y a environ 1 % de renouvelable dans le produit livré aux consommateurs québécois.

"On va aider Énergir à rencontrer ses cibles, ce sont des cibles ambitieuses, ce qui va permettre à certaines industries de s'approvisionner en GNR et diminuer leurs empreintes carbonées", explique Mme Béïque.

Dernièrement, Énergir a été sous le feu des critiques en raison de son offre de GNR. Certaines organisations environnementales et de défense des consommateurs ont accusé l'entreprise de tromper ses clients.

Énergir est à 100 % propriété du Québec. La **Caisse de dépôt et placement du Québec** détient 80,9 % des parts, le Fonds FTQ à 19,1 %. "On va aider Énergir par la bande, mais en premier on voulait aider le Québec à diminuer son empreinte carbone", a assuré la PDG.

Ces annonces s'inscrivent dans la vision stratégique du Fonds de solidarité FTQ, qui vise à atteindre 12 milliards \$ en actifs liés au développement durable d'ici 2027.

« On est à un moment charnière dans notre société, on a des choix à faire qui auront des impacts sur les générations futures »

— Une citation de Janie Béïque, PDG, Fonds de solidarité FTQ

40 ans pour le Fonds

Cette annonce survient au moment où le Fonds FTQ soufflera sur ses 40 bougies le 23 juin prochain. Cet important levier du Québec Inc. avait été créé en 1983 par une loi de l'Assemblée nationale du Québec sous l'impulsion du gouvernement de René Lévesque.

Le Fonds avait été fondé pour soutenir l'emploi dans une époque tourmentée de l'économie, celle de la récession du début des années 1980, un projet défendu par le président de la FTQ de l'époque, Louis Laberge.

"Quand Louis Laberge l'a créé, on lui avait demandé son rêve le plus fou. Il voulait un actif de 100 millions \$, et là on est à 18

milliards \$", lance Mme Béïque en riant.

Depuis, l'institution est devenue un incontournable au Québec et aide les épargnants à constituer leur retraite, tout en épaulant plusieurs entreprises québécoises qui ont besoin de capital de risque, soutient la PDG.

"J'aime me promener en région, je suis allé en Abitibi dernièrement et c'est fou tout ce qu'on peut faire au Québec, on a tellement de potentiel", lance-t-elle.

Très prochainement, le Fonds pourrait aussi annoncer une réouverture de la souscription à son fonds de travailleurs qui avait été limité en raison de sa popularité.

"Les gens qui sont au dernier pallier d'imposition n'auront plus accès, mais ça laissera plus de place pour d'autres qui gagnent moins de 55 000 \$ ou qui n'ont pas accès à des régimes de pension", explique-t-elle.

Lors de son dernier budget, Québec avait pris la décision de limiter l'accès au Fonds FTQ aux plus nantis pour aider les ménages plus modestes à économiser en se procurant des actions.

[Lien vers ICI Radio-Canada](#)

[retour à la table des matières](#)

La estrategia canadiense en el T-MEC

Raquel Buenrostro, secretaria de Economía declaró el pasado 8 de mayo que Canadá había descartado solicitar un panel internacional para solucionar la queja sobre el trato discriminatorio que pueden sufrir sus empresas del sector energético, como consecuencia de las reformas a la Ley de la Industria Eléctrica; sin embargo, no señaló cuánto tiempo tomará llegar a una solución satisfactoria.

Días antes Mary Ng, secretaria de Comercio Internacional de Canadá y la responsable del T-MEC en su país, manifestó que las preocupaciones de las empresas canadienses afectadas se estaban resolviendo en reuniones con el Gobierno del Presidente Andrés Manuel López Obrador, por lo que habría que dejar que el proceso continúe en tanto persista la buena disposición de las autoridades mexicanas. Esto mismo lo reiteró en una entrevista el 19 de mayo, pero no descartó la alternativa del panel, sobre todo si Estados Unidos lo solicita, lo que sigue siendo prerrogativa de la Oficina del Representante Comercial de Estados Unidos (USTR, por sus siglas en Inglés).

Canadá, Estados Unidos y México acordaron extender el periodo de consultas, que concluyó el 3 de octubre del 2022, conforme al capítulo 31 del Tratado.

Con base en estimaciones preliminares, se considera que las reformas aprobadas en México pueden representar un daño a

las empresas de Estados Unidos entre 10 mil y 32 mil millones de dólares, lo que generaría un enorme golpe a la economía mexicana y al comercio bilateral, no habiendo precedentes regionales. Aunque el Gobierno canadiense no ha dado una estimación, los daños potenciales a las empresas de aquel país podrían ser por tres mil o cuatro mil millones de dólares.

México busca resolver el problema mediante negociaciones con cada una de las empresas afectadas, en vez de aplicar medidas para resolver el problema de forma general, como lo indica el propio Tratado. Por su parte, la Ley de Implementación del T-MEC en Estados Unidos, indica que el USTR debe resolver cualquier disputa con base en el texto negociado, sin recurrir a negociaciones que vayan más allá de lo acordado, por lo que el USTR se ha negado.

El caso de Canadá es diferente. En su reunión del 10 de enero, el Primer Ministro canadiense Justin Trudeau le solicitó al Presidente López Obrador su apoyo para resolver el problema. Obrador y la secretaria Buenrostro se reunieron con Northland Power, Canadian Solar, Atco y Pattern y resolvieron la mayoría de los problemas, sin embargo, quedó pendiente el caso de la **Caisse de Depot et Placement du Quebec**, el segundo fondo de pensiones más grande de Canadá, que ofrece financiamiento para proyectos de infraestructura a nivel internacional.

El Gobierno de Canadá confía que estas reuniones produzcan una solución satisfactoria este año, sobre todo cuando el problema se encamina a cumplir su onceavo mes desde que se solicitaron las consultas.

El objetivo es lograr compromisos aceptables del Gobierno mexicano, el que sigue siendo objeto de críticas por parte de los líderes del sector privado de Estados Unidos y Canadá, Suzanne Clark, presidenta de la Cámara de Comercio de Estados Unidos y Goldy Hyder, presidente del Consejo de Negocios de Canadá, por no terminar de implementar el T-MEC conforme a lo acordado.

Por su parte, entre más tiempo tome solucionar este problema, las críticas en contra de la confiabilidad del mecanismo de solución de controversias del T-MEC, y de sus responsables, seguirán aumentando. Fomenta la duda sobre si el modelo de “comercio administrado,” usado para negociar el acuerdo es el modelo para seguir en otros casos y crecen las peticiones para adelantar el periodo de revisión del Tratado.

[Lien vers Energy21](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Primaris REIT to acquire Ivanhoé's Conestoga Mall for \$270M

Don Wilcox

Primaris REIT has agreed to a “landmark” acquisition of the Conestoga Mall in Waterloo from **Ivanhoé Cambridge** for \$270 million.

The 585,000-square-foot regional shopping centre sits on 49.8 acres of land and features a range of major retailers including HBC, Galaxy Cinema, Sport Chek, Indigo and H&M. It is shadow-anchored by a Zehrs food store with direct access to the mall.

One key feature of the centre is regionally unique retailers including Apple, Lululemon and Nespresso, with other notable tenants including Aritzia, Sephora, Aerie, Old Navy and RW & Co.

“This landmark transaction is the culmination of months of collaboration with Ivanhoé Cambridge, and further validates and demonstrates support for Primaris’ platform, strategy and value proposition,” said Alex Avery, Primaris’ CEO, in the announcement. “Since the inception of Primaris REIT, we have been very clear about the significant opportunity to acquire additional market-leading Canadian shopping centres.

“Primaris is uniquely positioned as a potential buyer, with institutional scale as the third largest owner-operator of enclosed shopping centres in Canada with pro forma assets of approximately \$3.5 billion, a very well capitalized balance sheet, a differentiated financial model and a mandate for growth.”

Conestoga Mall features

Conestoga Mall is the leading enclosed shopping centre in the Kitchener-Waterloo region, which is located just west of the Greater Toronto Area.

The property is adjacent to Conestoga station on the 19-station ION light-rail mass rapid transit system.

It boasts an annual all-store sales volume of \$180.8 million and has 94.4 per cent in-place occupancy.

Ivanhoé Cambridge also completed a major \$46-million redevelopment of the property in 2018.

“Conestoga was identified early in the process of evaluating potential acquisition targets for a number of notable characteristics, including its leading market position, strong sales performance, mass rapid transit connection and its attractive location within a growing market,” said Patrick Sullivan, president and chief operating officer for Primaris, in the announcement.

Primaris management feels that, similar to its existing portfolio, Conestoga Mall offers the opportunity for significant NOI growth potential in coming years. The property is currently unencumbered.

Two areas it identifies in the announcement are to lease up 58,000 square feet of vacant of “temporary tenanted” space, as well as converting tenants on preferred leasing deals to standard leases.

“Our team is very excited to add Conestoga Mall to our property portfolio, with significant income growth potential consistent with the growth we see ahead for our existing assets. With new and exciting retailers unique in the market including Apple, Lululemon and Nespresso, Conestoga Mall is amongst the top-15 most productive malls in Canada and will be highly accretive to Primaris’ overall portfolio quality.”

Rags Davloor, chief financial officer of Primaris, said in the announcement. “Our differentiated financial model, including very low leverage, a low payout ratio and significant retained free cash flow is a major strategic advantage for Primaris.

“We are very pleased to be able to execute a transaction of this quality while preserving our industry leading financial metrics within target ranges.”

Financing the acquisition

Ivanhoé Cambridge embarked on a strategy to divest some of its retail properties several years ago as it moved to further

diversify its holdings and reduce exposure in the sector.

“We are very pleased to have executed this transaction with Primaris REIT, given their commitment to continue to unlock the full potential of this established shopping mall in the Kitchener-Waterloo area,” Annie Houle, head of Canada at Ivanhoé Cambridge, said in the announcement. “Primaris REIT’s defined business strategy, experienced management platform and prudent capital management supports this new investment.”

The acquisition is to be financed via \$165 million in cash; \$25 million of series A units of the trust at a price of either (the lower of) \$21.49 per unit, or the NAV per REIT Unit disclosed in the trust’s most recently published financials; and \$80 million of exchangeable preferred units in a new limited partnership.

The transaction is expected to close in July, pending a series of conditions including the approvals of the Toronto Stock Exchange and under the Competition Act (Canada).

CBRE acted as real estate advisors and TD Securities acted as financial advisors to Ivanhoé Cambridge. Real Asset Strategies Inc. is acting as investor relations advisor to Primaris REIT.

About Primaris and Ivanhoé Cambridge

Primaris is Canada’s only enclosed shopping centre focused REIT, with ownership interests primarily in enclosed shopping centres in growing markets.

Its portfolio totals 10.9 million square feet valued at approximately \$3.1 billion at Primaris' share.

Ivanhoé Cambridge develops and invests in real estate properties, projects and companies around the world.

Ivanhoé Cambridge holds interests in 1,500 buildings, primarily in the industrial and logistics, office, residential and retail sectors. Ivanhoé Cambridge held \$77 billion in real estate assets as of Dec. 31, 2022 and is a real estate subsidiary of **CDPQ**, a global investment group.

[Lien vers RENX](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Primaris REIT pays \$270m for mall in Waterloo, Ontario

Andrea Zander

Primaris REIT has agreed to acquire Conestoga Mall in Waterloo, Ontario, from **Ivanhoé Cambridge**, for aggregate consideration of \$270 million.

The mall totals 585,000 square feet, located on 49.8 acres of land. It is 94.4 percent occupied. Tenants include Apple, Lululemon and Nespresso, with other notable CRU tenants including Aritzia, Sephora, Aerie, Old Navy and RW & Co.

This high-quality asset acquisition is consistent with Primaris's previously expressed growth strategy of owning and acquiring market-leading shopping malls.

“This landmark transaction is the culmination of months of collaboration with Ivanhoé Cambridge and further validates and demonstrates support for Primaris's platform, strategy and value proposition,” said Alex Avery, CEO. “Since the inception of Primaris REIT, we have been very clear about the significant opportunity to acquire additional market-leading Canadian shopping centers. Primaris is uniquely positioned as a potential buyer, with institutional scale as the third largest owner-operator of enclosed shopping centers in Canada with pro forma assets of approximately \$3.5 billion, a very well-

capitalized balance sheet, a differentiated financial model and a mandate for growth.”

“Conestoga was identified early in the process of evaluating potential acquisition targets for a number of notable characteristics, including its leading market position, strong sales performance, mass rapid transit connection and its attractive location within a growing market,” said Patrick Sullivan, president and COO. “Our team is very excited to add Conestoga Mall to our property portfolio, with significant income growth potential consistent with the growth we see ahead for our existing assets. With new and exciting retailers unique in the market including Apple, Lululemon and Nespresso, Conestoga Mall is amongst the top 15 most productive malls in Canada and will be highly accretive to Primaris’s overall portfolio quality.”

Rags Davloor, CFO, added, “Our differentiated financial model, including very low leverage, a low payout ratio and significant retained free cash flow, is a major strategic advantage for Primaris. We are very pleased to be able to execute a transaction of this quality while preserving our industry-leading financial metrics within target ranges.”

[Lien vers IREI](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Conestoga Mall to pad Primaris REIT portfolio

Primaris Real Estate Investment Trust (REIT) has inked a \$270-million deal for Conestoga Mall, a 585,000-square-foot enclosed shopping centre in Waterloo, Ontario. Vendor, **Ivanhoé Cambridge**, is to receive \$165 million in cash, \$25 million in Primaris series A units and \$80 million in exchangeable preferred units for a newly formed subsidiary limited partnership through the transaction, which is expected to close in July 2023.

Primaris will secure a regional mall on nearly 50 acres of land with convenient access to Kitchener-Waterloo's light rail transit (LRT) system and in a growing urban area with a population of more than 500,000. The 45-year-old mall is currently 94 per cent occupied with HBC, Galaxy Cinema, Sport Chek, Indigo and H&M as large-format tenants. The mall's 31 per cent site coverage also provides room for future infill development.

“Conestoga Mall is amongst the top 15 most productive malls in Canada and will be highly accretive to Primaris' overall portfolio quality,” says Primaris REIT's president and chief operating officer, Patrick Sullivan. “Our team is very excited to add Conestoga Mall to our property portfolio, with significant income growth potential consistent with the growth we see ahead for our existing assets.”

Primaris currently holds 10.9 million square feet of retail space valued at approximately \$3.1 billion, and is unique among

Canadian REITs for its sole focus on enclosed shopping centres. It's now Canada's third-largest mall owner-operator with stated intentions to expand its portfolio with additional "market leading" shopping centres.

"We are very pleased to have executed this transaction with Primaris REIT, given their commitment to continue to unlock the full potential of this established shopping mall in the Kitchener-Waterloo area," says Annie Houle, Canadian head of Ivanhoé Cambridge.

[Lien vers REMI Network](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Round Hill closes on first European fund in 10-plus years

Evelyn Lee

Round Hill Capital has closed on its first European real estate fund in more than 10 years, PERE has learned.

The vehicle, European Residential Income Fund II, raised nearly \$440 million of equity commitments from a total of 11 investors comprising a range of state pension funds, insurance companies, financial institutions and family offices. The fund targets core/core-plus returns and is focused on multifamily investment opportunities in markets with positive demographic trends, ongoing supply/demand imbalances and strong transport links.

The London-based residential specialist launched ERIF II in the summer of 2020 and announced a \$200 million first close in September 2020. By January 2022, Round Hill had increased ERIF II's total equity haul to more than \$340 million, with new investors from Germany and Japan. The final close brought in an additional \$90 million raised from a French listed fund and an Asian public pension fund.

ERIF II's three-year fundraising period was significantly longer than the typical time in market tracked by PERE. Funds closed in 2022 were in market for 22 months on average for all funds

and 19 for real estate-specific funds – the longest time in market over the past five years, according to PERE data.

“A lot has happened in the world over the last few years,” explained Kirk Lindstrom, Round Hill’s chief investment officer. Although the firm had been investing the fund’s capital since the initial close, “covid-19 made investing for many investors more challenging. Once we managed to get out of that we’ve obviously experienced now a war in Europe and subsequent economic disruption. And I think all of those characterize the fundraising period.”

The market uncertainty over the past three years consequently prolonged investor decision making. “People are being cautious,” he noted. “It’s an uncertain environment.” Also impacting the fundraising process was Round Hill’s decision to expand its investor base, with all but one of ERIF II’s limited partners a new investor to the firm.

Lindstrom believed the firm’s “very clear strategy of providing cashflow-based, core-plus returns” attracted investors to the fund. “Over the last few years, fewer and fewer assets and fewer and fewer strategies can really provide that,” he explained. “So, I think that underlying, very simple characteristic is what’s led them to invest in the fund.”

ERIF II marks Round Hill’s first real estate fund since its predecessor was closed on less than \$100 million in 2012. With ERIF I, Round Hill focused on investments specifically on Berlin and quickly exited the vehicle as the market improved in the aftermath of the global financial crisis. ERIF II, by contrast, is

focused more broadly on countries in the Eurozone, and to date has invested in Germany, Ireland, the Netherlands, Denmark and Finland.

The fund's investments thus far include the acquisition of a 324-unit build-to-rent development in Aarhus, Denmark in January, marking the firm's entry into the Nordic country, and the purchase of three new residential assets for an aggregate price of \$40 million in Germany and the Netherlands last year. Lindstrom estimates that approximately 25 percent of ERIF II's capital has been deployed to date, and that the fund's portfolio should reach \$800 million to \$900 million in value once the vehicle is fully invested.

Although Round Hill originally had aimed to raise \$500 million for the vehicle, "the volume of transactions certainly is not what it has been following all the global instability," Lindstrom said. "I think we have the right size [fund] for the opportunity set that we see in front of us right now."

He said the liquidation last year of RHC Europe LLP, the legal entity that employed most of Round Hill Capital's UK staff, did not have an impact on the fundraise. "The completion of the fundraising illustrates the continued belief by investors in our kind of management expertise," Lindstrom said.

Round Hill has raised over \$2 billion since 2019. Prior to ERIF II, the manager's last real estate fundraise was US Residential Income and Growth Fund, for which the firm gathered \$250 million in 2021. The firm also formed a \$1 billion student housing partnership with CPP Investments that same year and

expanded its Irish housing partnership with QuadReal to ?575 million in 2022. Other partners during that time period include Abu Dhabi sovereign investor Mubadala Investment Company and **Ivanhoé Cambridge**, the real estate subsidiary of Canadian pension plan **CDPQ**.

Round Hill has delivered a 24 percent IRR on realized assets to date.

[Lien vers PERE](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Un nouveau président-directeur général au Fonds immobilier de solidarité FTQ

Martin Raymond succède à Normand Bélanger, qui a dirigé le Fonds immobilier de solidarité FTQ à titre de PDG au cours des 14 dernières années.

Cumulant plus de 25 ans d'expérience en immobilier, M. Raymond a œuvré en investissement, en développement stratégique, en évaluation et en gestion d'actifs pour des projets immobiliers situés tant au Québec, au Canada qu'en Europe et dans les pays émergents. Il a occupé des postes clés de vice-président aux acquisitions et à la gestion d'actifs immobiliers et de gestionnaire principal dans diverses sociétés telles que Kevlar, Cushman & Wakefield et **Ivanhoé Cambridge**.

M. Raymond participe régulièrement à des tribunes publiques et à des comités consultatifs. Il a siégé au conseil d'administration de l'IDU de 2017 à 2023. Il détient le titre d'évaluateur agréé reconnu par l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (E.A.) et par l'Institut canadien des évaluateurs (AACI). Il est diplômé de l'ESG-UQAM et détient un M.B.A. pour cadres en immobilier.

Depuis 2020, Martin Raymond était vice-président principal aux investissements immobiliers du Fonds immobilier de solidarité FTQ.

« C'est un véritable honneur pour moi d'accéder à ce poste. Fort du savoir-faire de nos quelque 50 partenaires-promoteurs avec qui nous faisons équipe dans nos projets et de notre engagement à intégrer les facteurs ESG dans nos façons de faire, je suis confiant de poursuivre avec succès la réalisation de nos objectifs axés sur la performance et sur notre impact socialement responsable et durable. Je suis d'autant plus fier de pouvoir compter sur l'expertise multidisciplinaire de nos équipes en investissement, en développement, en gestion d'actifs et en gestion immobilière ainsi que sur l'expertise financière, juridique et marketing. Nous jouons un rôle catalyseur dans l'industrie et nous continuerons à innover en proposant des solutions adaptées aux besoins de notre société et de nos partenaires pour que nos investissements dans des projets tant résidentiels (incluant des logements sociaux, communautaires ou abordables) qu'industriels, de bureaux et mixtes partout au Québec bénéficient à l'ensemble de l'économie du Québec », a déclaré Martin Raymond, président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ.

[Lien vers Portail Constructo](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Recipients and nominees from the 2023 Canadian General Counsel Awards

CANADIAN GENERAL COUNSEL OF THE YEAR

- Marisa Wyse, Rogers Communications (Recipient) Angela Avery, KC, WestJet Airlines
- Chris Vollmershausen, Agnico Eagle Mines Limited Kath Hammond, Greater Toronto Airports Authority Lilac Bosma, HSBC Bank Canada
- Lorne O'Reilly, KC, The Dow Chemical Company
- Sharon Haward-Laird, BMO Financial Group

BLG STEPHEN SIGURDSON LIFETIME ACHIEVEMENT RECIPIENT

- Gordon Currie, George Weston Limited

OSLER PURDY CRAWFORD DEAL MAKING

- Peter A. Johnson, formerly of Shaw Communications Inc. (Recipient)
- Chris Vollmershausen, Agnico Eagle Mines Limited

- Christelle Gedeon, Canopy Growth Corporation
- Christopher Lemon, Pan American Silver Corp.
- Kyle Rousay, Rio Tinto Group
- Sofia Tsakos, Yamana Gold Inc.
- Timothy R. Bradburn, IAMGOLD Corporation

BUSINESS ACHIEVEMENT

- Anita Dusevic Oliva, Brookfield Asset Management (Recipient)
- Carla Swansburg, ClearyX
- Martin Cossette, Bell Ventures, BCE Inc. and Bell Canada
- Naomi Loewith, Omni Bridgeway
- Shelley Babin, Atura Power

BLAKES JUDY L. WILSON DIVERSITY

- Sun Life Canada Legal Department, led by Sloane Litchen & Patricia Callon (Recipient)
- BASF Canada Legal Department, led by Marian Van Hoek
- Laurentian Bank Legal Affairs and Regulatory Compliance team, led by Bindu Cudjoe

- StackAdapt In-House Legal Team, led by Pinar Ozyetis
- Toronto Metropolitan University's Office of the General Counsel and Board Secretariat (GCBS), led by Jennifer MacInnis

MID-MARKET EXCELLENCE

- Maxime Charbonneau, Novacap (Recipient)
- Bernadette Corpuz, OYA Renewables
- Kathryn Borgatti, Great Gulf Group
- Katrina Prokopy, Coinsquare Ltd.
- Laura Salvatori, Anson Advisors Inc.
- Susan Spence, Triovest Realty Advisors Inc.

LITIGATION MANAGEMENT

- Chantal Desbiens, Merck Canada (Recipient)
- Barbara Capes, Kiewit
- David Blais, Purdue Pharma
- Jon Domanko, The TDL Group Corp.

- Lesley Lee, TC Energy
- Mark Lavitt, HSBC Bank Canada

BAKER MCKENZIE INNOVATION

- Laurentian Bank Legal Affairs and Regulatory Compliance team as led by Bindu Cudjoe (Recipient)
- EY In-house Legal Team as led by Shara Roy
- **Ivanhoé Cambridge** Legal Affairs Team as led by Anne-Marie Côté
- Vancouver Airport Authority Innovation Team as led by Argiro Kotsalis
- Wattpad Corp. Legal Team, as led by Jamie D. Greenberg
- WorkSafeNB Decision Review Office as led by David Luther

BMO CLIMATE INSTITUTE ESG

- Bindu Dhaliwal, CIBC (Recipient)
- Delia Cristea, Power Sustainable
- Guenhaëlle Surpas-Lemonnier, **Ivanhoé Cambridge**
- Jamie Hollingworth, Kinaxis Inc.

- Michael Torrance, BMO Financial Group
- Sheila Ritson-Bennett, Corus Entertainment

SUN LIFE TOMORROW'S LEADER

- Jacob Posen, CBRE Investment Management (Recipient)
- Alexandre Blanchard, KPMG LLP
- Ashley Butts, BASF Canada Inc.
- Cynthia Hill, AutoCanada
- Fei Glassco, HSBC Bank Canada
- Stanley McKeen, QuadReal Property Group

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer Secures \$750M In Construction Financing For Harvard Research Campus

Taylor Driscoll

Tishman Speyer landed a huge construction financing deal for the first phase of the Harvard Enterprise Research Campus in Allston.

The developer announced Friday afternoon it secured a \$750M financing package led by **Otera Capital**, a Montreal-based institutional lender. Tishman said this marks the largest reported deal in the U.S. this year.

Construction for the first phase is slated to begin next week, and the buildings are scheduled to open in late 2025 and early 2026. The first phase will total 900K SF across two lab buildings, a 343-unit apartment building and a hotel.

“With financing now in place, we are set to realize a collective vision for the ERC as an inclusive community driven by innovation and human connection,” Tishman Speyer CEO Rob Speyer said in a release. “Together, we are creating a destination within Allston that will inspire local residents, families and visitors along with students, researchers and entrepreneurs.”

Harvard chose Tishman as its developer for the project in 2019. The firm unveiled plans for the campus a year later, followed by many meetings with neighbors, the planning board and the design committee to hone in on the real needs of the area.

Last year, the university reached a deal with the Allston neighborhood to add more affordable housing to the development. This deal helped to move the project forward with the Boston Planning & Development Agency, the Boston Globe reported.

Tishman and the university increased the proportion of affordable units it would set aside from 20% to 25% of the 345 units, bringing the total number to 86. This is higher than the citywide minimum of 13% and the proposed increase to 20% that the city is hoping to push forward. The affordable apartments will be set aside for families making 30% to 100% of the area median income.

Breakthrough Properties, a joint venture between Tishman and Bellco Capital, will lead the development, leasing and operation of the 440K SF of lab and office space.

The research campus is next to the university's business school and its Harvard Science and Engineering Complex. The campus will also include ground-floor retail and open space.

[Lien vers Bisnow Boston](#)

[retour à la table des matières](#)

2023/06/19

Real Estate Capital USA
(web)

PAGE: N/A

Otera Capital leads \$750m construction loan for planned Tishman Speyer research campus

Randy Plavajka

Otera Capital is heading a \$750 million construction financing package for Tishman Speyer to build the first phase of Harvard University's Enterprise Research Campus over the next three years.

The June 16 deal is the largest year-to-date construction loan originated in the US and marks the second time this week the New York-based manager Tishman Speyer has sourced significant construction capital from a Canada-based funding provider. On June 15, Toronto-based investment bank RBC Capital Markets funded a \$150 million construction loan for a Tishman Speyer retail renovation project in Washington, DC.

Otera, a Montreal-based investor and debt provider, will be funding the first phase of development of the 900,000 square foot mixed-use asset. Construction will start next week and select buildings on the site are scheduled to open later in 2025 and early in 2026.

“With financing now in place, we are set to realize a collective vision for the ERC as an inclusive community driven by innovation and human connection,” said Rob Speyer, chief executive officer at Tishman Speyer CEO, in a statement.

“Together, we are creating a destination within Allston that will inspire local residents, families and visitors along with students, researchers and entrepreneurs.”

Notably, the first phase’s capital stack includes a \$30 million equity investment from 150 Black and Latino individuals and households as part of a Tishman Speyer and Harvard Allston Land Company initiative to draw more inclusionary ownership to the campus.

The nine-acre first phase of the campus will include two laboratory buildings, a 343-unit rental apartment building and a hotel. Tishman Speyer will also develop a conference facility on Harvard University’s behalf, the mass-timber David Rubenstein Treehouse named after the Carlyle Group co-founder and co-chairman.

Breakthrough Properties – a joint venture between Los Angeles-based investment manager Bellco Capital and Tishman Speyer – will develop, lease and operate 444,000 square feet of laboratory and office space in two of the campus buildings.

Tishman Speyer plans to populate the ground floor storefronts with small, local, minority and women-owned retailers. The firm noted 30 percent of pre-construction costs and more than 15 percent of total construction costs have also been awarded to minority- and women-led firms as part of a diversity and inclusion initiative between the developing partners.

The campus will target LEED Gold certification to round out its ESG components and is specifically aiming to create climate-resilient, eco-friendly buildings with low-carbon construction methods as part of that process.

[Lien vers Real Estate Capital USA](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer secures construction financing for first phase of research campus development in Boston

Andrea Zander

Tishman Speyer has secured \$750 million in financing for the first phase of the Harvard Enterprise Research Campus (ERC), a 900,000-square-foot mixed-use development it is undertaking in collaboration with the Harvard Allston Land Company.

The construction financing package, led by **Otera Capital**, is the largest reported in the United States to date in 2023. With all permits now secured, construction on the first phase of the ERC will begin next week, with buildings scheduled to open in late 2025 and early 2026.

The nine-acre first phase of the ERC, which was approved by the Boston Planning and Development Agency (BPDA) in July 2022 after an extensive community engagement process, will encompass two laboratory buildings devoted to scientific research and development, a 343-unit rental apartment building and a hotel. Tishman Speyer will also develop, on Harvard University's behalf, the mass-timber David Rubenstein Treehouse to serve as a campus-wide conference facility.

The ERC, which is adjacent to the Harvard Business School and Harvard Science and Engineering Complex in Allston, will

incorporate a series of street-level shops and restaurants as well as more than two acres of open space that will host an array of public events, such as farmer's markets, concerts and outdoor fitness classes.

As part of an historic agreement with the City of Boston and the BPDA, 25 percent of all new units in the first phase will be affordable to individuals and families earning between 30 percent and 100 percent of area median income (AMI). This commitment, which far exceeds Boston's existing 13 percent inclusionary housing development policy, will ensure that the ERC is affordable to a wide range of local residents.

Breakthrough Properties, a joint venture of Tishman Speyer and Bellco Capital and a leading global developer of life sciences real estate, will develop, lease and operate 440,000 square feet of world-class laboratory and office space in two ERC buildings.

[Lien vers IREI](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer lands \$750M in financing for Harvard research campus

After years of planning, ground is ready to be broken on the first phase of the Harvard Enterprise Research campus in Boston after Tishman Speyer secured \$750 million in financing, the largest packaging construction financing package of 2023.

The mixed-use development, spanning 900,000 square feet, is a collaborative project between Tishman Speyer and the Harvard Allston Land Company, according to a press release.

The financing package, led by **Otera Capital**, is reported to be the largest in the United States thus far in 2023. With all the necessary permits now obtained, construction for the first phase of the ERC is set to commence next week, and the buildings are expected to open their doors to the public between late 2025 and early 2026.

The initial phase of the ERC will cover 9 acres and will include two laboratory buildings dedicated to scientific research and development, a 343-unit rental apartment building, a hotel, and the David Rubenstein Treehouse, made of mass timber, which will serve as a conference facility for the campus.

Adjacent to Harvard Business School and Harvard Science and Engineering Complex in Allston, the ERC will also feature street-level shops, restaurants, and over two acres of open

space for public events like farmer's markets, concerts, and outdoor fitness classes.

Affordable housing is a major part of the plan. As part of an agreement with the City of Boston and the Boston Planning and Development Agency, 25 percent of the new units in the first phase will be affordable to individuals and families with incomes ranging from 30 percent to 100 percent of the Area Median Income.

The commitment goes beyond Boston's existing 13 percent inclusionary housing development policy, ensuring that a diverse range of local residents can afford to live in the ERC.

In partnership with Bellco Capital, Tishman Speyer's joint venture, Breakthrough Properties, will develop, lease, and operate 440,000 square feet of laboratory and office space in two ERC buildings, catering to biotechnology and pharmaceutical companies at various stages of development.

The ERC project, planned by renowned master planning and architectural firms, is also noteworthy for its focus on diversity and inclusion. Over 30 percent of pre-construction costs and more than 15 percent of total construction costs have been awarded to minority- and women-led firms. Additionally, Tishman Speyer will curate a ground floor experience that highlights small, local, minority-owned, and women-owned retailers.

The ERC aims to be environmentally sustainable and is targeting LEED Gold certification. It will prioritize low-carbon

construction methods to create climate-resilient, eco-friendly buildings that contribute to the region's sustainable future.

Tishman Speyer has been busy this year. Earlier this month, it secured an extension on a \$485 million loan for its office building at 300 Park Avenue months after the loan was sent to special servicing.

The firm secured an extension of its CMBS loan backed by the 26-story Midtown office tower — debt that was set to mature in August. The extension adds just one year to the maturity date, but Tishman has an option to extend it to August 2025.

The loan went into special servicing in March because of “imminent balloon/maturity default,” according to Trepp, which tracks securitized mortgages.

[Lien vers The Real Deal](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

2023/06/19

Commercial Property
Executive (web)

PAGE: N/A

Tishman Speyer Lands \$750M for Boston Project

Raluca Toma

Led by **Otera Capital**, the construction financing is reportedly the largest so far this year.

Tishman Speyer has secured a \$750 million construction loan for the development of the first phase of the 900,000-square-foot Harvard Enterprise Research Campus project in Allston, Mass. Otera Capital provided the financing, which is reportedly the largest to date in 2023.

In collaboration with Harvard Allston Land Co., the developer is poised to begin construction next week, and the buildings are slated to open in late 2025 and early 2026. The Boston Planning and Development Agency granted approval for the initial phase of the 9-acre mixed-use development last year in July.

For this project, Tishman Speyer and the Harvard Allston Land Co. executed one of the most significant inclusionary investor initiatives in the history of Boston. As a result of this initiative, more than 150 individuals and households, including many local Boston residents, of Black and Hispanic backgrounds became owners of the Harvard Enterprise Research Campus. The collective group contributed more than \$30 million toward the project's equity.

The partners made diversity and inclusion core aspects of their joint endeavor. The procurement process demonstrated this commitment, as it led to the allocation of over 30 percent of pre-construction costs and more than 15 percent of total construction costs to firms led by minorities and women. Furthermore, Tishman Speyer will curate a vibrant ground-floor experience by featuring small, local retailers that are owned by minorities and women.

Furthermore, Tishman Speyer has taken steps to foster partnerships among construction companies to ensure that minority-owned firms have a meaningful involvement in the project and can derive long-term benefits from their participation.

The team behind the project

Turner Construction, in collaboration with Janey Construction Management and J&J Contractors, has been appointed to develop the laboratory buildings. As for the residential and hotel components, Consigli Construction and Smoot Boston LLC, a wholly owned subsidiary of Smoot Construction Co. of Washington, D.C., have joined forces to complete these buildings.

The two buildings of the Harvard Enterprise Research Campus will be developed, leased, and operated by Breakthrough Properties, a joint venture between Tishman Speyer and Bellco Capital. The combined space in the buildings will amount to 440,000 square feet, dedicated to laboratory and office usage.

Studio Gang, Henning Larsen, Utile, Marlon Blackwell Architects, MVRDV, Moody Nolan, Arrowstreet and Scape Landscape Architecture will be overseeing the design and architectural efforts for the development.

Where science, business and sustainability converge

The project will consist of two laboratory buildings dedicated to scientific research and development, a 343-unit multifamily community and a hotel. In addition, Tishman Speyer will develop the David Rubenstein Treehouse, a mass-timber structure, on behalf of Harvard University. This treehouse will serve as a conference facility for the entire campus.

The project is targeting LEED Gold certification, supporting the region's sustainable future by creating climate-resilient, eco-friendly buildings using low-carbon construction methods.

In the initial phase, a considerable proportion of 25 percent of the new apartments will be affordable. The units will be accessible to individuals and families earning between 30 percent and 100 percent of the area median income. This commitment goes beyond Boston's existing inclusionary housing development policy, which currently stands at 13 percent.

Set to take shape adjacent to the Harvard Business School and Harvard Science and Engineering Complex, the initial phase of the Harvard Enterprise Research Campus will feature an integration of street-level shops and restaurants. Additionally,

the development will encompass over 2 acres of open space designated to various public events, including farmer's markets, concerts and outdoor fitness classes.

[Lien vers Commercial Property Executive](#)

[**retour à la table des matières**](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer Secures \$750M for Harvard Enterprise Research Campus

Greg Cornfield

L'chaim, life sciences!

Tishman Speyer announced it secured \$750 million in financing for the first phase of the Harvard Enterprise Research Campus (ERC), a 900,000-square-foot mixed-use project being developed with the university's subsidiary Harvard Allston Land Company.

Otera Capital led the construction loan package, which is the largest reported in the United States so far in 2023, according to the borrower.

Construction on the 9-acre first phase is set to begin this week, and the buildings are scheduled to open in late 2025 and early 2026 adjacent to the Harvard Business School and Harvard Science and Engineering Complex in Allston, Mass.

The project will feature two laboratory buildings devoted to research and development, as well as a 343-unit apartment building and a hotel. Twenty-five percent of the new multifamily units in the first phase will be deemed affordable for individuals and families earning between 30 percent and 100 percent of the area's median income.

Breakthrough Properties, a joint venture of Tishman Speyer and Bellco Capital, will develop, lease and operate 440,000 square feet of laboratory and office space in the two ERC buildings for biotechnology and pharmaceutical companies.

The campus will also feature the mass-timber David Rubenstein Treehouse to serve as a conference facility. Further, ERC will incorporate street-level shops and restaurants, and more than 2 acres of open space for public events such as farmer's markets, concerts and fitness classes.

The first phase is designed by Studio Gang, Henning Larsen, Utile, Marlon Blackwell Architects, MVRDV, Moody Nolan, Arrowstreet and Scape Landscape Architecture.

The developers said they completed one of the largest inclusionary investor initiatives in Boston history by bringing more than 150 Black and Latino individuals and households into ownership of the ERC. The group contributed more than \$30 million of the project's equity investment. Tishman said more than 30 percent of pre-construction costs and more than 15 percent of total construction costs were awarded to firms led by women and minorities.

[Lien vers Commercial Observer](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer Receives \$750M in Construction Financing for Mixed-Use Project in Boston

Taylor Williams

New York City-based real estate giant Tishman Speyer has received \$750 million in construction financing for Phase I of Harvard Enterprise Research Campus, a 900,000-square-foot mixed-use project that will be located in the Allston neighborhood of Boston.

Phase I of the development will consist of two life sciences buildings totaling 440,000 square feet, a 343-unit apartment complex and a hotel, all of which will be developed on a nine-acre parcel.

Tishman Speyer is developing the project in partnership with the Harvard Allston Land Co. The site is adjacent to the Harvard Business School and Harvard Science & Engineering Complex in Allston.

Breakthrough Properties, a joint venture of Tishman Speyer and Bellco Capital, will oversee the development, operations and leasing of the life sciences component. Tishman Speyer will also develop a conference facility on behalf of Harvard University.

Within the multifamily component, 25 percent of the units will be designated as affordable housing for households earning between 30 and 100 percent of the area median income. At full build-out, Enterprise Research Campus will also include retail and restaurant space, as well as two acres of open green space that will host farmers markets, live music and outdoor fitness classes.

New York City-based **Otera Capital** led the syndicate of lenders that provided the debt. With financing in place and permits secured, Tishman Speyer plans to begin construction before the end of the month and to deliver the buildings in phases between 2025 and 2026.

“This project will create new opportunities and places for students, faculty and our neighbors in Allston and will complement the cutting-edge institutional research taking place on Harvard’s campus and throughout the region,” says Carl Rodrigues, CEO of Harvard Allston Land Co.

[Lien vers REBusinessOnline](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Tishman Speyer Secures \$750M Construction Financing for Harvard Enterprise Research Campus

Emily Fu

Tishman Speyer has secured \$750 million in financing for the first phase of the Harvard Enterprise Research Campus (ERC), a mixed-use development in collaboration with the Harvard Allston Land Company.

The financing package, led by **Otera Capital**, is said to be the largest reported in the United States this year. Construction on the first phase will begin next week, with buildings expected to open in late 2025 and early 2026. The nine-acre phase will include two laboratory buildings, a rental apartment building, a hotel, and the David Rubenstein Treehouse. The ERC will feature street-level shops, restaurants, open spaces for public events, and 25% of the new units will be affordable housing.

Breakthrough Properties, a joint venture of Tishman Speyer and Bellco Capital, will develop laboratory and office spaces in the ERC. The project aims for LEED Gold certification and emphasizes diversity and inclusion in its development process.

[Lien vers Connect CRE](#)

[retour à la table des matières](#)

2023/06/19

The Construction Broadsheet
(web)

PAGE: N/A

Tishman Speyer locks in \$750M for Harvard research, mixed-use campus

Kim Slowey

Tishman Speyer on Friday said it has secured \$750 million in construction financing, led by **Otera Capital**, for the first phase of the nine-acre, mixed-use Harvard Enterprise Research Campus (ERC) project in Boston.

The company said the loan package is the largest thus far in 2023.

Located in the Allston neighborhood of Boston next to Harvard Business School and the Harvard Science and Engineering Complex, the 900,000-square-foot project, which Tishman Speyer has taken for its customer Harvard Allston Land Co., will feature, two lab research buildings dedicated to scientific research and development, apartments, a hotel and conference center.

According to the company and July 2022 Boston Planning & Development Agency documents, details of the project include:

- 440,000 square feet of office/lab space
- A 263,500-square-foot residential building with approximately 345 units, 25% of which will be affordable for those making

30% to 100% of the Area Median Income (AMI);

- A 135,000-square-foot hotel with approximately 250 rooms;
- A mass-timber conference center building, dubbed the David Rubenstein Treehouse, with 61,500 square feet of space; and
- 580 permanent parking spaces, including up to 300 of spaces of below-grade off-street parking and an extra 280 off-street spaces.

In addition to the retail and restaurants incorporated throughout, the ERC campus will also include two acres of open space that will host a variety of public events.

All permits have been secured, Tishman Speyer said, and construction is scheduled to start this week. Project completion is expected in late 2025 and early 2026.

Breakthrough Properties, a joint venture between Tishman Speyer and Bellco Capital, will develop, lease and operate the lab space, the company said, and Turner Construction Co., Janey Construction Management and J&J Contractors will build it. Consigli Construction and Smoot Construction will build the hotel and residential segments.

Project designers include Studio Gang, Henning Larsen, Utile, Marlon Blackwell Architects, MVRDV, Moody Nolan, Arrowstreet and Scape Landscape Architecture.

"We are excited to see the Enterprise Research Campus move forward and grow the life sciences research ecosystem around Harvard University," said Carl Rodrigues, CEO of the Harvard Allston Land Co.

"This project will create new opportunities and places for students, faculty and our neighbors in Allston and will complement the cutting-edge institutional research taking place on Harvard's campus and throughout the region," Rodrigues said.

All stages of the project offer opportunities for local and minority communities, Tishman Speyer said. More than 150 Black and Hispanic individuals and households, including those in the Boston area, invested more than \$30 million of equity in the project, and the retail component will feature small, local, minority and women-owned businesses.

In addition, the company said, more than 30% of pre-construction costs and 15% of total costs have been awarded to minority- and women-led businesses.

"With financing now in place, we are set to realize a collective vision for the ERC as an inclusive community driven by innovation and human connection," said Rob Speyer, Tishman Speyer CEO.

"Together, we are creating a destination within Allston that will inspire local residents, families and visitors along with students, researchers and entrepreneurs," Speyer said.

[Lien vers The Construction Broadsheet](#)

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

Sommaire

07:53:00

MONTRÉAL - CHRONIQUE ARGENT: LES DÉBUTS DU **RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN (REM)** AVAIENT ÉTÉ PROMIS POUR L'ÉTÉ. OR L'ÉTÉ, C'EST DEMAIN. IL S'AGIT EN FAIT DU TROISIÈME REPORT POUR LE LANCEMENT DU REM. LES "TESTS EN BLANC" PRÉVUS N'ONT MÊME PAS DÉBUTÉ ENCORE, CAR ON EN EST ENCORE À EXAMINER LA QUALIFICATION DES EMPLOYÉS CHARGÉS DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE DU REM. C'EST ALSTOM QUI CONSTRUIT TOUT LE MATÉRIEL ROULANT, EN LIEN AVEC LE GESTIONNAIRE SNC-LAVALIN. AUCUNE DATE N'EST FIXÉE POUR LE DÉMARRAGE DU RÉSEAU. 'LA PRESSE' A FAIT DES TESTS DE BRUIT QUI ONT MONTRÉ QUE LA NORME DE 55 DÉCIBELS FIXÉE PAR L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) EST PULVÉRISÉE. LE PASSAGE DU REM AU PONT WELLINGTON EST DE 77 DÉCIBELS. DAOUST ESPÈRE QUE CE PROJET DE 7-8 MILLIARDS \$ FONCTIONNERA. FOISY RAPPELLE QUE LA **CAISSE DE DÉPÔT** ENVISAGEAIT DE VENDRE SON MODÈLE ET L'EXPERTISE DE **CDPQ INFRA** À L'INTERNATIONAL. "JE PENSE QUE Ç'A ÉTÉ MIS SUR LA GLACE POUR LE MOMENT", DIT DAOUST.

Intervenant(s):

Émission RADIO : PHILIPPE-VINCENT FOISY

Station: QUB RADIO, MONTRÉAL

Animateur: PHILIPPE-VINCENT FOISY

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste: YVES DAOUST

Durée: 00:03:10

Date: 2023-06-20

Code nouvelle: 2-QUB5-14234881

09:20:00

MONTRÉAL - ENTREVUE: LA FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC A DÉVOILÉ LA SEMAINE DERNIÈRE UNE ÉTUDE SUR LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN ET EUROPÉEN DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER. HUBERT RIOUX, CONSEILLER ÉCONOMIQUE À LA FCCQ, PRÉCISE QUE L'OBJECTIF ÉTAIT D'OBTENIR UN PORTRAIT PLUS NUANCÉ. ON PARLE BEAUCOUP DU PROTECTIONNISME DU POINT DE VUE DES OBSTACLES À NOS ENTREPRISES, MAIS MOINS DU POINT DE VUE DES OPPORTUNITÉS; OR, IL Y EN A. L'ÉTUDE VEUT FOURNIR À LA FOIS AUX ENTREPRISES QUÉBÉCOISES ET AUX POUVOIRS PUBLICS LES DONNÉES POUR S'ADAPTER À LA MONTÉE DES PROTECTIONNISMES. LE PROTECTIONNISME NE RÉSIDE PLUS SEULEMENT DANS LES TARIFS IMPOSÉS AUX IMPORTATIONS, MAIS AUSSI DANS "L'EXPLOSION DES PROGRAMMES DE SUBVENTIONS INDUSTRIELLES." DES ÉTATS À TRAVERS LE MONDE FINANCENT LEURS SECTEURS INDUSTRIELS-CLÉS. POUR GOSSELIN, C'EST UNE FAÇON DE RÉDUIRE

LES PRIX À L'EXPORTATION AU LIEU DE LES HAUSSER À L'IMPORTATION. "TOUT À FAIT", RÉPOND M. RIOUX. UNE AUTRE FORME DE PROTECTIONNISME TIENT AUX "RÈGLES D'ORIGINE" IMPOSÉES AUX PRODUITS OU À LEURS INTRANTS POUR ACCÉDER AUX MARCHÉS PUBLICS. GOSSELIN CITE L'EXEMPLE DU **REM** À MONTRÉAL ET DU TRAMWAY À QUÉBEC. BERTRAND AJOUTE LE MÉTRO DE MONTRÉAL. UNE AUTRE FORME DE PROTECTIONNISME SE MANIFESTE VIA LES "TARIFS CARBONE" SUR LES IMPORTATIONS, SURTOUT EN EUROPE. GOSSELIN DIT QUE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DU QUÉBEC EST PLUS "VERTE" QUE BIEN D'AUTRES. M. RIOUX RÉPOND QUE C'EST POURQUOI IL PARLAIT PLUS TÔT D'OPPORTUNITÉS. VU SON ACTUEL NIVEAU D'ÉLECTRIFICATION, LE QUÉBEC A "UNE LONGUEUR D'AVANCE" POUR LES TARIFS CARBONE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA MÉTALLURGIE ET DE L'ALUMINERIE. LES MULTINATIONALES QUI S'APPROVISIONNENT AUPRÈS DE PME QUÉBÉCOISES VEULENT AUSSI UNE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DÉCARBONÉE. DEVANT LA MONTÉE DES PROTECTIONNISMES, CERTAINS CROIENT QUE LA "MONDIALISATION" A ATTEINT SES LIMITES. "DEPUIS LA CRISE FINANCIÈRE DE 2008, LE COMMERCE INTERNATIONAL EST EN STAGNATION", CONSTATE M. RIOUX.

Intervenant(s): HUBERT RIOUX, CONSEILLER ÉCONOMIQUE, FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC
Émission RADIO : PRENDS PAS ÇA POUR DU CASH

Station: QUB RADIO, MONTRÉAL

Animateur: FRANCIS GOSSELIN

Co-animateur: PHILIPPE-RICHARD BERTRAND

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:16:20

Date: 2023-06-20

Code nouvelle: 2-QUB12-14235453

18:11:00

MONTRÉAL - LA **CAISSE DE DÉPÔT** INVESTIT DANS LES
TERRES AGRICOLES EN AUSTRALIE.

Intervenant(s):

Émission TELE : ZONE ÉCONOMIE

Station: RDI, MONTRÉAL

Animateur: ANDRÉE-ANNE ST-ARNAUD

Co-animateur:

Lecteur:

Journaliste:

Durée: 00:00:30

Date: 2023-06-20

Code nouvelle: 1-RDI51-14236537

[retour à la table des matières](#)

Media contents are copyright protected.

Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur.

***Le contenu médiatique est protégé par les droits d'auteur et ne peut être reproduit ni distribué
Media contents are copyright protected and cannot be reproduced nor distributed.***

THE GLOBE AND MAIL

REPORT ON BUSINESS

ONTARIO EDITION • MONDAY, JUNE 19, 2023 • GLOBEANDMAIL.COM

Sunwing shutdown will lead to higher prices, airline experts say

DAVE MCGINN

Westjet's decision to wind down operations of recently acquired Sunwing Airlines will mean less competition, which will result in higher prices for consumers, airline industry experts and passenger rights advocates say.

"It's going to mean higher prices and worse service," Gabor Lukacs, president of Air Passenger Rights, a Toronto-based advocacy organization, said of the merger.

In March, the federal government approved Westjet Airlines Ltd.'s acquisition of Sunwing Airlines Inc. and Sunwing Vacations despite warnings from the Competition Bureau that a takeover would lead to higher prices and less choice for Canadian travellers.

In a statement sent to The Globe and Mail on Sunday, Westjet public relations co-ordinator Julia Kaiser confirmed that Sunwing Airlines will eventually be integrated into Westjet, although "the anticipated timeline to do so has not been determined at this time. Our immediate focus remains on the integration of Swoop's highly successful business model across Westjet's operations."

Onex Corp. acquired Westjet in 2019, and the move to wind down Sunwing operations is likely being driven by what the firm sees as a cost-cutting opportunity, said John Gradek, academic program co-ordinator of supply chain, logistics, operations and integrated aviation management at McGill University.

WESTJET

Coalition calls on Ottawa to get emission credits on LNG exports

BRENT JANG VANCOUVER

A newly formed coalition backed by Canada's natural gas industry is urging the federal government to obtain emission credits for exporting the fuel in liquid form.

Energy for a Secure Future, also known as ESF, is pressing for global collaboration to create a system of credits that would recognize reductions to greenhouse-gas emissions across political borders.

The LNG Canada project in Kitimat, B.C., is the only export terminal under construction in the country for shipping liquefied natural gas (LNG) to overseas markets. Other LNG projects in British Columbia are hoping to gain traction to build export terminals.

ESF, which launched in February, released a new report on Monday titled Canada's LNG Opportunity. It concludes that the time is ripe for Ottawa to work with Europe and Asia to recognize and credit Canada for the environmental benefits of Canadian LNG displacing higher-emitting energy sources in international markets.

"The coalition's advisory council, which includes representatives from business, labour and Indigenous groups, argues that LNG is ideal for displacing higher-emitting coal being burned at power plants generating electricity in Asia."

LNG

COMPANIES

- CATAPILOT INNOVATIONS B2
- ONEX CORP. B1
- BANK OF NOVA SCOTIA E7



RETURNING WITH A RICH HAUL

Fishermen unload fish at Kasimedu harbour in Chennai, India, on Sunday as they return with their catch after the end of a 61-day ban. The annual ban is imposed to protect marine life diversity and allow a sustainable population of fish.

'It's an obsession': Pervasive sales culture at Canadian banks designed to push customers into high-fee products, report says

TIM SHUFELT CLARE O'HARA

Nearly two decades of working for the big banks was more than enough for Jane Holtz, the still-believed-in her job itself - lots of regular Canadians could use a good financial planner to help meet major goals or map out a retirement plan, she said. And she had her certified financial planner designation - the gold standard for the profession. But she grew uncomfortable with the sales culture that has taken root in the Canadian banking system.

Branch-based financial planners are typically paid on a 100-per-cent commission basis. The rewards are greater for selling products that make your employer

more money such as the bank's own lineup of mutual funds, rather than a guaranteed investment certificate (GIC). The commission earned from selling the bank's products may be five times higher than on a GIC, for example. In this way, the system always incentivizes the sale of funds with higher fees, even when a GIC might be a better fit for the client.

Most bank advisers and planners are evaluated on whether they hit sales targets. Top performers are celebrated with galas and prizes. Underperformers are shamed and held back from promotions. "There is just extreme pressure on people to meet quotas, right from the tellers up to what they would call a financial planner," Ms. Holtz said. "It's an obsession."

In 2018, she decided to go off on her own, charging clients fees for service rather

than earning commissions on transactions. "I just kept looking for a place in the banks where I could do real financial planning without being a salesperson and it doesn't exist."

Gone are the days when Canadian bank branches were largely based on processing transactions for customers. In its place is a model that revolves around sales. Branches have become more like "stores," selling advice and investments, the Financial Consumer Agency of Canada (FCAC) said in a 2018 review of the sector.

There are dangers inherent with that kind of system. There may be a higher risk of Canadians being sold unsuitable products, and banks are not doing enough to prevent that from happening, the report said.

SHORTCHANGED

Wildfires complicating real estate deals as some homebuyers unable to secure insurance

ERICA ALINI

Canada's unusually early and severe wildfire season is causing delays and complicating the closing of real estate deals, even for homes unaffected by flames.

Wildfires can trigger moratoria on new home-insurance policies and put downward pressure on appraised values, two factors that can hamper homebuyers' efforts to secure financing.

And while those effects are temporary - and far less serious than those facing people directly affected by a fire - they can result in added costs for both buyers and sellers.

In Halifax, real estate agent Jacqui Rostek Holder said she was shocked to learn

that insurers had implemented freezes on new home-insurance policies within radii of between 25 kilometres and 50 kilometres from the massive fire that smothered on the city's northwest in late May and early June.

"Halifax is a pretty dense city overall, 50 kilometres from the evacuation area encompasses most of it, even areas that are much further away," said Ms. Rostek Holder, who is an associate broker at Royal LePage Atlantic's Platinum Group.

But pausing the issuance of new policies for properties in the vicinity of a catastrophic event is standard practice for insurers, according to Craig Stewart, vice-president of climate change and federal issues at the Insurance Bureau of Canada.

"Typically the rationale is, an insurer

does not want to be taking on new risk in an area that's under imminent threat," he said.

The threat could come from an uncontrolled fire, flooding, tornadoes or other natural disasters, Mr. Stewart added.

While none of Ms. Rostek Holder's clients ran into this issue, she said she heard of a few cases of homebuyers who were temporarily unable to obtain policies for their new homes, which, in turn, caused their lenders to hold off on financing the deal.

Those delays then pushed back other home deals, as some homeowners waited for the sale of their home to close before finalizing their own property purchase, she said.

INSURANCE

RESEARCH
University of Montreal to launch institute that will study ESG issues

ANDREJ IVANOV / THE GLOBE AND MAIL

CHINA
Homegrown companies are breaking ties with Beijing

OPINION
Activist investors' EV agenda is putting Toyota at risk

SPORTS

B10-B14

BASEBALL David Freese shows honesty and humility, Cathal Kelly says

BASEBALL Blue Jays cough up 6-0 lead, lose 11-7 to Texas Rangers

À DÉCOUVRIR AUJOURD'HUI



ACTUALITÉS GRAND PRIX DE FORMULE 1

LES CRIMINELS SE PAVANENT, LA POLICE OBSERVE



VOS FINANCES PROGRAMMES DE RÉCOMPENSES

ÉLOGE DE L'INFIDÉLITÉ

Faire ses courses chez une seule enseigne n'est pas avantageux.



MARC CASSIVI
Fin de cycle

CONTEXTE



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT
Le REM, notre voisin exemplaire

Micheline Benoit



SOCIÉTÉ LA VIE, LA VILLE

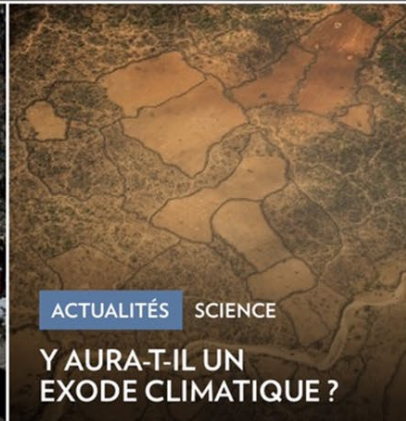
BRIGADIÈRE DEPUIS PLUS DE 30 ANS BON ÉTÉ, MICHELINE !



ACTUALITÉS

LA QUESTION À PLUS DE 400 MILLIARDS

Comment reconstruire l'Ukraine ?



ACTUALITÉS SCIENCE

Y AURA-T-IL UN EXODE CLIMATIQUE ?

SOCIÉTÉ



MARIO GIRARD
La fascinante histoire du carillon

26 ARGENT LE JOURNAL DE MONTRÉAL MARDI 20 JUIN 2023

argent

Dollar canadien / USD
0,7570 -0,0006 \$ US

Dollar canadien / Euro
0,6931 +0,0007 \$

Pétrole ↑ 71,445 **Or** ↑ 1959,75



Vers de bonnes surprises pour les actionnaires du Fonds FTQ et de Fondation ?

Que les 753 125 actionnaires du Fonds de solidarité de la FTQ et les 209 500 actionnaires de Fondation de la CSN se rassurent. Les deux populaires fonds de travailleurs devraient bouclier le dernier exercice (allant du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023) en territoire positif.



Devant être annoncé sous peu, le nouveau prix de l'action respective de chacun des deux fonds de travailleurs devrait, en effet, être révisé à la hausse par rapport au prix déterminé il y a un an, le 31 mai 2022, lequel avait affiché une baisse. Je rappelle que lors de cet exercice 2022, l'action du Fonds de solidarité FTQ avait baissé de 1,1 % et celle de Fondation CSN de 2,8 %.

Cela dit, la hausse du prix de l'action pour l'exercice terminé le 31 mai devrait être modeste, soit tout au plus de quelques points de pourcentage, à moins d'une grande surprise.

Quoi qu'il en soit, le seul fait de voir l'action grimper ne serait-ce que modestement, si tel est le cas bien sûr, ce serait considéré comme étant une bonne performance.

Pourquoi ? Parce que les indices boursiers canadiens ont accusé, eux, des pertes lors des 12 mois se terminant le 31 mai dernier.

LES INDICES DE RÉFÉRENCE

Le baromètre de la Bourse de Toronto, soit le rendement avec

dividendes de l'indice composite S&P/TSX, a reculé de 2,5 %. Pour sa part, le rendement total des 60 grandes entreprises canadiennes composant le S&P/TSX 60 affichait une baisse de 2,9 %.

Pire encore du côté de l'indice canadien des petites capitalisations, soit le « S&P/TSX Smallcap », alors qu'il a perdu 9,3 % lors de la même période du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023. Davantage dramatique, l'indice du « S&P/TSX Venture composite », qui représente les très petites sociétés canadiennes cotées en Bourse, s'est dégonflé de 16,3 %. En ce qui concerne la portion des investissements en obligations, les deux indices de référence présentent de très légères augmentations : l'indice « FTSE Canada Obligations univers » a gagné 0,9 % et l'indice « FTSE Canada Obligations à long terme », à peine un faiblard 0,2 %.

SOYONS OPTIMISTES

Qu'est-ce qui me pousse à croire que les Fonds FTQ et Fondation vont faire mieux que les indices financiers canadiens de référence ?

Tout d'abord, il faut savoir que les indices typiquement québécois, l'indice Québec 30 (IQ-30) et l'indice Québec 120 (IQ-120), ont fait nettement mieux que les indices de la Bourse de Toronto.

Le rendement (avec dividendes) des 30 grandes entreprises québécoises cotées en Bourse du IQ-30 s'élevait à 6,8 % lors des 12 mois terminés le 31 mai dernier. Et pendant ce temps-là, les 120 sociétés québécoises de l'indice IQ-120 progressaient de 2,5 %, sans compter l'impact positif des dividendes. Autre facteur pouvant jouer en faveur des deux fonds de travailleurs ?

Leur forte concentration de plus de 50 % en titres privés et fonds spécialisés les aide généralement lorsque les marchés boursiers en arrachent.



PHOTOS TIRÉES DES SITES WEB DU FONDS FTQ ET DE FONDATION
Les sièges sociaux du Fonds FTQ et de Fondation, à Montréal. Les deux fonds de travailleurs québécois dévoileront bientôt le nouveau prix de leurs actions.



Pas de problème avec le REM, selon Alstom

L'entreprise est seulement très prudente, dit son PDG

Malgré les multiples reports de mise en service du Réseau express métropolitain (REM), les systèmes, rails et matériels roulants, ne connaissent aucun problème particulier, assure le président et chef de la direction d'Alstom pour les Amériques.

MARTIN JOLICOEUR
Le Journal de Montréal

« Tout fonctionne très bien. On est juste extrêmement prudents, a répondu au Journal Michael Keroullé, en marge d'une conférence devant les membres du Conseil des relations internationales de Montréal, jeudi dernier.

« On veut que ce lancement [celui du REM] soit un lancement qui soit sans aucun événement. On veut que ce soit un succès dès le premier jour. C'est très important pour nous, c'est très important pour la Caisse [Caisse de dépôt et placement du Québec]. »

MIEUX QU'UN LANCEMENT RATÉ

La semaine dernière, *La Presse* révélait que quatre semaines après avoir annoncé un nouveau report de mise en service, CDPQ Infra, une filiale de la Caisse de dépôt [CDPQ] responsable de la construction et de la mise en service du REM n'avait toujours pas entamé l'ultime étape de « marche à blanc ».

Cette dernière étape consiste à

contre-vérifier le fonctionnement de l'ensemble des systèmes avant leur mise en service officielle. Ces travaux, qui s'apparentent à une répétition générale dans le milieu du théâtre, s'étirent normalement sur une période d'un mois. Dans ce cas-ci, ils impliquent tant les équipes de CDPQ-Infra et d'Alstom que de SNC-Lavalin, également partenaire du projet.

« Quelques semaines de retard, ce n'est pas agréable. Mais ça vaut mieux qu'un lancement raté », a répondu M. Keroullé. Outre les tests des systèmes, Alstom s'affairerait tout particulièrement à la « qualification » des employés qui seront chargés de l'exploitation et de la maintenance du REM.

Rappelons qu'à la mi-mai, CDPQ Infra confirmait que la mise en service du REM était reportée pour une troisième fois.

PAS ENCORE DE DATE DE LANCEMENT

Quand le lancement est-il maintenant prévu ? Sur ce, le PDG d'Alstom a évité de répondre directement. « On parle de quelques semaines, dit-il. [...] Comme on dit au Québec, ça s'en vient. »

À la même question, la porte-parole de CDPQ Infra, Emmanuelle Rouillard-Moreau, a répondu, hier, de façon tout aussi évasive, affirmant que le début des tests de « marche à blanc » était prévu « prochainement ». Elle a aussi évité d'avancer une date de mise en service officielle pour le public.

THE GLOBE AND MAIL

REPORT ON BUSINESS

ONTARIO EDITION • WEDNESDAY, JUNE 21, 2023 • GLOBEANDMAIL.COM

S&P/TSX 19,754.14 -180.07	DOW 34,053.87 -245.25	S&P 500 4,388.71 -20.88	NASDAQ 13,667.29 -22.28	DOLLAR 75.52/1.3241 -0.20/+0.0035	GOLD (oz.) US\$1,947.70 -23.50	OIL (WTI) US\$71.19 -0.74	GCAN (10-YR) 3.34% -0.07
--	------------------------------------	--	--------------------------------------	--	---	--	---------------------------------------

OSFI raises banks' capital reserves amid economic uncertainty

STEFANIE MAROTTA
BANKING REPORTER

Canada's banking regulator has raised the capital cushion that the biggest banks must hold, increasing the guardrails against high household and corporate debt levels, rising borrowing costs and increased global uncertainty over fiscal and monetary policy.

On Tuesday the Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) said that it will increase the domestic stability buffer (DSB) — a capital reserve that banks build to soften the blow of an economic downturn — on Nov. 1, hiking it to 3.5 per cent from 3 per cent of a bank's risk-weighted assets. The move is the second increase in the past six months as OSFI ramps up "insurance" against mounting risks to the financial sector.

The regulator last increased the potential range of the buffer in December to somewhere between zero per cent to a per cent of a bank's risk-weighted assets. OSFI also raised the buffer itself to 3 per cent from 2.5 per cent, which had been the top end of the range since the DSB was introduced in 2018.

"Today's decision reflects our assessment that financial system vulnerabilities remain elevated and, in some cases, have continued to increase," OSFI superintendent Peter Kuzniecky told reporters Tuesday. "We are in a period of rising interest rates and home prices have begun to climb again. Households and corporates remain highly leveraged, making them more vulnerable to economic shocks."

|| OSFI, B2

Ontario, Quebec accounting bodies to leave CPA Canada

CLARE O'HARA
WEALTH MANAGEMENT REPORTER

The main accounting bodies for Ontario and Quebec have suddenly announced plans to withdraw from Canada's national accounting organization, which calls the unilateral move "disappointing and shocking."

On Tuesday evening, Quebec CPA Order and CPA Ontario separately announced their intentions to end their formal relationship with Chartered Professional Accountants of Canada. The withdrawal will take 18 months to complete in accordance with the terms of the current collaboration accord between the provincial bodies and CPA Canada.

In a release, CPA Ontario's outgoing chair Jean Desjardins cited the "size and complexity" of the province's economy being "unique" in its decision to end relations with CPA Canada. The move will "enable CPA Ontario to better protect the public, serve members and students, and advance the profession by being more nimble and innovative."

Quebec CPA Order chief executive Geneviève Mottard echoed the comments of her Ontario counterpart, saying the decision is a result of "in-depth discussions on how best to carry out its mission while anticipating the unique needs of the Quebec economy," and ensuring compliance with all obligations and responsibilities under the province's legislative and regulatory framework.

|| CPA, B8



Harnessing sun power

Israel is taking some dramatic steps to meet its renewable energy targets and growing electricity demands || B2

Lacking land, the country is setting up solar panels anywhere it can, including on a water reservoir outside of kibbutz Or Hahai in southern Israel. AMIR COHEN/REUTERS

Clean electricity will become foundation of Canadian energy sector if country hits net-zero goal, report says

EMMA GRANEY
ENERGY REPORTER

Clean electricity will become the cornerstone of Canada's energy future and the use of fossil fuels will drop significantly if the country is to reach its goal of net-zero greenhouse-gas emissions by 2050, according to a new federal analysis.

The report, released Tuesday, is the Canada Energy Regulator's (CER) first long-term outlook modelling net-zero by 2050. It outlines three scenarios: global net-zero, Canada net-zero and the continuation of current measures. But the agency emphasized that the scenarios aren't predictions about the future or policy recommendations but sketches of Canada's possible energy future.

"Uncertainty is inherent in all energy modelling exercises," Glane De Silva, the CER's chief executive, wrote in her introduction to the report. "I am sure not everyone will agree with the assumptions we made, nor our findings."

Nevertheless, Ms. De Silva said the report presents scenarios "that can help Canadians and policy makers see what a net-zero world could look like, visualize the goal, and make informed decisions."

Canada, the world's fourth-largest oil producer, is grappling with how to balance its economic reliance on fossil-fuel production with the global goal of reducing greenhouse gas (GHG) emissions to avoid the worst effects of climate change.

Under the global net-zero scenario, Canada achieves net-zero emissions by 2050 and the rest of the world reduces emissions enough to limit global warming to 1.5 C. The Canada net-zero scenario envisages a future where we hit net-zero by 2050 but other countries move more slowly.

The current measures scenario relies on a model whereby Canada sticks to the emissions-reduction measures in place today — the eventual \$700-a-barrel carbon tax by 2030-31, for example, but not an oil-and-gas emissions cap being developed by Ottawa.

|| ENERGY, B8

Swedish company buys Quebec's Poka, 'Facebook for factories,' as interest in Canadian startups continues

SEAN SILCOFF
TECHNOLOGY REPORTER

Swedish enterprise technology giant IFS World Operations AB has bought Quebec City's Poka Inc., a deep-pocketed buyer and train on new processes.

Its technology is now used by some 250,000 workers at more than 2,000 factories around the world — up from 100,000 and 500 two years ago, when revenues were \$15-million a year. Poka is being deployed at dozens of factories by Danone SA, Robert Bosch GmbH and Nestlé SA. Other customers include Rio Tinto, Alcoa, Istra Pak Group, Mars, Coty, Hitachi Energy, Aveva Group and Kraft Heinz Co.

"Our focus is to make sure we put Poka into as many businesses globally" as possible, Mr. Roos said.

"There are only a few connected-worker assets in the market in that general vicinity of growth," said Scott MacDonald, managing partner with Poka investor Microbot Capital.

Chief executive Alex Ledecic came up with the idea for Poka 12 years ago while working as an operations specialist for Biscuits Ledecic Ltd., the cookie and granola-bar maker started by his great-grandfather. He saw the family company struggle to pass knowledge about its machines and operations between workers on different shifts using paper instructions. That affected operations, quality and safety.

|| POKA, B4

Statcan retools inflation baskets, putting more focus on food and gas prices || B2

OPINION Vancouver's port, the biggest in Canada, ranks nearly last in the world — this is a crisis || B4

COMPANIES	
BOEING	B6
CAE	B11
DELTA AIRLINES	B11
DREAM OFFICE REIT	B11
LIGHTSPEED COMMERCE	B11
MAGNA MINING	B11